

MINADER Infos

Magazine trimestriel d'informations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun • N°007, sept. - nov. 2023

Brainstorming
on Boosting Food
Sovereignty by
Stakeholders



Guichet producteurs du FODECC: Une nouvelle ère pour les producteurs de cacao et de café

FOOD INSECURITY:

Minader, Mindcaf
Launches Project To
Develop 400,000
Hectares Of Land

PADFA II :

Des semences
améliorées
pour booster les
productions agricoles

RICE DEVELOPMENT STRATEGY

Increasing Rice
Production, Productivity
in Cameroon



FONDS DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO ET CAFE
COCOA AND COFFEE SUB SECTORS DEVELOPMENT FUND



L'Administrateur du FODECC à la
3ème session du COPIL 2023



Visite de terrain à Melong



Récupération des intrants agricoles par
les producteurs

Création

Créé par la Loi n° 2004/025 du 30/12/2004 sur le commerce du cacao et du café et organisé par le Décret n° 2006/085 du 09 mars 2006, le Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC) est un établissement public administratif doté de la personnalité juridique.

Tutelles

Le FODECC jouit d'une autonomie de gestion et est placé sous la Tutelle Technique du Ministre chargé de la commercialisation du cacao et du café et du Ministre chargé de l'agriculture. La tutelle financière est assurée par le Ministre chargé des Finances. L'administration du Fonds quant à elle, est assurée par le Comité de Gestion et l'Administrateur.

Missions

Elles consistent en l'appui à la relance des filières cacao et café, au soutien à la recherche appliquée sur ces produits et à l'amélioration de leur qualité, à l'appui aux programmes de formation et d'information des opérateurs des filières cacao et café et à la promotion de la transformation et de la consommation locales du cacao et du café.

Valeurs

Performance, Professionnalisme, Intégrité, Transparence.

Guichet Producteurs

Mécanisme de financement direct aux producteurs de cacao et de café, mis en place par le Gouvernement. Le Guichet Producteurs vise à révolutionner le secteur de l'agriculture en y intégrant le numérique. Résultant du Très Haut Accord du Président de la République, il a été mis en œuvre par le FODECC avec l'expertise de plusieurs partenaires.

Lancé officiellement le 08 juillet 2021, le mécanisme a bénéficié d'une large campagne de vulgarisation dans tous les bassins de production de cacao et de café. Le 24 juin 2022, s'est tenue la cérémonie de démarrage d'octroi de subventions dans le Mounjo, zone pilote du Guichet Producteurs. Le bilan à mi-parcours au 31 décembre 2022 fait état de plus de 15 000 producteurs enrôlés, 22 EMF, 14 banques, 12 agrodealers opérationnels, montant subventionné 855 231 090 F CFA.



222 21 88 26



contact@fodecc.cm



www.fodecc.cm





S.E. Paul Biya

Président de la République du Cameroun

H.E. Paul Biya

President of the Republic of Cameroon

« L'agriculture, je le répète,
est notre authentique richesse. »

Paul Biya le 17 janvier 2011

Discours inaugural du Comice agropastoral d'Ebolowa

« Agriculture, I repeat, is our real wealth. »

Paul Biya 17 January 2011

Inaugural speech of the Ebolowa Agropastoral show



Dr Joseph Dion Ngute
Premier Ministre Chef du Gouvernement

Dr Joseph Dion Ngute
Prime Minister Head of the Government



M. Gabriel Mbairrobe

Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

Mr Gabriel Mbairrobe

Minister of Agriculture and Rural Development



Pr Mbong épse Bambot Grace Annih

*Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture
et du Développement Rural*

Pr Mbong épse Bambot Grace Annih

*Secretary General to the Ministry of Agriculture
and Rural Development*

RESPONSABLES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINADER



M. ABAKACHI
Inspecteur Général
des Services



M. Tobie CNDOA MANGA
Inspecteur Général
du Développement Agricole



Mme MVENG Pauline Marie
Inspecteur Général
du Développement Rural



M. NKA Charles Noël
Conseiller Technique N°1



M. KALOGN PAGNA
Conseiller Technique N° 2



Pr NKOA FRANÇOIS Collin
Inspecteur des Services N° 1



M. SEN-SO DJOJINA DAMSALA
Gustave Emmanuel
Inspecteur des Services N° 2



Mme ACHIDI NGU
née MEUNJUM TAGHO Valérie
Inspecteur de Développement Agricole N°3



M. BASSIA BASSIA Amos
Inspecteur du Développement
Agricole N° 2



M. YADJI DARMAN Benjamin
Inspecteur du Développement
Rural N° 1



M. BITOTO ESSOLA Gervais
Inspecteur du Développement
Rural N° 2



M. FODJAMA
Directeur de Développement de Population



M. NTAKEU KOUNTOUZOU
Bruno Armand
Directeur des Études, des Projets
et de la Coopération



M. EFFA MESSI Grégoire
Directeur des Ressources Humaines
et de Formation



Mme BILLE
née ZE Sisse Yvette
Directeur des Stratégies Nationales



M. MBANJANOJI André
Directeur des Enquêtes
et Statistiques Agricoles



Mme BEDOUNG, née BAOH Gisèle
Directeur de Centre Rural et de l'Artisanat
du Cadre de Vie en Milieu Rural



M. MESSI Simon Alain
Directeur des Organisations Professionnelles
et de Appui aux Exploitations Agricoles



Mme Agnes MESSEMDE
épouse ENOH
Directeur de Développement Local
et Communautaire



M. NYING Charles SHEY
Directeur de la Régénération
et du Contrôle Qualité des Produits
et des Produits Agricoles



M. Yessali DAOUA
Chef de Division de l'Environnement
et de la Formation Agricoles,
Coopératives et Communautaires



M. Edmond NAKNGHO
Chef de Division des Affaires Juridiques

CARTE DES CINQ ZONES AGRO-ÉCOLOGIQUES DU CAMEROUN

Zone forestière mono-modale
 superficie : 45 658 km²
 Pluviométrie : 2 500 à 4 000 mm/an, régime monomodal
 Sols : pentes volcaniques, sédiments d'origine rocheuse le long de la côte
 Cultures : cacao, banane, café, plantain, huile de palme, gingembre, poivre

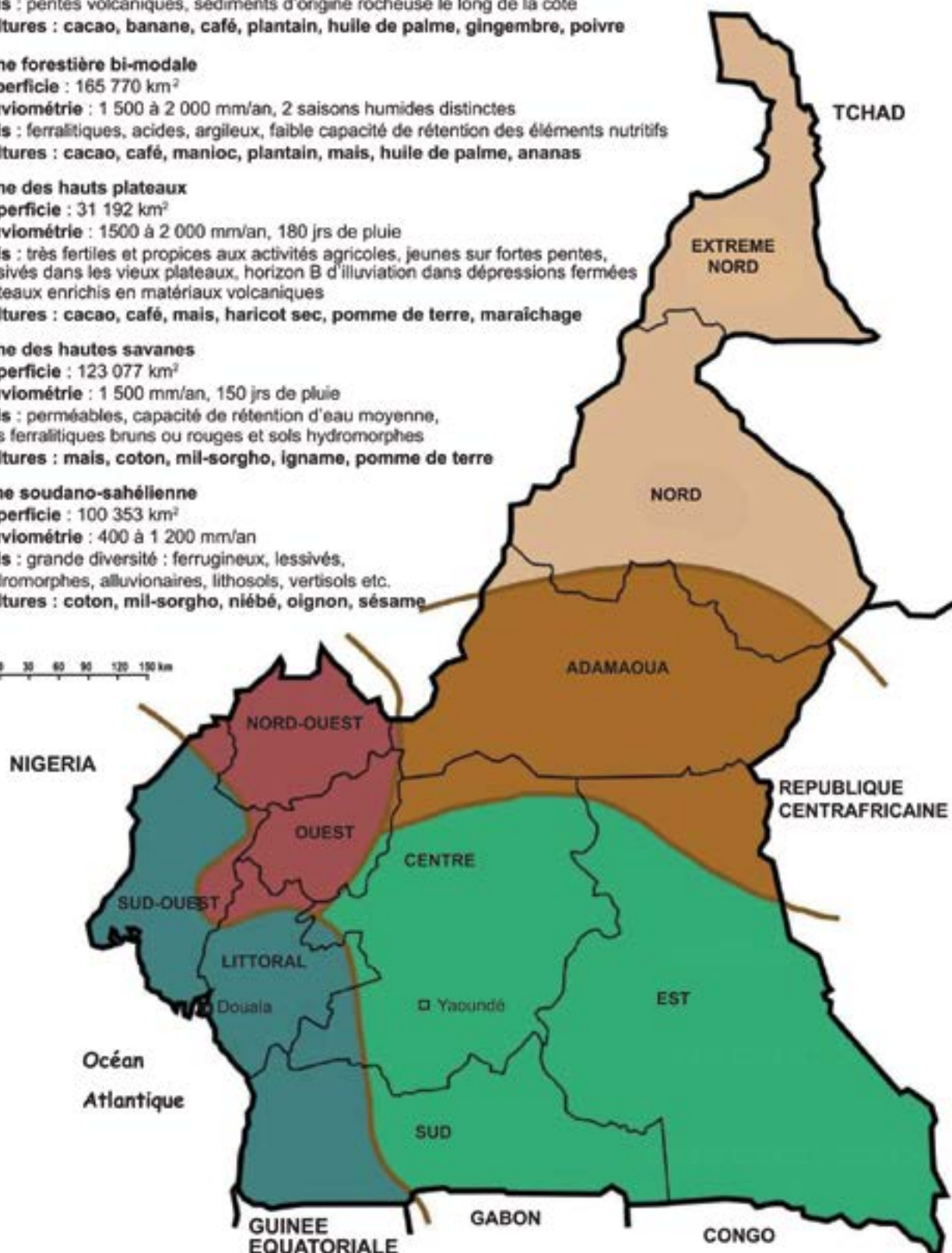
Zone forestière bi-modale
 superficie : 165 770 km²
 Pluviométrie : 1 500 à 2 000 mm/an, 2 saisons humides distinctes
 Sols : ferrallitiques, acides, argileux, faible capacité de rétention des éléments nutritifs
 Cultures : cacao, café, manioc, plantain, maïs, huile de palme, ananas

Zone des hauts plateaux
 Superficie : 31 192 km²
 Pluviométrie : 1500 à 2 000 mm/an, 180 jrs de pluie
 Sols : très fertiles et propices aux activités agricoles, jeunes sur fortes pentes, lessivés dans les vieux plateaux, horizon B d'illuviation dans dépressions fermées plateaux enrichis en matériaux volcaniques
 Cultures : cacao, café, maïs, haricot sec, pomme de terre, maraîchage

Zone des hautes savanes
 Superficie : 123 077 km²
 Pluviométrie : 1 500 mm/an, 150 jrs de pluie
 Sols : perméables, capacité de rétention d'eau moyenne, sols ferrallitiques bruns ou rouges et sols hydromorphes
 Cultures : maïs, coton, mil-sorgho, igname, pomme de terre

zone soudano-sahélienne
 Superficie : 100 353 km²
 Pluviométrie : 400 à 1 200 mm/an
 Sols : grande diversité : ferrugineux, lessivés, hydromorphes, alluvionnaires, lithosols, vertisols etc.
 Cultures : coton, mil-sorgho, niébé, oignon, sésame

0 30 60 90 120 150 km





Minader Infos est une publication
du Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural

Tél :

696 98 40 14 | 677 92 76 63

website :

www.minader.cm

Directeur de publication :

Gabriel Mbairrobe

Présidente du comité Éditorial :

Pr Mbong Grace Annih,

épse Bambot

Rédacteur en chef :

Djaoudjaourou

Rédacteurs en chef adjoints :

Heris Nange Tohnain

Yvan Njuplong

Secrétariat de Rédaction

Clarisse Taïga

Collaboration

Service Communication, Relations

Publiques et Traduction du Fodecc

Photos

Eric Gueguim

Ebela Athanase

Maquette et Infographie :

Vincent Malyk Nomo

Tél. : +237 672 16 60 50

Impression

Groupe Colorix

Tél. : +237 699 88 85 77



- 9 Guichet producteurs: le pari de l'extension à tous les bassins de production de cacao et de café!
- 11 Cameroon, 26 Other Countries Brainstorming On Boosting Food Sovereignty Stakeholders
- 12 Mini-comice agropastoral de Bertoua : Une année 2022 difficile pour les agriculteurs
- 14 Développement agricole : Le conseil agricole au scanner
- 15 Minister Urges Stakeholders To Promote Agriculture That Respects, Protects Environment
- 16 Launching of Farming Season In the meridional regions
- 17 Campagne agricole 2023 : Les régions septentrionales emboitent le pas
- 18 Le Minader et la FAO s'unissent pour financer la sécurité alimentaire
- 19 Agricultural Minister Stresses Important of Plant Health Cameroon's Development
- 20 DEFACC-Etablissements professionnels agricoles : les réflexions pour un apport certain à la politique d'import-substitution au cœur des échanges.
- 22 Sommet de Dakar II : La problématique de l'alimentation en Afrique en débat
- 23 1st International Banana-Plantain Festival : Tony Obam And Gabriel Mbairrobe Cultivate The Plantain Of Emergence
- 25 Convention FBPC - Fecafoot pour la Banana-Festival Sud-Ouest 2023
- 27 Semry to open new sales points to boost consumption of local rice
- 28 Sécurité alimentaire au Cameroun : Une baisse de la production agricole en début 2023
- 30 Transhumance transfrontalière : 60 officiers supérieurs s'imprègnent des réalités du phénomène
- 32 Filière oignon : Sadou Souleymanou un exemple à suivre
- 34 Entreprenariat agro-industriel : Amanature, la start-up qui valorise les produits du terroir
- 35 Damna Albert : 31 années d'activités rizicoles
- 37 Un nouvel outil d'accompagnement des Producteurs de cacao et de café en marche au Fodecc !
- 38 Guichet producteurs : contexte de la mise sur pied...
- 40 Guichet producteurs : résultat d'un travail méthodique
- 42 Guichet producteurs : lancement officiel
- 44 Lancement de la phase pilote du Guichet Producteurs : les préalables au démarrage effectif des subventions
- 46 Les campagnes de sensibilisation au cœur de la phase opérationnelle du Guichet producteurs
- 47 Phase opérationnelle du Guichet producteurs : Démarrage des premières subventions aux producteurs dans la zone pilote du Moungo
- 48 Post démarrage des subventions dans la zone pilote : Etat d'évolution des activités
- 49 Guichet producteurs : les responsables des services et des coordonnateurs des projets relevant du Minader à l'école du Guichet producteurs dans le Moungo
- 50 La phase d'extension du Guichet producteurs au centre des priorités
- 53 Gabriel Mbairrobe : «Nous voulons éviter aux privés toutes les démarches en amont, pour qu'ils viennent juste pour investir»
- 54 Through EM Technology, Cameroonian Farmers Can Produce On A Large Scale Organically With Minimum Cost - Dr. Sama David
- 56 William CANNON : «We are passionate about what fertile ground farms can do to help in transformation of Cameroon into the greatest economy in Africa »
- 58 PADFA II : Des semences améliorées pour booster les productions agricoles
- 59 Minister Mbairrobe Keen, P2DCVM Will Create Some 80,000 Jobs
- 60 Fighting against Food Insecurity: Minader - Mindcaf Launches Project To Develop 400,000 Hectares Of Land
- 61 Cameroon's rice sub-sector development strategy adopted
- 62 Gov't, Stakeholders Discuss Ways of Increasing Rice Production, Productivity in Cameroon
- 63 PADFA II: Pour un accroissement des revenus des petits exploitants agricoles
- 64 Le point sur le dispositif de formation professionnelle agricole du Minader
- 66 PADFA Is Impacting Lives in the NWR through Production of Onion and Rice
- 67 Insécurité alimentaire et nutritionnelle : un plan national de réponses mis sur pied
- 68 Conseil international consultatif du cajou
- 69 Subvention des intrants agricoles : du concret pour les producteurs de la région du Nord
- 70 L'Office Chérifien des Phosphates (OCP) : pour une agriculture intelligente et respectueuse de l'environnement
- 71 Banane-plantain : La formation agricole pour la banane plantain en Afrique (Faba) mise sur une production sans pesticides
- 72 Production agricole : La protection du label Cameroun en débat
- 73 Financement du secteur agricole : une convention signée entre le Minader et la Régionale Bank S.A.
- 74 Study Reveals Bread Basket of Central Africa Facing Food Crisis
- 75 Cacao durable : Des comités interministériels de gestion mis en place
- 76 Filière pomme de terre : boutures apicales racinées : l'avenir en rose pour la filière
- 77 Ministère de l'Agriculture : des matériels roulants pour des agents agricoles du Littoral
- 78 Accord Cadre Fbpc - Fecafoot : l'indomptable incubateur de kribi à Mbébé



Par Gabriel Mbaïro,
Ministre de l'Agriculture
et du Développement Rural

Guichet producteurs: le pari de l'extension à tous les bassins de production de cacao et de café !

Stimuler l'essor des filières cacao et café par l'accroissement des rendements et l'augmentation de la production, la préservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie des producteurs constituent le crédo du Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (Fodecc). C'est dans cette logique que la mise sur pied du Guichet producteurs a été autorisée par la Très Haute Instance. Le Guichet est un large programme de subvention adossé sur l'arrêté N°068/PM du 28 août 2019 approuvant et rendant exécutoire le manuel de procédure d'octroi des subventions en intrants et équipements agricoles au Cameroun. Il s'agit d'un mécanisme de financement direct des producteurs de cacao et de café. Il est innovant par son support qu'est "le bon d'achat électronique" qui est adapté et économe sur divers points de vue.

Lancé officiellement le 8 juillet 2021 à Yaoundé, le Guichet producteurs a bénéficié d'une large campagne de sensibilisation à travers les bassins de production. Les premières subventions quant à elles ont été mises à la disposition des producteurs le 24 juin 2022, lors d'une cérémonie que j'ai présidée dans le Moungo, zone pilote du mécanisme.

Après l'expérience de la phase pilote qui fait des heureux dans le Moungo, le Fodecc est encore plus déterminé à aller de l'avant; c'est à dire, étendre ce Guichet dans toutes les régions productrices de cacao et de café, afin de permettre à tous les producteurs d'en profiter. C'est à juste titre que l'exploitation des données relatives à l'opérationnalisation du Guichet producteurs a été faite. Il résulte de ce travail que plusieurs avancées sont à relever. Au cours de l'année 2022, une enveloppe de 855 231 090 Francs CFA (montant subventionné) a été mise à la disposition des producteurs ayant respecté le mode d'emploi de l'obtention de la subvention. De même, les statistiques révèlent que plus de 10 000 producteurs ont été enrôlés dont 8 106 déjà bancarisés. 16 agro-dealers, 14 banques et 22 établissements de micro-finances déjà recensés dans le système sont des partenaires au processus.

Des applications conçues en vue d'éviter d'éventuels blocages lors de la phase d'extension sont régulièrement mises à jour, tout comme la ressource humaine appelée à se déployer sur le terrain pour la poursuite des activités. Il s'agit des services déconcentrés du Minader, de certains personnels du Projet d'Appui au Développement du Cacao (Pad-Cacao) et du Projet d'Appui à la Relance de la filière Café (Parf-café).

En s'inscrivant dans cette dynamique d'opérationnalisation du Guichet producteurs, l'heure est pour le Fodecc à l'extension de cette manne du gouvernement qu'est la subvention prévue pour cette année 2023. Avec la collaboration des autres acteurs, le Fodecc est ainsi à pied d'œuvre afin d'atteindre cet objectif. C'est ce qui explique les descentes effectuées à Bot Makak dans le département du Nyong-et-Kellé, le 19 janvier 2023, Lolodorf dans le département de l'Océan, le 27 janvier 2023, Mbangassina dans le département de Mbam-et-Kim, le 7 mars 2023, pour les opérations d'enrôlement des producteurs.

Épousant la vision de l'agriculture de seconde génération prônée par le chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA, le Guichet producteurs voudrait révolutionner les filières cacao et café à travers l'introduction du digital. En clair, il apporte en termes d'innovations, la simplification et fluidité des procédures d'obtention des subventions. Le Guichet producteurs ne répond pas aux normes de passation de marchés et d'ordonnancements de la dépense publique. Il s'appuie sur une connaissance véritable du verger ainsi que sur le dénombrement des arbres et veille à la bancarisation des producteurs en milieu rural. S'agissant de la transparence, le Guichet producteurs assure la traçabilité et la sécurité des transactions, l'accès direct à la subvention à l'initiative du producteur.

In fine, il convient de noter que le Guichet producteurs témoigne de l'engagement du gouvernement à accompagner les producteurs afin d'atteindre les objectifs de production définis dans la Stratégie nationale de développement (SND30), soit 640 000 tonnes de cacao, 160 000 tonnes de café.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Gabriel Mbairrobe a conduit la délégation du Cameroun à la quarante-troisième session de la conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui s'est tenue au siège de ladite organisation à Rome, Italie, du 1^{er} au 7 juillet 2023.

L'élection de M. Qu Dongyu, de nationalité chinoise, au poste de directeur général de la FAO pour un second mandat de quatre ans, a été, sans contexte, le premier centre d'intérêt de la session. À la suite de cette élection, le Minader a sollicité et obtenu une rencontre bilatérale avec le directeur général, au cours de laquelle il lui a présenté, au nom du président de la République, les chaleureuses félicitations du gouvernement, et lui a assuré le soutien continu de notre pays dans la mise en œuvre de son programme d'actions à l'échelle globale, et, en même temps, s'est dit déterminé à renforcer davantage le partenariat stratégique construit avec la FAO lors du premier mandat de M. Qu Dongyu.

Au sortir de la 43^{ème} session de la conférence, le Cameroun a été honoré par les États membres de la FAO à travers son élection au conseil de ladite organisation, pour un nouveau mandat de trois ans, qui va courir de juillet 2023 à juillet 2026. Avec cette élection, le Cameroun est entrain de battre un record avec une présence continue au Conseil depuis 2011. C'est évidemment une victoire supplémentaire de la diplomatie de présence brillamment conduite et instruite par le chef de l'État S.E. Paul BIYA.

La conférence de la FAO est son organe suprême qui discute des politiques globales en matière d'alimentation et d'agriculture. Elle se tient tous les deux ans. Le conseil en revanche est l'organe de gouvernance chargé de mettre en œuvre les décisions et les résolutions prises par la conférence. Le conseil se réunit cinq fois par biennium.

Fait à Rome, le 7 juillet 2023.

(é) Gabriel Mbairrobe
Ministre de l'Agriculture et du Développement rural

Cameroon, 26 Other Countries Brainstorming On Boosting Food Sovereignty Stakeholders

■ This is the substance of a high level conference which officially opened Tuesday in Yaounde. The conference grouped experts and participants from some 27 African nations.



Opening of the 4th biennial conference

Some 27 African countries including Cameroon have exchanged notes on ways of boosting food sovereignty for the people of the continent.

Taking place under the aegis of the 4th biennial food systems conference, the meeting seeks to mobilize African citizens and governments to demand a change in food policy and implement urgent actions for healthy, nutritious and inclusive food systems.

The conference is organized by the Alliance for Food Sovereignty in Africa, AFSA and the National Consultation Forum of Farmers' Organizations of Cameroon, CNOP-CAM.

Speaking while launching activities of the conference, Cameroon's Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe noted that the ongoing edition of the conference aims to help stakeholders in Africa including Cameroon to better understand the complex issues that impact the future of food systems as well as enable them take wise choices and accelerate the achievements of SDGs.

"This meeting intends to help member states address the challenges posed by malnutrition, poverty, the use of biodiversity and ecosystem services and climate change" he said stating that "This meeting comes at a time when Africa is facing many challenges including disruption in the supply of cereals, especially wheat as a result of the Russia Ukraine crisis".

The Minister disclosed that Cameroon imports nearly 900,000 tons of wheat each year for an average per capita consumption of 33kg per person. He regretted that due to the war in Ukraine, there has been scarcity and an increase of the price of some agricultural inputs including "fertilizer which has double or even tripled today".

He however rejoiced that the Ministry of Agriculture and Rural Development, has put in place several initiatives to curb the challenges caused by inter-ethnic conflicts, poor distribution of rainfall, attacks by birds in the Far North region and the presence of refugees in the East region.

Taking the cue during Tuesday's ceremony, the chair of the Alliance for Food Sovereignty in Africa, AFSA, Dr Chris Macolo said, AFSA wants to ensure that farmers are empowered to be in charge of their lives so that they can grow healthy food and eat health food".

"We know that Africa has got some good laws but the problem in Africa is the commitment and the implementation of those laws" he continued before pressing that "We have got laws governing seeds, how food is supposed to be distributed...there are very good on paper but with the support of senior government officials, we think that we can then begin to ensure that these laws are implemented for the benefit of small-scale farmers". AFSA, works in 50 countries in Africa and are currently one of the biggest civil society organizations in the continent of Africa with members stretching from South Africa to Tunisia, from the Gambia to Ethiopia and so on."

Heris Nange Tohnain

Mini-comice agropastoral de Bertoua Une année 2022 difficile pour les agriculteurs

■ C'est ce qui ressort du bilan de la campagne agropastorale 2022 dressé par les responsables en charge de ces secteurs à la faveur de la 14ème édition de cette fête dédiée aux agriculteurs, éleveurs ainsi qu'aux artisans de la région de l'Est.



Les agriculteurs, éleveurs et artisans de la région du Soleil levant avaient rendez-vous et étaient en fête le 20 décembre 2022 à Bertoua, la cité capitale de l'Est. Venus des quatre coins de la région, ils ont massivement répondu présent à la fête à eux dédiée, notamment le traditionnel mini-comice agropastoral et artisanal qui, en ce qui concerne la région de l'Est, en était à sa 14ème édition. Les activités et manifestations de cette célébration étaient présidées par le gouverneur de la région de l'Est, Grégoire Mvongo. A ses côtés, M. Yadi Darman Benjamin, inspecteur chargé du Développement rural N°1, représentant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que tout le staff des autorités administratives, municipales, parlementaires, universi-

taires, des responsables des services déconcentrés, des élites et autres partenaires au développement exerçants dans la région.

Comme le déclarera, à l'occasion et d'entrée de jeu, le délégué régional de l'Agriculture et du Développement rural de l'Est, «le mini-comice agropastoral et artisanal n'est pas seulement une prestigieuse cérémonie où les exploits des agriculteurs, éleveurs et artisans sont mis en exergue, célébrés et primés; mais au-delà de cet aspect festif, c'est également le lieu de dresser le bilan de la campagne agropastorale 2022 qui tire à son terme». En guise de bilan, le responsable régional en charge de l'Agriculture et du Développement rural de l'Est a d'emblée tenu à faire savoir «qu'en égard au fait que les productions agropastorales sont

dépendantes de la climatologie, l'on peut dire que l'année 2022 a été difficile à cause des perturbations climatiques qu'a connu la région et qui se sont illustrées par la diminution de la hauteur des précipitations ainsi que la perturbation du rythme des pluies. Tout ceci ayant conduit à la perturbation du cycle végétal des cultures, induisant une baisse de la production et l'augmentation des pertes post-récoltes».

Malgré cet état des choses, relèvera le délégué régional Minader de l'Est, «les vaillants producteurs de la région du Soleil levant ont pu obtenir une production permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon acceptable». En effet, dira-t-il, le Comité International de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), organe internatio-



Le gouverneur de la région de l'Est entouré des responsables du Minader

nal de renommée dans le domaine, a classé la région de l'Est en phase sous pression sur l'échelle de l'insécurité alimentaire. Et le délégué régional Minader de l'Est de révéler en outre que de façon littérale, 80% des ménages sont à même d'assurer leurs besoins alimentaires, mais ne sont pas toujours capables de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles. Tout comme il fera savoir que 7,3% de la population de l'Est; soit 87.209 personnes, sont classées en phase crise à pire.

Des productions agropastorales acceptables

En termes de données chiffrées concernant la production agricole par rapport aux objectifs assignés à la région en 2022, le délégué régional du Minader pour l'Est portera à la connaissance du public présent

à cette 14^{ème} fête du monde rural les données chiffrées enregistrées concernant les principales spéculations cultivées et produites à l'Est; notamment la banane plantain avec une production de 871.500 tonnes produites contre 715.000 tonnes attendues; le manioc avec 695.140 tonnes produites contre 610.110 tonnes escomptées; l'igname avec 5.711 tonnes produites contre 4.600 tonnes attendues; le cacao avec 54.728 tonnes produites sur les 62.000 tonnes attendues, soit un déficit de 7.272 tonnes, entre autres. Parmi les difficultés ayant empêché l'atteinte des objectifs de production, figurent principalement l'enclavement des bassins de production; le mauvais état des pistes rurales; le coût élevé des intrants agricoles.

Les données en ce qui concerne le secteur de l'élevage ont également été fournies à l'occasion. Des données assez reluisantes et satisfai-

santes, mais qui ne sauraient occulter les quelques écueils auxquels fait face ce secteur. Ils se déclinent, entre autres, en la réduction des espaces de pâturage pour les animaux; la faible disponibilité des poussins d'un jour; l'indisponibilité des géniteurs de qualité.

Face à ce bilan et à toutes les préoccupations évoquées par les uns et les autres, le gouverneur de la région de l'Est a interpellé tous les acteurs et intervenants à différents niveaux, à savoir les jeunes, les personnels exerçant, les agriculteurs, éleveurs et artisans, les élites de la région, sans oublier les populations à faire montre d'ingéniosité, de créativité, d'abnégation, d'ardeur au travail et à s'investir résolument et davantage dans le secteur agropastoral. L'Etat seul, renchérira-t-il, ne pouvant pas toujours tout assurer.

Djaoudjaourou

Développement agricole

Le conseil agricole au scanner

■ Un atelier a réuni des experts venus de plusieurs pays africains du 26 au 29 septembre 2022 à l'hôtel Mont Febe de Yaoundé.



Quelques membres du Gouvernement et partenaires présents.

C'est aux côtés de ses collègues des Finances, Louis Paul Motaze et de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales, Dr Taïga, que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a lancé le 26 septembre 2022 les travaux de l'atelier international sur le conseil agricole. Organisé par le Programme de consolidation du conseil agropastoral (Pcp-Acefa), en collaboration avec l'Agence française de développement (Afd), cette rencontre était l'occasion pour des participants venus de France, de Madagascar, du Sénégal et du Cameroun, de trouver un certain nombre de stratégies susceptibles de booster le secteur agropastoral, et d'en accroître la compétitivité sur les marchés internationaux. Ils ont pour ainsi mené des réflexions sur un système de conseil en phase avec les besoins des producteurs, partagé

des expériences techniques permettant d'améliorer la qualité du service de conseil et de le pérenniser.

Dans son discours d'ouverture, Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural a exprimé au nom du gouvernement camerounais, la joie pour le pays d'accueillir une rencontre de cette envergure, tant par la qualité des participants que des sujets qui y seront traités. Selon lui, cette rencontre trouve toute sa substance dans la Stratégie nationale de développement 2020-2030, qui fait de l'agriculture au sens large, un pilier important de la transformation structurelle de l'économie du pays, de même que le rôle essentiel de l'exploitation familiale agropastorale. A la suite du Minader, Boubou Moumini, coordinateur national du Pcp-Acefa a précisé que cet atelier vise à « favoriser

le partage d'expérience et d'innovation autour du conseil agropastoral en Afrique. Elle n'a pas pour vocation d'entrer dans des débats d'école sur les meilleures méthodes de conseil, mais de faire avancer la compréhension et la vision des participants en se focalisant sur l'efficacité des dispositifs ».

Au terme des quatre jours de travaux, les participants ont été pleinement capables d'identifier les facteurs clés et les conditions de développement d'une offre de conseil agricole à l'échelle nationale adaptée à la demande et aux besoins des producteurs, comme l'indique Virginie Dago, directrice de l'Afd au Cameroun : « ces quelques résultats obtenus, nous rappellent que le dialogue et le partage d'expérience sont les clés du succès ».

Yvan Njuplong

Minister Urges Stakeholders To Promote Agriculture That Respects, Protects Environment

■ The call was made during the 34th Ordinary Session of the National Commission of Pesticide Registration and Certification of Sprayers.

The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe has urged stakeholders in the sector to promote healthy agricultural practices which respects and protects the environment.

“We must all act together to promote healthy agriculture that respects and protects the environment,” Minister Mbairrobe said.

Speaking earlier, the Minister had explained that President Paul Biya “has assigned him to the rural sector in general, the mission to make our dear and beautiful country the breadbasket of Central Africa”.

The phytosanitary sub-sector, he said, occupies a well-deserved place of choice in achieving the said measures. He said in the absence of alternative solutions, impact on the competitiveness of the country’s agricultural products on the international market and, as a result, weakens the economies of African countries, which are already seriously affected by COVID-19 and other factors such as the Asian conflicts.

The major challenge today, he continued “is to reflect on a true ecological transition, which will radically transform our agricultural food production system. Faced with this situation, one of the appropriate solutions would be to work towards the establishment of a real model capable of offering plant protection products adapted to the development of our agriculture:

“As far as we are concerned, some of these products have already been registered in our country in the last few years. We note with satisfaction that many other pesticides based on natural products are being tested on several crops and in all the agro-ecological zones of Cameroon”, he added.

The results obtained the Minister said are encouraging. He continued that “With the bio pesticide market



Opening of the 34th session

in full expansion, it is necessary to urge operators in the phyto-sanitary field to further develop research into bio pesticide formulations that are more effective in combating pathogens and other pests, reducing their reaction time, to ensure better plant health and boost the control and certified on the other hand, seventy-eight (78) brands of treatment equipment.”

The said phytosanitary products and treatment devices, the Minister disclosed, are in circulation throughout the national territory as well as on the markets of the sub-region, thus contributing to boosting agriculture in quality and quantity, in order to provide an adequate solution to the explosive national and sub-regional

food demand.

He said: “While we can congratulate ourselves on the work done, we must always bear in mind that the world’s growing population, which now exceeds eight (08) billion people, requires that we look for alternative solutions to satisfy the ever-growing demand for food”.

The policies, he said have recently been translated into restrictions on the use of certain active ingredients in agriculture, such as Chlorpyrifos, Metalaxyl, Paraquat, and recently mancozeb and terbufos, which are used in the composition of many commonly used plant protection products commonly used in the agricultural production.

Heris Nange Tohnain

Launching of Farming Season In the meridionnal regions

■ *The Year 2023 Should Be the Year of Effectiveness and Consolidation of Our Action - Minister Mbaïrobe*



Visit of stands

The Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER, Gabriel Mbaïrobe says, the 2023 farming season will be a year of effectiveness and consolidation of actions taking to modernize agriculture in the country.

Minister Mbaïrobe made the state on April 11, during the launching ceremony of the 2023 farming season. The launching ceremony took place in Nanga Eboko, Upper Sanaga Division of the Centre Region.

“...Indeed, the year 2023 should be the year of effectiveness and consolidation of our action. This means ensuring our presence on the field is more impactful, visible and significant, as we face an increase in demand, sometimes caused by a population forced to move to some regions of our country due to the insecurity caused by crises,” Minister Mbaïrobe said.

He added, “By continuing with and intensifying the actions already un-

dertaken to boost agricultural production through various sub-sectors, I urge the entire family of Agriculture and Rural Areas to resolutely join the movement of the transformation and industrialisation of our agricultural products.”

To the Minister, the ambition is to develop value chains, while emphasis should be placed on intensifying the training of rural stakeholders in new production, processing and marketing technologies, through excellence agricultural sub-sector centres of excellence for agricultural sectors.

Before presenting the results obtained in 2022, MINADER Boss pointed out the implementation of MINADER’s activities in 2022 which took place in a context marked by Russian Federation and Ukraine war, socio-political crisis in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon and the poor distribution and high variability

of rainfall and temperature increase in several regions of the country.

Despite these, the Minister said, positive achievements were recorded including the strong commitment of an increasingly young elite in the creation of new farms, particularly in the cocoa, oil palm and plantain sub-sectors, thus resulting in a high demand for plant material and the growing cultivation of market garden crops.

However, during the 2022 farming season, actions in Minader were based on the priority axes defined by the National Development Strategy 2020-2030 and the RSDS/NAIP 2020-2030. According to the Minister, the Ministry will, in the near future, embark on innovation, within the framework of Second Generation Agriculture, as advocated by His Excellency, Paul Biya. In keeping with its statutory missions, Minader recorded significant achievements in the year 2022, through four programmes, including three technical and one support programme, namely: production and productivity of agricultural sub-sectors, sustainable management of agricultural production systems and food security, development of agricultural and rural infrastructure, as well as agricultural mechanisation and governance and institutional support in the agriculture and rural development sub-sector.

Besides listing some nine challenges that the Ministry will face in 2023 including among other things, accelerate the implementation of the import-substitution policy and improve access to fertilisers and seeds through sectoral budget support by Parpac as well as the production of cereals for mass consumption and enhancing the promotion and support of youth agro-pastoral entrepreneurship, the Minister pointed out that Minader shall, in collaboration with its various partners, take all necessary measures to better handle them, so as to effectively achieve the objectives of the Ministry.

Heris Nange Tohnain

Campagne agricole 2023

Les régions septentrionales emboîtent le pas

■ Deux mois environ après les régions méridionales, les trois régions septentrionales du pays viennent à leur tour de voir officiellement et simultanément lancée la campagne agricole 2023 pour leurs circonscriptions territoriales respectives.

C'est la ville de Guider, le chef-lieu du département du Mayo Louti, dans la région du Nord, qui a eu l'honneur et le privilège d'abriter les manifestations inscrites à l'ordre du jour de la cérémonie solennelle de lancement de la campagne agricole de l'année 2023. Comme il est de coutume, les seigneurs de la terre issus de nos trois régions septentrionales que sont l'Adamaoua, l'Extrême-Nord et le Nord, ont, et ce, fort massivement, convergé vers la cité capitale du Mayo Louti à la faveur de l'évènement à eux dédié, notamment le lancement officiel de leurs différentes activités culturelles au titre de cette nouvelle année 2023. La cérémonie fort courue d'ailleurs et particulièrement riche en sons et couleurs était présidée personnellement par le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe. C'était le 2 juin dernier à la place des fêtes de Guider. Regroupés au sein de coopératives, de groupements d'initiative commune, c'était une fois encore l'occasion on ne peut plus idoine pour ces vaillants et laborieux producteurs agricoles d'exposer et de vendre leurs différents produits et cultures découlant de la production agricole nationale. Les sociétés et institutions qui, au quotidien, les accompagnent et encadrent sur le terrain, à l'instar de la Société de Développement de coton (Sodecoton), la société d'Exploitation et de Modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry), l'Office céréalier, l'Institut de recherche agricole pour le Développement (Irad), n'étaient pas en reste.

Comme l'indiquera à l'occasion le ministre Mbairrobe, le lancement de la campagne agricole dans les régions septentrionales au titre de cette année 2023, s'inscrit dans un contexte particulier, marqué par la volonté du gouvernement camerounais non seulement de reconstituer le capital productif, mais aussi et surtout de mobiliser toutes les parties prenantes dans l'optique de l'atteinte des objectifs de production visés en 2023. Le Minader ne manquera d'ail-



Gabriel Mbairrobe remettant un prix à un producteur

leurs pas de passer, avant tout, en revue le contexte dans lequel s'est opérée la mise en œuvre des activités agricoles entre 2020 et 2022, sur les plans tant international, sociopolitique qu'environnemental. Tout comme, il ne fera pas fi des richesses et énormes potentialités dont regorge le sous-sol des trois régions septentrionales.

L'agropastoral, épine dorsale de notre économie

En dépit de l'environnement peu reluisant et néfaste de l'heure, précise le ministre Mbairrobe, le secteur agropastoral continue d'être l'épine dorsale de notre économie. Il participe, affirme-t-il, pour près de 45% du produit intérieur brut (Pib) et procure 80% des matières premières à l'industrie nationale. C'est le secteur, renchérit-il, par excellence, qui permet d'assurer la sécurité alimentaire de nos populations et même d'approvisionner la sous-région Afrique Centrale en produits agricoles et par voie de conséquence, de procurer des devises à notre pays. C'est donc conscient de ces enjeux et animé par le souci d'une mise en œuvre réussie de l'Agriculture de seconde génération prescrite par le chef de l'Etat, a clarifié le Minader, que le Cameroun a engagé des actions visant à mieux maîtriser la sécu-

rité alimentaire et nutritionnelle, lui permettant de contribuer véritablement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le département dont il a la charge, a-t-il tenu à faire savoir, s'est résolument engagé dans une ligne d'actions inspirée des axes prioritaires définis dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 et dans la Stratégie du Développement du Secteur rural adossé au Plan National d'Investissement (SDSR/PNIA) 2020-2030, cadre de référence instruit par le président de la République et chef de l'Etat, Paul Biya. Pour ce qui est de cette campagne agricole 2023 et en ce qui concerne particulièrement les régions septentrionales, les défis à relever sont ceux de la participation ou la contribution effective des régions septentrionales à la mise en œuvre de la politique d'import-substitution; de l'amélioration de l'accès aux engrais et semences à travers l'appui budgétaire du Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun (PARPAC); du renforcement de la promotion de l'entreprenariat agricole des jeunes et à l'appui à leur installation; de l'adaptation aux changements climatiques et de la mise à profit du potentiel agricole des régions septentrionales.

Djaoudjaourou



Échange de parapheur entre le Minader et la FAO

Le Minader et la FAO s'unissent pour financer la sécurité alimentaire

■ *Les deux institutions ont signé une convention dans ce sens le mardi 27 septembre 2022, c'était dans la salle de conférences du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.*

D'un montant de 200.000 dollars US, soit environ 136 millions de francs Cfa, le Projet d'appui à la mise en œuvre de l'initiative hand-in-hand permettra un développement agropastoral efficient, ce qui aidera le Cameroun à atteindre ses objectifs de sécurité alimentaire. Ce projet novateur porté par la FAO, va axer ses actions autour de l'évaluation stratégique des chaînes de valeurs prioritaires et à fort potentiel, et les mesures de réformes stratégiques. A terme, la FAO espère atteindre l'objectif « zéro faim » et réduire la pression sur les populations en situation de crise, ce qui reviendra à porter une assistance particulièrement soutenue aux politiques de développement du secteur agropastoral, comme l'a réaffirmé Athman Mravili, représentant de la FAO au Cameroun.

Pour l'atteinte optimale des objectifs fixés par la convention signée entre le gouvernement camerounais à travers le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la FAO, des moyens conséquents seront investis dans le développement des filières agricoles prioritaires, telles que le riz et certaines tubercules. Le ministre Gabriel Mbairrobe a d'ailleurs rappelé que « la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un objectif important pour le Cameroun ». Pour y arriver, il n'a pas manqué de rappeler que malgré les difficultés liées aux multiples crises sécuritaires qui secouent le pays, aux effets négatifs de la covid-19 sur l'économie nationale et un contexte défavorable avec la crise russo-ukrainienne qui a entraîné la hausse du coût des intrants sur les marchés, le gouvernement n'a pas manqué de développer

des stratégies pour assurer la sécurité alimentaire de ses concitoyens. Il a salué l'initiative hand-in-hand, qui viendra soutenir les efforts déjà déployés sur le terrain.

La cérémonie officielle de signature de cette convention entre le gouvernement et la FAO, a connu la présence d'invités prestigieux, à l'instar du ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales ; du secrétaire général du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation, et du directeur général de la Coopération et de l'Intégration régionale au ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. A signaler que ces administrations au même titre que le Minader seront des parties prenantes de ce projet.

Yvan Njuplong

Agricultural Minister Stresses Important of Plant Health Cameroon's Development

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER, Gabriel Mbairrobe has said, plant health is a vital and key element towards the country's economic development.*



Dignitaries opening the exhibition stands

Gabriel Mbairrobe, made the statement recently in Yaounde during the commemoration of the 2nd edition of the Plant Health Day. The 2023 edition was celebrated under the theme, "Plant Health for Environmental Protection."

Considering the importance of plants to human health and the planet as a whole, the Minister regretted that, "pests and diseases caused 40 percent massive production losses in the world yearly thereby damaging agriculture, exacerbating growing hunger and threatening rural livelihoods. This deprives people of sufficient food and health."

In this regard, he emphasized that, «the protection of our environment, forests, and biological diversity in order to mitigate climate change effects is vital as the only way forward to end hunger and malnutrition and equally

stimulate economic development.

"Preserving plant health is therefore, a crucial issue to everyone that is acting in favour of agricultural production, food security and economic growth," he added.

It is worth noting that, plants are indispensable to human life because they produce 98 percent of the oxygen we breathe and 80 percent of the food that animals and humans consume like (proteins, sugar, fats, minerals, medicine, spices, fibre wood etc) and yet they are under threat.

According to the Minister, Climate change and human activities are also altering ecosystems and damaging biodiversity while creating new niches for pests to thrive. "Protecting plants from pests and diseases is far more cost effective than dealing with plant health emergencies," he said.

The United Nations designated Day

of Plant Health (IDPH) to raise global awareness on how protecting plant health can help end hunger, reduce poverty, protect biodiversity and the environment and boost economic development.

The Day is a key Legacy of the International year of plant health 2020-2021. The observance was unanimously adopted by the UN in the General Assembly in a resolution co-signed by Bolivia, Finland, Pakistan, the Philippines, Tanzania and Zambia in March 2022.

The resolution sets out that healthy plants constitute the foundation for all life on earth, as well as ecosystems functions, food security and nutrition. Plant health is key to the sustainable development of agriculture required to feed a growing global population by 2050.

Heris Nange Tohnain



Apprenants du dispositif de formation du Minader

DEFACC-Etablissements professionnels agricoles : les réflexions pour un apport certain à la politique d'import-substitution au cœur des échanges.

■ Pour la 15^{ème} fois consécutive, les 27 gestionnaires des écoles publiques et privées du dispositif de formation professionnelle agricole et rurale du MINADER et leur tutelle, se sont donnés rendez-vous du 05 au 06 avril 2023 à Nkolandom dans l'optique de faire des propositions concrètes pour une mise en place réussie de la politique d'import-substitution au Cameroun.

C'est une tradition perpétrée depuis 2008. La Division de l'Enseignement de la Formation Agricoles Coopératives et Communautaires (Defacc) et les gestionnaires des dix-huit (18) écoles publiques et neuf (09) établissements privés accompagnés par quelques partenaires clés, se sont retrouvés comme à l'accoutumée pour mener des réflexions profondes et concer-

tées dans le but d'optimiser le bon fonctionnement et le rendement dans les établissements professionnels d'agriculture. Particulièrement, il s'agissait pour cette édition 2023, de contribuer à la mise en œuvre de la politique d'import-substitution. C'est l'Hydropole du Centre touristique de Nkolandom dans la région du Sud, qui a servi de cadre d'échanges pour cette

rencontre. Après Sangmélima, Bafoussam, Maroua et Limbé, les quatre (04) dernières destinations, le cap a été mis cette fois sur Nkolandom où les écoles hôtes, à savoir le Collège Régional d'Agriculture (CRA) d'Ebolowa et l'Ecole Technique d'Agriculture (ETA) d'Ebolowa, ont accueilli les responsables sous le thème : « Politique d'import-substitution : apport du

dispositif de formation du Minader».

Pendant deux (02) jours, des échanges, exposés et débats en plénière ont été menés pour trouver des pistes de solutions. Il était question dans un premier temps, de jauger l'état de mise en œuvre des recommandations de la 14^{ème} rencontre annuelle et analyser les difficultés qui freinent la mise en œuvre de ces dernières. Selon Bienvenu Oleme, cadre à la Cellule du Suivi et du Contrôle des Etablissements de Formation (CSCEF), on a enregistré au cours desdites présentations, un taux de réalisation de « 44,44% pour la recommandation 1 ; 4,16% pour la recommandation 2 ; 90,90% pour la recommandation 3 ; 44,44% pour la recommandation 4 ; 22,72% pour la recommandation 5 ». Des pourcentages qui ont suscité plusieurs interrogations et donné naissance à une série de nouvelles résolutions.

La suite des échanges a permis aux uns et aux autres de revisiter le concept d'import-substitution, de connaître les axes stratégiques de cette politique, ainsi que les actions phares du Minader. Un point d'honneur a également été marqué pour la capitalisation des échanges portant sur les thématiques centrales des rencontres annuelles dernières. Une évaluation de 2018 à 2022 qui a permis d'analyser les forces, faiblesses, opportunités et menaces des plans d'actions exécutés jusqu'à ce jour.

Politique d'import-substitution comme plat de résistance au menu de la rencontre

Réduire les importations des denrées alimentaires et remplacer ces dernières par celles produites localement. C'est la définition basique de cette politique sur laquelle mise le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la relance de l'économie. De la présentation faite par Armand Michel Zoa, chef de la cellule de suivi, il ressort que « le riz, le maïs, le blé,



Travaux pratiques des apprenants du dispositif de formation du Minader

l'huile de palme et les pommes de terre constituent les produits de grande consommation dont l'intensification de la production pourrait amorcer le rééquilibrage progressif de la balance commerciale du Cameroun. Par ailleurs, l'huile de palme, le mil, le sorgho, le soja sont des produits faiblement intensifs en technologie et pour lesquels le pays a un avantage comparatif. Tandis que le manioc, la patate douce, la banane plantain sont des produits de substitution pour la production de farines locales et enfin, le blé est une denrée substituable ». Ladite présentation met en évidence le gap considérable entre la production locale et la demande pour les produits de grande consommation et décline les axes sur lesquels le gouvernement à travers le Minader s'appesantit pour booster la production locale. Ces axes sont entre autres : « le renforcement de la préférence nationale pour les produits locaux et régionaux, l'accroissement de la production locale et la commercialisation de ces produits, la promotion de la consommation du made in Cameroun » laisse entendre Armand Michel Zoa.

C'est ainsi que pour emboîter le pas à cette politique d'import-substitution, les participants de la 15^{ème} rencontre annuelle constitués des directeurs

d'établissements publics et privés d'agriculture placés sous le dispositif de formation du Minader, des responsables et cadres de la Defacc, quelques partenaires techniques ont à l'issue de longs échanges, formulé des actions à mener par axes retenus, défini les rôles et responsabilités des acteurs impliqués et enfin dressé un chronogramme d'exécution. Les participants se sont accordés à dire que l'apport du dispositif de formation du Minader à l'import-substitution passe par « une amplification de la formation initiale et continue en lien avec la politique d'import-substitution ; un renforcement de la collaboration entre les acteurs du dispositif de formation avec les acteurs du territoire ; un meilleur financement de la formation professionnelle et de l'insertion socio professionnelle ; une amélioration du cadre réglementaire et la sécurisation du patrimoine foncier des écoles ».

Au terme de cette rencontre, les participants se sont montrés engagés plus que par le passé à mettre en œuvre le plan d'actions élaboré en vue de contribuer de manière efficace à la mise en œuvre de la politique d'import-substitution au Cameroun.

Clarisse Taiga

Sommet de Dakar II : La problématique de l'alimentation en Afrique en débat

■ Ouverts le mercredi 25 janvier dernier au Centre international de Conférence Abdou Diouf de Diamniadio-Dakar, les travaux de la 2^{ème} édition du sommet sur l'Agriculture et l'Agro-alimentaire (Dakar II) qui ont duré trois jours, ont connu la présence de huit chefs d'États.



Photo de famille

C'est par la projection d'une vidéo sur les défis de la productivité agricole au Sénégal qu'ont démarré, au Centre international de Conférence Abdou Diouf de Diamniadio à Dakar, la capitale sénégalaise, les travaux de la 2^{ème} édition du sommet sur l'Agriculture et l'Agro-alimentaire ou en d'autres termes, sur la problématique de l'alimentation en Afrique (Dakar II). «Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience» est le thème retenu pour la seconde édition de cette rencontre internationale qui a réuni plus de 1.500 personnes, venues de tous les horizons et milieux. La cérémonie protocolaire d'ouverture de ce deuxième sommet de Dakar a été ponctuée par plusieurs allocutions dont celles des chefs d'États; du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat et du président de la Banque africaine de Développement (BAD), entre autres. Il importe d'ailleurs de souligner que cette édition, co-organisée par la Banque africaine de Développement et le gouvernement sénégalais, a enregistré la présence effective et la participation de huit (8) chefs d'États, notamment les présidents

malgache, Andry Rajoelina; équato-guinéen, Téodoro Obiang Nguema Mbasogo; kenyan, William Ruto; irlandais, Michael D. Higgins; bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló; togolais, Faure Gnassingbé; mauritanien, Mohammed Ould Ghazouani et nigérian, Muhammadu Buhari. La Côte d'Ivoire a été représentée par son vice-président, Thiémoko Meyliet Koné et le Maroc, par son Premier ministre, Aziz Akhannouch. Outre les chefs d'États et de gouvernements ci-dessus cités, le sommet de Dakar II a également vu la participation de ministres chargés de l'Économie et des Finances, des ministres en charge de l'Agriculture, ainsi que des secteurs connexes, des gouverneurs de Banques centrales. Des acteurs du secteur privé, des organisations multilatérales, des organisations non gouvernementales, des universitaires et des scientifiques de premier plan et de haut vol figuraient également parmi les participants et animateurs de ce second sommet.

Quand on prend en compte le fait que «nourrir l'Afrique» fait partie des cinq piliers sur lesquels reposent les actions de la BAD, l'on comprend aisément la pertinence et l'opportunité de ce se-

cond sommet; surtout au moment où s'alimenter convenablement reste une gageure pour des millions de personnes sur le continent africain. Une difficulté exacerbée ces deux dernières années, par les méfaits de la pandémie du Covid-19, combinés aux répercussions socio-économiques de la crise russo-ukrainienne, particulièrement pour des pays en voie de développement comme bon nombre de pays africains, encore fortement dépendants des exportations en ce qui concerne certaines denrées alimentaires de première nécessité que sont le blé ou la farine de blé, le riz et autres. Il a été essentiellement question, au cours des travaux et échanges qui ont émaillé cette seconde édition du sommet de Dakar, de partager les expériences réussies dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture dans des pays sélectionnés pour doubler la productivité agricole en fournissant à l'échelle des cultures, des technologies d'agriculture, d'élevage et d'aquaculture adaptées au climat tropical; des services de conseil et des plateformes d'innovation performantes.

Djaoudjaourou

1st International Banana-Plantain Festival

Tony Obam And Gabriel Mbaïrobe Cultivate The Plantain Of Emergence

■ In the first year of the National Association of Banana-Plantain Stakeholders in Cameroon, the National President Samuel Tony Obam Bikoué came up with an original idea in line with President Paul BIYA's Agricultural Revolution: The International Banana-Plantain Festival. The first edition, presided over by the Minister of Agriculture and Rural Development Gabriel Mbaïrobé in Ebolowa and Mvangan at the end of 2022, was a resounding success. And already, ripe fruits are being harvested in the South Region, for a Subsidiary race towards Emergence.



Passage de témoin entre les présidents des Conseils régionaux du Sud et du Sud-Ouest.



Visite des stands

From May 24th to the 25th, 2023, Ebolowa, Mvangan and Ma'an in the South region, received a group of British investors with considerable financial clout. The Englishmen from the world-renowned firm Belwada, with whom tripartite agreements were signed at the Bengo Hôtel in Ebolowa on November 30, 2022, together with the National President of the National Association of Banana-Plantain Stakeholders in Came-

ron Samuel Tony Obam Bikoué and the President of the South Regional Council Emmanuel Mvé Élemva, came to identify sites for the construction of a Banana-Plantain Value Chain Industrial Cluster in the South Region. This major investment, the fruit of National President Tony Obam's international recognition of the Banana-Plantain fruit, includes components that put President Paul BIYA's Agricultural Revolution Program into

orbit, so well implemented by Minister Gabriel Mbaïrobé, President Paul BIYA's Timmonier for 3rd Generation Agriculture. These include a Centre for the production of improved seeds based on vitro plants in Ma'an; an Industrial unit for the Transformation of Banana-Plantain into high quality flour, red wine, cookies and other bits and pieces in Mvangan; and, vast plantations of Banana-Plantain in Dja-and-Lobo division and other clusters



Une vue de la table d'honneur



Photo de famille

of production basins throughout the South region. The International Banana-Plantain Festival Ebolowa-Mvangan 2022 is worth billions of CFA francs. National President Tony Obam has taken up the challenge of the import-substitution option set by the Head of State.

At the same time, in Kribi, in the Ocean Division, BPFC National President Samuel Tony Obam Bikoué, thanks to agreements with the American company Fertile Ground of Ceo Bill Cannon; agreements signed in Ebolowa, Kribi and Mbébé in the Lokoundjé, is developing the largest and most modern incubation center for agro-pastoral trades, with a focus on banana and plantain. This is the Bill Cannon International Fertile Reference Incubation Centre in Kribi, Mbébé. 2,500 members of cooperatives and large-scale farmers in the banana and plantain sectors are currently being selected for accelerated training in «Precision Agriculture» and the use of Fertile Ground's highly productive fertilizers.

Samuel Eto'o Fils, the emblematic Cameroonian international footballer and current President of Fecafoot, has been so appetized by the project that he has offered no less than 300 million CFA francs to incubate all former Cameroonian footballers in order to

create a profitable and productive re-conversion activity.

The first edition of the Banana-Plantain Festival, held in Ebolowa and Mvangan from November 30th to December 02nd, 2022, was thus a great moment in the rebirth of the Banana-Plantain Sector under the dynamic leadership of Tony Obam, the young Captain of Cameroon's Agricultural Industries and Knight of Agricultural Merit. In the presence of South regional Governor Félix Nguélé Nguélé, the 4 Senior Divisional officers of the Ocean, Dja-and-Lobo, Mvila and Vallée du Ntem, and an impressive array of members of the Diplomatic Corps and financial magnates, the BPFC signed agreements worth 68 billion CFA francs. The stated aim is to reach the record low of 10 million tonnes of bark per year, as set out in the SND30 National Development Strategy, in order to reverse the current deficit in the trade Balance sheet.

In Mvangan today, even before the arrival of high-yield fertilizers estimated at 200% of Fertile Ground, there are already high tides of bunches being produced. And with good reason, the Minister of Agriculture and Rural Development Gabriel Mbairobé came with a gift of over 50 million CFA francs in agricultural inputs from President Paul Biya. This boosted produc-

tion and extended planting. Thanks to the International Banana-Plantain Festival organized by the BPFC, Mvangan has revealed itself to the world as a major economic magnet, with the banana-plantain fruit as its flagship product.

At the Ebolowa Bengo Hôtel, it was a forum for investors: Fertile Ground, the Official Sponsor, the British from Belwada, the Nigerians from Aftel, and the financial institutions that are well established.

To pay tribute to President Paul Biya for this great opportunity offered to the South region, the Chiefs and Traditional Notabilities chose a strong symbol for the standard-bearer of the Nnôm-Nguï Agricultural Revolution: the ennoblement of one of their own, His Majesty Gabriel Mbairobé, who received the traditional attributes of Chief Notable Development Actor. This is known as joining forces to achieve Emergence. Tony Obam and Gabriel Mbairobé already have their names engraved in marble, as having written the most beautiful pages of the Emergence of Banana-Plantain in Cameroon.

Siméon Ava

Convention FBPC - Fecafoot pour la Banana-Festival Sud-Ouest 2023

■ *Samuel Eto'o Fils jouera au Limbé Olympic Stadium, le match de gala entre les anciens Supers Eagles du Nigéria et les Lions indomptables du Cameroun à l'ouverture du festival international de la banane-plantain. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobé a présidé personnellement le lancement du partenariat entre la FBPC du président national Tony Obam et la Fecafoot. Le rendez-vous de la banane-plantain à Buea, Limbe et Banguem a déjà toutes les germes d'un retentissant succès.*



Photo de famille

Le président de l'Association nationale des acteurs de la filière banane-plantain au Cameroun, le capitaine des industries agricoles Samuel Tony Obam Bikoué a réussi un pari: convaincre les anciennes stars du football camerounais et nigériens, que la meilleure activité de reconversion après leur brillante carrière, c'est de s'investir dans l'agri-Business : «Qui n'achètera des chips de marque Samuel Eto'o ? Qui n'achètera pas de la farine de plantain Joseph Antoine Bell ? Qui n'achètera pas des vitro-plants de bananiers plantains estampillés Enow Eyong ?», clame le président national Tony Obam. Sous la présidence et le regard tutélaire du ministre Gabriel Mbairobé, trois actes forts ont été posés déjà par Tony Obam et la Fbpc pour associer le label des Lions indomptables et des Supers Eagles du Nigeria à la promotion et au succès de la deuxième édition de la fête internationale de la banane-plantain

Sud-Ouest 2023.

D'abord la Signature de protocole de partenariat entre la Fbpc et Swefa, l'Association des anciens footballeurs internationaux du Sud-Ouest. Lors de ce match conventionnel pour la banane-plantain à Buea, l'on a vécu d'heureuses retrouvailles entre les titanesques gardiens de buts Peter Rufai du Nigeria et Joseph Antoine Bell du Cameroun, autour desquels on a eu tout le plaisir de voir le capitaine Enow Eyong Tarkang, Victor Ndip Akem... Les chefs traditionnels du Sud-Ouest avec en tête le paramount Chief de Buea ont adoubi ces stars, tout comme ils l'ont fait lors du lancement des activités préparatoires à Buea.

Acte 2, l'acte le plus fort couvert par plus de 800 journalistes, étaient la séance de travail de mise sous les sillons, du partenariat Fbpc-Fecafoot. Le Mont Febe Hôtel de Yaoundé a vibré comme un stade où les planteurs de plantain re-

gardent un match enlevé des Lions indomptables après une bonne vente. Tous les anciens Lions étaient là, tous les acteurs de la filière banane-plantain aussi. Samuel Eto'o prononcera deux phrases acclamées comme ses buts d'anthologie : «Je vais jouer!» et, «J'ai mis 300 millions de francs Cfa pour l'incubation et la formation des footballeurs» aux métiers agro-pastoraux en priorité. Le président national de la Fbpc Tony Obam quant à lui, met gracieusement son Centre d'incubation de référence internationale de Kribi à Mbébé à disposition de la Fecafoot. Le ministre Mbairobé ne pouvait que saluer ce jeu d'équipe qui, non seulement va enclencher le succès de la banana-festival Buea - Limbé et Banguem, mais aussi permettra au Cameroun d'atteindre son objectif de production de 10 millions de tonnes annuels de banane plantain tel que fixé par la Snd30. Cet objectif est sûr, car au Sud-Ouest, non seulement l'Assemblée régionale bicamérale que dirige le président Zacheus Bakoma Elango et chef doctor Atem Ebako est grandement mobilisée, mais aussi, les investisseurs de 40 nationalités sont attendus à ce rendez-vous inédit.

Et c'est là toute la signification de l'acte 3 posé par le président national de la Fbpc Tony Obam. Il est allé en Espagne où il a pêché une bonne moisson d'investisseurs; il est aussi rentré avec de grandes promesses pour les footballeurs qui vont jouer pour faire gagner le label banane-plantain du Cameroun tel que le prévoit le Programme de révolution agricole du président Paul Biya.

Déjà, il y a Fertile Ground le sponsor officiel qui va implémenter l'agriculture de précision, et d'autres tels Onyx Assurances, Onic's Banque qui ouvre des comptes gratuits, et bien d'autres investisseurs camerounais. La fête internationale de la banane-plantain Sud-Ouest 2023 a donc déjà creusé tous les sillons d'un franc succès.

Siméon Ava



RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (RGAE) GENERAL CENSUS OF AGRICULTURE AND LIVESTOCK (GCAL)

Tél. : +237 222 217 798

Site web : www.rgae.cm



OBJECTIFS

Institué par Décret N°2015/292 du 29 Juin 2015, le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE) vise à mettre à la disposition du Gouvernement et des intervenants du secteur rural des données fiables, pertinentes et suffisamment désagrégées pour des besoins de choix stratégiques, de planification et de suivi/évaluation des initiatives en faveur du développement des activités agropastorales et halieutiques.

A ce titre, le RGAE est chargé de :

- * Produire des informations statistiques structurelles fiables, pertinentes et suffisamment désagrégées sur toutes les exploitations agropastorales et aquacoles et leur environnement ;
- * Renforcer les capacités opérationnelles et techniques des structures en charges des statistiques agropastorales au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER/DESA) et au Ministère de l'Élevage, des pêches et des Industries Animales (MINADER/ DEPCS) aussi bien au niveau déconcentré;
- * Mettre en place un système de diffusion des données et renforcer la plateforme CountrySTAT, terminal de données en ligne;
- Contribuer à la mise en place du Système Permanent et Intégré des Statistiques Agropastorales (SPISA); dispositif qui fournira chaque année des données actualisées sur les prévisions, la production et les superficies agricoles, le cheptel et l'aquaculture, les revenus des ménages, leur situation alimentaire et nutritionnelle, les prix, etc.

RESULTATS ATTENDUS

Le RGAE est réalisé selon l'approche modulaire recommandée par le programme Mondial de Recensement de l'Agriculture (PMRA 2020) de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et de l'Agriculture (FAO). Il fournira des informations structurelles sur :

- * les exploitations agropastorales et aquacoles:
 - les effectifs des ménages pratiquant chaque culture ou type de culture;
 - la production, les superficies cultivées et les rendements des différentes cultures;
 - l'identification et la caractérisation des sites de production agropastorale et aquacole ;
 - le patrimoine agropastoral et aquacole ;
 - L'irrigation, l'agroforesterie et la pratique de la jachère ;
 - L'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais;
 - La main d'oeuvre agricole;
 - les stocks céréaliers, l'utilisation de la production et de la sécurité alimentaire ;
 - La structure par âge et par sexe du cheptel national;
 - La production de l'élevage et de l'aquaculture;
 - L'environnement de production agropastorale et aquacole.

BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires du RGAE sont (i) les cadres et les techniciens des structures impliquées dans le processus de conduite des opérations du RGAE, (ii) l'ensemble de la population rurale du pays, (iii) les acteurs du développement (partenaires techniques et financiers, Organisations d'intégration régionale, Organisations Professionnelles en agriculture élevage et pêche, etc.), (iv) les collectivités territoriales décentralisées, (v) les institutions et organismes publics, parapublics, privés,

Organisations Non Gouvernementales et (vi) la société civile.

REALISATIONS

Les principales réalisations du RGAE sont:

- l'opérationnalisation des organes de pilotage et de gestion du RGAE ;
- l'élaboration des documents techniques et des outils de collecte des données ;
- la mise en place du dispositif informatique ;
- l'amélioration du cadre de travail des structures de la Coordination Nationale ;
- l'acquisition d'une partie du matériel et équipements de collecte des données sur le terrain ;
- la mise en place d'un dispositif des normes d'assurance qualité au RGAE ;
- la réalisation de la cartographie censitaire sur l'ensemble du territoire national et de l'enquête communautaire dans toutes les communautés (villages, quartiers) ;
- la réalisation du recensement pilote du module de base ;
- le recrutement et la formation du personnel de terrain du module de base (3500 agents recenseurs, 60 contrôleurs Information Technology, 60 formateurs/superviseurs) ;
- la réalisation du module de base volet entreprise.
- l'exploitation, l'analyse des données et la production des rapports du module communautaire et du volet entreprise du module de base.



PERSPECTIVES

Les perspectives du RGAE seront structurées autour des activités ci-après :

- la publication des résultats du module communautaire et du volet entreprise du module de base;
- la réalisation du module de base volets ménages et organisations de producteurs ;
- l'exploitation, l'analyse des données, la production et la publication des rapports du module de base, volets ménages et organisations de producteurs ;
- la consolidation de la plateforme CountrySTAT, terminal de données en ligne;
- la réalisation du module complémentaire et des modules thématiques ;
- l'exploitation, l'analyse des données, la production et la publication des rapports du module complémentaire et des modules thématiques ;
- l'opérationnalisation du SPISA.

PARTENAIRES

Dans la mise en œuvre de cette vaste opération statistique, le RGAE bénéficie de l'appui de certains Partenaires Techniques et Financiers à savoir : l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Union Européenne (UE), la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et ONU Femmes



Semry rice exhibition

Semry to open new sales points to boost consumption of local rice

■ The announcement was made during the Board of Directors that held in Yagoua in Maroua in the Far North region.

The Board of Directors of the Yagoua Rice Expansion and Modernization Company known by French acronym as SEMRY, main producer of the paddy rice has announced the creation of more sale points to boost consumption of home-grown rice.

This was made known during Board of Directors meeting that held in Yagoua in Maroua, Far North Region and was chaired by the Governor Midjiyawa Bakari.

The meeting was devoted to evaluating the company's balance sheet for the year 2022, validates the 2023 budget as well as deliberating on the production ambitions for the current year. A budget of FCFA 8 billion was adopted for 2023. The company plans to produce 80,000 tons of paddy rice

on a 12,500 hectare this year.

The budget accompany to expert is far below the production ambition of last year which stood at 100,000 tons. Despite the fact that no reason was advanced for the drop, economists are of the opinion that this could be as a result of persistent power cuts in the region.

Speaking during the session, the General Manager of SEMRY, Fissou Kouma, deplored the fact that rice from the company is not consumed throughout the national triangle. To reverse this trend, he noted that the company intends to create more sale points so as to help make the product better.

«...There are plans to set up sales outlets in the southern part of the country and subsequently in other

parts of the country," Kouma said.

According to statistics from the Ministry of Agriculture and Rural Development, the annual demand for rice was estimated at almost 600,000 tons in 2020, with a deficit of 436,000 tons.

Cameroon was thus forced to import from other countries so as to make up for its production deficit and meet the demands of the growing population.

In order to cover this gap, the Ministry of Agriculture and Rural Development had announced a 35,700-hectare development program to boost national production by an additional 350,000 tons by 2023. The program, the ministry said, would go a long way to put an end to rice importation.

Heris Nange Tohnain

Sécurité alimentaire au Cameroun : Une baisse de la production agricole en début 2023



■ *A la faveur de la tenue, du 13 au 17 juin 2022 à Rome en Italie, de la 170ème session du Conseil de la FAO, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe a, au nom de ses pairs du Groupe régional africain, fait part des préoccupations et recommandations des pays africains devant l'auguste assemblée.*

L'hôtel Hilton de Yaoundé a servi de cadre à la cérémonie de communication des résultats de l'analyse du Cadre harmonisé, d'identification des zones à risques et d'analyse des populations en insécurité alimentaire au Cameroun au titre des mois de mars et avril 2023. Cérémonie qu'a personnellement présidé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe, et qui a, comme à l'accoutumée, connu la participation de nombreux membres du gouvernement ainsi que de plusieurs partenaires au développement. Dans sa déclaration de circonstance, le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, indique qu'au terme du premier trimestre de cette année 2023, les résultats de cette analyse révèlent qu'au Cameroun, 11% de

la population sont en «insécurité alimentaire aiguë»; soit plus de 3,01 millions de personnes dont environ 1% «en phase d'urgence». Ce qui correspond à 335.899 personnes, contre 253.853 personnes en mars 2022 et, 10% en « phase de crise »; soit 2,67 millions de personnes. Pour un total de 6,09 millions de personnes se trouvant en « phase sous pression »; soit 22% de l'ensemble de la population camerounaise. Et le ministre de l'Agriculture de clarifier que ces résultats de la situation conjoncturelle relative à la sécurité alimentaire dans notre pays révèlent que la campagne agricole 2022-2023 a été impactée négativement sur l'ensemble du territoire national par la flambée des prix des intrants agricoles (engrais et produits phytosanitaires principalement), conséquence de



Une vue de la table d'honneur

la crise russo-ukrainienne, d'une part, et d'autre part, des inondations survenues courant novembre 2022 dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, ainsi que l'arrêt brusque des pluies dans la partie méridionale du pays; l'attaque des ennemis des cultures dans toutes les 10 régions du pays. Tout ceci ayant eu pour corollaire, des baisses légères de la production agricole par rapport à l'année précédente dans les localités touchées.

Productions animales toujours en baisse

S'agissant de la production animale, fait connaître le Minader, elle a été perturbée par la hausse des prix des aliments. La production porcine est également en baisse à cause des épizooties, des maladies rouges du porc et la hausse des prix des compléments alimentaires.

La production annuelle 2022 de viande par exemple et d'abats est estimée à 327,4 milles tonnes; ce qui représente une augmentation de 8% par rapport à l'année

2021 (304,5 milles tonnes). On enregistre une augmentation de la quantité de viande et d'abats de toutes les spéculations par rapport à l'année 2021. La viande bovine, estimée à 126 milles tonnes, demeure majoritaire dans la production (44%), suivie des viandes de volaille, porcine, caprine et ovine dont les productions respectives sont de 59,8 milles tonnes (21%), 46 milles tonnes (16%), 33,2 milles tonnes (10%) et 25,1 milles tonnes (9%).

Protéger les moyens d'existence des populations

Faisant état de la politique gouvernementale en matière de garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans notre pays, le ministre Mbaïrobe a renchéri que l'engagement du gouvernement, sous la très haute impulsion du président de la République et chef de l'Etat, Paul Biya, en collaboration avec tous les acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, est de tout mettre en œuvre pour protéger les moyens d'existence de nos populations et, apporter une

réponse d'urgence aux populations cibles. A cet effet, précise-t-il, le gouvernement, sous la coordination du Premier ministre, chef du gouvernement, a mis en œuvre une politique d'import-substitution dont les axes majeurs se déclinent, entre autres en le soutien aux prix des engrais et pesticides pour les petits producteurs qui représentent 80% de notre production vivrière; la reconstitution et le renforcement des moyens de production des opérateurs des filières prioritaires que sont le maïs, le riz, le sorgho, le manioc, la banane plantain, la pomme de terre et les maraichers; le renforcement de la conservation et de la transformation des produits agricoles pour réduire les pertes post-récoltes; l'accélération de la vulgarisation de la production du blé dans les bassins cibles et pilotes que sont Wassandé dans l'Adamaoua, Bangourain dans le Noun, Bansa dans la Menoua et Bambui dans le Nord-Ouest.

Djaoudjaourou

Transhumance transfrontalière : 60 officiers supérieurs s'imprègnent des réalités du phénomène

■ La délégation du 4^{ème} cours d'Études supérieures de Côte d'Ivoire est venue ce 16 juin 2023 dans les locaux du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, pour s'acquérir des réalités dudit phénomène.



Photo de famille

Pendant 04 minutes environ, une projection de la Direction des Services Vétérinaires montre des milliers de bœufs en provenance du Tchad en divagation dans le département du Logone et Chari, causant sur leur passage, d'importants dégâts sous le regard inquiet des populations. Ce phénomène est connu sous l'appellation de transhumance transfrontalière. « Il s'agit précisément de mouvements d'éleveurs et leur bétail en fonction du climat et des saisons à la recherche de la ressource naturelle telles que le pâturage et l'eau » laisse entendre Valérie Tagho Achidi, Inspecteur N°1 pour le développement agricole au Minader. « Ces mouvements génèrent des conflits entre agriculteurs du fait des dégâts sur les champs, des conflits entre pêcheurs du fait de l'accès aux marres d'eau, des conflits entre transhumants et gestionnaires d'aires protégées et de l'exacerbation de l'insécurité » renchérit Dr Garga Gonne, Directeur des Services Vétérinaires au Minepia. Au vu de la portée dudit phénomène,

les responsables des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader) et ceux de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (Minepia) se sont retrouvés le 16 juin dernier dans la salle de conférences du Minader, pour briefier la délégation du 4^{ème} cours d'Études Supérieures de Défense de Côte d'Ivoire sur les réalités du phénomène de transhumance. Une délégation composée de 60 officiers supérieurs parmi lesquels des colonels, des directeurs du cours d'Études Supérieures de Défense, des chefs de groupement et les 24 auditeurs originaires de 10 pays africains, à savoir la côte d'Ivoire (14 officiers), le Cameroun (02), le Bénin (1), le Burkina Faso (01), la Centrafrique (01), la Guinée (01), le Congo (01), le Niger (01), le Sénégal (01) et le Togo (01). Ils sont venus s'imprégner de ce phénomène qui prévaut dans quatre (04) régions du Cameroun et qui a une incidence sur le plan sécuritaire, économique, environnemental et social. C'est ainsi que lors des présentations, Valérie Tagho Achidi, Inspecteur

N°1 pour le développement agricole au Minader a déclaré qu'en dehors du département du Logone et Chari dans la région de l'Extrême-Nord, « les départements du Mayo-Kani, Mayo-Danay, Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava, Logone et Chari, Diamaré sont également touchés par le phénomène. Par ailleurs, les régions telles que l'Adamaoua, précisément dans les départements de la Vina, le Mayo Banyo, le Faro et Déo, le Mbéré et le Djerem ; l'Est précisément dans le Lom et Djerem, la Kadey et le Nord précisément dans les départements de la Bénoué et du Faro, font face à ces mouvements ». Dans son exposé d'une trentaine de minutes, intitulé « Actions et initiatives concourant à la prévention et à la résolution des conflits liés à la transhumance au Cameroun », l'inspecteur N°1 est revenue sur les causes et types de conflits qui prévaut dans les zones de transhumance transfrontalières.

Pour limiter les dégâts de ce phénomène, le Directeur des Services Vétérinaires a suggéré lors de sa présentation, d'amplifier la coopération entre les administrations dans le but d'actualiser les cartes de transhumance, mettre sur pied un comité de gestion composé des différents acteurs pour procéder aux contrôles, baliser les pistes à bétails. En guise de conclusion, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a énuméré quelques actions déjà entreprises pour atténuer les conflits liés à la transhumance transfrontalière. Il s'agit entre autres du balisage de 1000 kilomètres et la création de pâturages artificiels. Il a également rassuré ses hôtes que le Minader et le Minepia travaillent d'arrache-pied pour le bien-être des agriculteurs et éleveurs. C'est par un échange de présents et une photo de famille que le rideau est tombé sur cette rencontre avec le 4^{ème} cours d'Études Supérieures de Défense de Côte d'Ivoire.

Clarisse Taïga.



CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE COTON DU CAMEROUN

CPNCC

Siège social : Garoua

B.P. : 1379 Garoua

Courriel : j.ngogwe@cnpsc.org

batouanga@cnpsc.org



CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS
DE COTON ET VIVRIERS DU CAMEROUN
CNPC-Cameroun
BUREAU NATIONAL



Filière oignon

Sadou Souleymanou un exemple à suivre

■ *Bien que n'ayant pas pu bénéficier des avantages de la scolarisation du fait de la négligence de ses géniteurs, ce fils prodige qui, dès son jeune âge a jeté son dévolu sur la culture de l'oignon, héritée de son père, vit aisément aujourd'hui.*



Sadou Souleymanou
bénéficiaire du Padfa

Sadou Souleymanou et ses parents, originaires de Ndoukoula, localité du département du Diamaré, région de l'Extrême-Nord, ont émigré à Pitoa, chef-lieu de l'arrondissement éponyme, dans le département de la Bénoué, région du Nord, en 1978. Le jeune Sadou n'avait à l'époque que 3 ans à peine. Moulé dès son jeune âge à la pratique de la culture de l'oignon aux côtés de son père, aujourd'hui octogénaire, Sadou Souleymanou, bien que non scolarisé, n'avait d'autre choix que de jeter son dévolu sur cette activité dont il avait déjà bonne connaissance, pour l'avoir appris des années durant auprès de son papa.

C'est en 1990, alors qu'il n'avait à peine que 15 ans, qu'il se lance pour son propre compte dans la culture de l'oignon. Aujourd'hui, il totalise pratiquement 33 années déjà d'expérience dans cette activité qui, nous l'a-t-il d'emblée affirmé, nourrit bel et bien son homme; en dépit du fait qu'elle soit exigeante et coûteuse. Après plusieurs années déjà de pratique, Sadou Souleymanou, aujourd'hui marié et père de 8 enfants dont 6 garçons et 2 filles, jouit en plus du privilège d'être le président de la Coopérative des producteurs d'oignons de Binguéla, localité de l'arrondissement de Pitoa, une coopérative

dotée d'un Conseil d'administration, dénommée «Coop.CA.RISTIPI». Elle compte 51 membres dont 14 femmes et 37 hommes. Elle est immatriculée auprès des services compétents de la Délégation régionale de l'Agriculture et du Développement rural du Nord à Garoua depuis le 17 juillet 2017.

Une activité exigeante et onéreuse

Pour cultiver une superficie d'un hectare d'oignons par exemple, explique le producteur Sadou, il faut prévoir au bas mot au moins 1,5 million de francs Cfa en termes de charges liées à cette activité. Premièrement, il faut prévoir 80.000 francs pour la location de la parcelle. Une fois la parcelle obtenue, il faut penser aux semences. Pour une superficie d'un hectare, il faut au moins, dit-il, 5 kg de semence à raison de 45.000 francs le kg; soit 225.000 francs, rien que pour les semences. Pour cultiver 1 ha d'oignons, il faut disposer de 16 sacs d'engrais. En ce moment, un sac d'engrais coûte dans les 35.000 francs; soit 560.000 francs à dépenser pour les engrais. Une fois la parcelle obtenue, les semences et l'engrais achetés, il faut penser au nettoyage de la parcelle. Le nettoyage d'une parcelle d'un hectare nécessite 8 sachets d'herbicide (le glyphosate), à raison de



Le magasin de stockage des oignons de la Coop.CA.RISTIPI construit par le PADFA

2.500F le sachet; soit au total 20.000 francs. Si le nettoyage est effectué par une tierce personne, il faut prévoir 10.000 francs supplémentaires pour la main d'œuvre. Après le nettoyage, il faut passer au labour qui, pour l'instant, se fait à la charrue attelée aux bœufs. Et pour labourer 1 ha de parcelle, il faut prévoir 40.000 francs Cfa. La parcelle, une fois nettoyée, il est question de réaliser une pépinière. Avec les 5 kg de semence achetée pour 1 ha, il faut dépenser environ 25.000 francs pour la réalisation de la pépinière. Une tâche assez délicate, aux dires de Sadou, et qui doit être réalisée par des mains expertes, des techniciens avérés en la matière; car la réussite de la culture et de la production en dépend. Après quoi, suivront, tour à tour, le découpage de la parcelle en casiers sur lesquels seront repiqués les jeunes plants d'oignons; l'arrosage régulier des casiers pour une meilleure croissance des jeunes pousses, recommandé; d'où la nécessité de disposer d'une motopompe. La réalisation des casiers, le repiquage, les séances successives et répétitives d'arrosage et autres coûtent environ 500.000 francs, auxquels il faut ajouter entre 100.000 à 360.000 francs Cfa représentant le prix d'achat d'une motopompe... Une fois les oignons arrivés à maturité, il faut faire appel à une main d'œuvre pour la récolte et le transport de la production vers le magasin de stockage. Pour ce faire, il faut prévoir 120.000 francs au moins pour une parcelle d'un hectare.

L'activité nourrit néanmoins son homme

Selon les données fournies par le président Sadou Souleymanou, la production moyenne annuelle de la «Coop.CA.RISTIPI» tourne autour de 6.000 sacs

d'oignons; particulièrement en période de vache grâce, quand les récoltes ont bien réussi. Et si l'on prend en compte le fait qu'après un bon stockage, le sac d'oignon de 100 kilogrammes revient à 50.000 francs Cfa; voire parfois plus, sur les marchés, l'on peut estimer ce que cela représente en termes de revenus pour les membres de la coopérative. Soit globalement, une bagatelle somme de 300 millions de francs Cfa. Assez suffisant pour permettre aux producteurs de subvenir aux besoins essentiels de leurs familles respectives.

Il importe de souligner que les membres de la coopérative des producteurs d'oignons de Pitoa, la «Coop.CA.RISTIPI» bénéficient et ce, depuis un bon bout de temps déjà, dans la mise en œuvre de leurs activités, d'appuis multiformes et de l'accompagnement du Gouvernement à travers les pouvoirs publics et autres administrations sectorielles; à l'instar du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, appuyé en cela par des partenaires au développement. Dans le cadre du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) par exemple, la «Coop.CA.RISTIPI» a bénéficié de la construction d'un magasin de stockage d'oignons; des équipements et matériels constitués d'un ordinateur complet, de deux (02) tricycles pour le transport des produits et productions et de la somme de 1,5 million de francs Cfa comme fonds de roulement. Les membres de la coopérative ont en outre bénéficié d'une série de formations et séminaires de renforcement des capacités en matière d'amélioration des techniques et pratiques culturelles concernant l'oignon, entre autres.

Djaoudjaourou



Entreprenariat agro-industriel Amanature, la start-up qui valorise les produits du terroir

- *Depuis plusieurs mois, cette petite entreprise mise sur pied par Amana Ekani Régine Marie Laure s'est investie dans la transformation des produits de l'agriculture locale, en produits de consommation de masse tels que les jus et compléments nutritifs.*

La valorisation de la matière première agricole et la mise en avant des vertues ou valeurs nutritionnelles des produits du terroir, tels sont les objectifs de l'entreprise Amanature. Depuis plusieurs années, cette entreprise propose des jus de fruits, des moutardes, des mayonnaises et autres produits faits à base de fruits, de céréales, de produits maraichers, de produits forestiers non ligneux et de légumes.

Ces produits elle les obtient grâce à une excellente collaboration avec les producteurs de ces différentes ressources agricoles, auprès desquels elle acquiert des produits de base de qualité, qu'elle transforme ensuite à l'aide de machines performantes, et d'une petite équipe d'ouvriers. Ses produits sont multiples.

Dans sa gamme de jus, Amanature propose des fruits 100% naturels, sans sucre raffiné, sans arôme artificiel, sans colorant et sans conservateur. Ces jus sont produits à base de betterave, d'oseille, de tamarin, de bao-cacao, de tamarin, d'oranges, d'ananas, de

mangues etc. Ces boissons sont adaptées pour tout type de public, y compris les malades et victimes d'allergies, qui ne peuvent consommer certains produits, à cause des différents parfums artificiels et des additifs. Concernant les mayonnaises, elle en produit au soja, aux épices. Elle compte également dans le rayon de ses productions, une confiture au tamarin.

Selon Amana Ekani Régine Marie Laure, promotrice d'Amanature, ces produits sont respectueux des normes sanitaires et légales au Cameroun. D'ailleurs, elle confie avoir décidé de se lancer dans ce chantier, motivée par cette idée de nourrir sainement : « l'idée de rentrer dans l'agroalimentaire me vient du fait que mes propres enfants ont souffert des allergies alimentaires. Aujourd'hui grâce à nos produits, elles peuvent consommer sans risques les produits faits par maman. Ce sont les valeurs que nous proposons à la population camerounaise, une alimentation saine, pour une meilleure santé ».

Yvan Njuplong

Damna Albert

31 années d'activités rizicoles

■ A 46 ans à peine sonnés, Damna Albert a, dès son jeune âge, jeté son dévolu sur la riziculture, activité héritée de ses géniteurs et qu'il pratique depuis plus de trois décennies. Domicilié à Kismatari - Garoua III, il fait dans la production des semences améliorées et certifiées de riz.

Originaire du département du Mayo-Danay, région de l'Extrême-Nord, Damna Albert a quitté ses parents alors qu'il n'avait à peine qu'une quinzaine d'années pour «aller se chercher», comme on le dit vulgairement chez nous en Afrique. Il met le cap sur Garoua, la métropole régionale du Nord et plus précisément, sur Kismatari, une localité du ressort de l'arrondissement de Garoua III, dans la banlieue-Sud de la cité capitale du Nord, où il est domicilié depuis 31 années. Fidèle à sa vocation, il se jette, aussitôt installé, dans la riziculture et plus précisément, dans la production des semences améliorées et certifiées de riz. Ses prouesses en la matière ne tarderont pas d'attirer l'attention des institutions étatiques et même des organismes faisant dans le développement et la promotion de l'agriculture et des filières agricoles. Membre et promoteur d'une coopérative, notamment la coopérative avec conseil d'administration-Kalsendi (Coop-CA-KALSENDI) dont il est d'ailleurs le président du conseil d'administration (Pca), ses activités ne tarderont pas à être mises en exergue. La Coop-CA-KALSENDI se verra d'ailleurs sélectionner par le Projet d'Appui au Développement des Filières agricoles (PADFA) de la part de qui il a non seulement bénéficié de plusieurs formations et autres voyages d'études, mais a aussi vu sa coopérative gratifier de dons divers. Outre un magasin de stockage, la Coop-CA-KALSENDI a reçu, dans le cadre du PADFA, des équipements pour le conditionnement des semences, à l'instar d'une batteuse-vanneuse, d'un motoculteur avec roues aquatiques, d'un charriot, d'une bascule, de couseuses, des bâches ainsi que du matériel du mobilier et des équipements techniques de bureau, notamment un ordinateur complet et bien d'autres fournitures. Damna Albert, importe-t-il de le relever, du fait de sa bravoure et de son abnégation au travail, s'est vu décerner en 2018, la médaille de chevalier du Mérite agricole.

La Coop-CA-KALSENDI dont Damna Albert est le Pca, compte selon ses déclarations, 119 membres dont 58 femmes, 61 hommes. On relève parmi eux 27 jeunes. La coopérative Kalsendi produit des semences améliorées et certifiées de riz, particulièrement les variétés Nerika 3(N3) et Nerika L36 (NL36), destinées à la riziculture des bas-fonds (NL36) et des plateaux (N3). La coopérative déclare au sein du ministère de l'Agriculture au moins 120 hectares, avec une moyenne de rendement de 400 tonnes à



M. Damna, bénéficiaire du PADFA.

l'hectare pour ce qui est des deux variétés. Entretemps, la coopérative avait signé un contrat avec la GIZ, organisme allemand de développement. Actuellement, elle est partenaire avec les coopératives encadrées par le PADFA et également avec des producteurs privés.

La riziculture, comme le fait savoir Damna Albert, bien que complexe, contraignante et nécessitant beaucoup de disponibilité et d'abnégation pour atteindre les objectifs, est une activité qui nourrit bien son homme. Malgré cette embellie, la coopérative Kalsendi fait néanmoins face à quelques difficultés dont celle liée à l'écoulement de ses produits, d'une part, au fait que la coopérative n'a pas encore atteint un bon niveau de marketing et, d'autre part, à l'enclavement du site de production; ce qui ne facilite pas l'écoulement des productions. Une autre difficulté réside en la cherté actuelle des intrants agricoles sur les marchés; cherté exacerbée par la crise russo-ukrainienne. Tout comme la coopérative souffre également de la non électrification de sa zone d'implantation; d'où des difficultés à faire fonctionner les machines et autres équipements dont elle dispose.

Djaoudjaourou



FERTILE GROUND

CAMEROON

GROW BETTER

Faites à 100% confiance aux produits

FERTILE GROUND

250g

DE PRODUIT PEUVENT ETRE APPLIQUÉ
SUR 3 HECTARES SUR UN CYCLES DE TOMATES

NOS PRODUITS

- ☑ Fertile Ground - Soil Inoculant
- ☑ Fertile Ground Powerful
- ☑ Fertile Ground Nematodes Defender
- ☑ Fertile Ground Fusarium

LES AVANTAGES D'UTILISER FERTILE GROUND

- 1) FG est un produit biologique
- 2) Ce produit n'est toxique ni pour la plante, ni pour le sol
- 3) FG à une longue durée d'action
- 4) FG est très facile à transporter
- 5) Régénération et enrichissement durable des sols

**ORDER
NOW**

Contact : Head office: 993 Off Koloko street Dja | Phone : +237 242 00 0078 / +237 679 51 47 07

Un nouvel outil d'accompagnement des Producteurs de cacao et de café en marche au Fodecc !

■ *Permettre aux producteurs de bénéficier sans intermédiaire, de la subvention de l'État en intrants agricoles est l'objectif majeur du Guichet producteurs. Ce nouveau mécanisme d'accompagnement des producteurs de cacao et de café a été acté par le Gouvernement et mis en œuvre par le Fonds de Développement des Filières Cacao et Café. Le Guichet Producteurs s'adosse sur la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) qui ambitionne de procéder à la transformation structurelle de l'économie. Cet outil novateur témoigne de l'engagement du Gouvernement à appuyer les producteurs dans le cadre de la promotion des filières cacao et café au double plan quantitatif et qualitatif en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Le Dossier Spécial Guichet Producteurs met en exergue, le Nouveau mécanisme de financement des producteurs à travers les subventions en intrants agricoles. Il retrace l'implémentation du Guichet Producteurs depuis le contexte de mise sur pied, en passant par la phase de lancement officiel, au lancement des premières subventions dans la zone pilote du Moungo. Un accent est également porté sur les évolutions entreprises en vue de son extension sur toute l'étendue du triangle national.*

*Dossier réalisé par
la Rédaction*

Guichet producteurs : contexte de la mise sur pied...

- *L'évaluation du plan de relance des filières cacao et café à l'horizon 2020 a permis au gouvernement camerounais de repenser une nouvelle approche d'accompagnement des producteurs de cacao et café.*



Séance de travail Fodecc - Union Européenne

Le Fonds de développement des filières cacao et café depuis sa création en 2004 par la Loi N°2004/025 du 30/12/2004 et sa mise en place par le décret N°2006/085 du 09 mars 2006, assure le financement et le paiement des prestations relatives à l'appui et à la relance des filières cacao et café, le soutien à la recherche appliquée sur ces produits et l'amélioration de leur qualité, l'appui aux programmes de formation et d'information des opérateurs des filières cacao et café et la promotion de la transformation et la consommation locales du cacao et du café. Il est placé sous la tutelle technique du ministère du Commerce, du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation.

Le 30 septembre 2014, le gouvernement du Cameroun a adopté un plan de relance des filières cacao et café dont l'objectif visait la hausse de la production. Il s'agissait d'atteindre à l'horizon 2020, 600 000 tonnes de cacao, 120 000 tonnes de café robuste et 35 000 de café arabica. Dans le cadre de l'at-

teinte de ces objectifs, le Fodecc a financé plusieurs projets notamment, la recherche, la distribution des plants, le traitement phytosanitaire et la fertilisation des vergers.

Cependant, tous ces efforts mobilisés n'ont pas atteint le résultat escompté. L'évaluation du mécanisme mis sur pied a relevé quelques faiblesses en l'occurrence, la mise à disposition souvent décalée du matériel végétal, la fourniture hors saison des intrants et la non-couverture de toutes les parcelles par les appuis financés avec les ressources du Fodecc. Bien qu'agissant pour le même objectif, les projets portés par les différents ordonnateurs évoluaient sur le terrain sans synergie, de manière dispersée, voire concurrente. Le bilan du financement, soit 40 milliards de Fcfa dépensés en quatorze années, ne semble pas en corrélation avec l'état du verger, les volumes produits puis commercialisés, la qualité des produits commercialisés, le niveau de vie du producteur.

De ce constat alarmant, est né le désir collectif d'explorer d'autres voies dans la perspective d'un meil-



Science de travail entre le fdecc et les cinéaste dans le cadre de la production de la bande dessinée du Guichet producteurs



n°068/PM du 28 août 2019 approuvant et rendant exécutoire le manuel de procédure d'octroi des subventions en intrants et équipements agricoles au Cameroun. Les premières réflexions sur la mise sur pied de ce guichet résultent de l'engagement de l'Union européenne à soutenir le Cameroun dans la conduite des réformes structurelles, dans le cadre du Programme Indicatif National du onzième Fonds Européen de Développement (FED). Le Guichet producteurs trouve son essence dans la signature de l'avenant n°2 du Contrat de Réforme Sectorielle (CRS2) signé par le gouvernement du Cameroun, le 16 décembre 2019.

La chaîne de valeur cacao a été intégrée dans cette vision avec pour but, le renforcement de la productivité. Des indicateurs ont été définis pour permettre aux différents secteurs d'atteindre cet objectif. Pour ce qui est des filières cacao et café, il s'agit de l'augmentation de la mobilisation et de la transparence dans la mobilisation des taxes affectées au secteur cacao.

Par ailleurs, l'un des préalables ou plan d'actions de cet indicateur a été la création du Guichet producteurs. C'est un mécanisme de financement direct à initiative des producteurs de cacao et de café qui tire ses ressources de la redevance à l'exportation du cacao et du café.

leur développement. Ainsi, le gouvernement a mis sur pied à travers le Fodecc, un second guichet dénommé « Guichet producteurs ». Autorisé par la présidence de la République, le 21 décembre 2020, le Guichet producteurs s'inscrit sur la poursuite de la logique de l'arrêté

Guichet producteurs : résultat d'un travail méthodique

- *L'implémentation du Guichet producteurs a été l'œuvre de plusieurs démarches en l'occurrence, la rédaction et la validation de son manuel d'opérationnalisation, la contractualisation avec les partenaires institutionnels et privés.*



Audience accordée aureprésentant de Café (l'initiative sur la forêt d'Afrique Centrale)

La mise en œuvre du plan d'opérationnalisation du « Guichet producteurs » a été lancée avec la conception et l'élaboration du projet de manuel de procédures dénommé : « manuel d'opérationnalisation du Guichet producteurs cacao/café ». Ce manuel a pour objectif, la simplification et la facilitation de la compréhension du processus par les acteurs impliqués. C'est un outil d'accompagnement et d'encadrement des acteurs dans l'utilisation du nouveau modèle de financement qui intègre la digitalisation dans la production de cacao et de café. Il est la traduction opérationnelle pour les filières cacao et café, du manuel de subventions agricoles. Utilisé comme référence pour l'orientation des subventions agricoles, ce manuel permet aux acteurs de s'approprier l'outil. Les travaux relatifs au lancement du processus de formulation de ce manuel se sont tenus les 25 et 26 février 2020, au Centre Jean XXIII de Mvolyé à Yaoundé, sous la présidence de monsieur l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue. Y ont pris part, tous les acteurs appelés à jouer un rôle majeur dans la mise en route du Guichet producteurs. La mise sur pied du Guichet producteurs a bénéficié de l'expertise de plusieurs partenaires.

Partenaires institutionnels

Le Fodecc a entrepris des démarches préalables pour obtenir des mesures dérogatoires auprès du ministère des Marchés publics (Minmap) où la subvention destinée aux producteurs a été classifiée comme une donation de l'Etat. A l'issue des résolutions de la réunion tenue au Minmap le 10 juillet 2020, un document portant examen des modalités d'acquisition des intrants agricoles dans le contexte prescrit par l'arrêté N° 068/PM du 28 août 2019 a été élaboré. La subvention, objet de la requête du Fodecc au Minmap est destinée au producteur qui est l'acheteur principal. C'est pourquoi, les dispositions du Code des marchés ne sont pas applicables à cette procédure.

Le Ministère des Finances (Minfi), dans le cadre de la procédure de paiement de la quote-part de l'Etat, a autorisé exceptionnellement la création de régies d'avance, l'ouverture des comptes bancaires pour les dites régies et leur plafonnement à hauteur de 500 millions de francs CFA chacune. Cette autorisation est circonscrite dans la circulaire, N° 00000006C/MINFI du 30 décembre 2022 portant instruction relative à l'exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle



Séance de travail entre le Fodecc et le partenaire stratégique Edenred

de l'exécution du budget de l'État et des autres entités publiques pour l'exercice 2023. L'article 177 dispose à cet effet qu'en ce qui concerne les établissements parastatals et les collectivités territoriales décentralisées, le nombre de régies d'avance est plafonné à 15 pour un montant n'excédant pas 100 millions de Fcfa chacune. Ce montant est de 500 millions de Fcfa pour les opérations financées sur les guichets « entretien » du Fonds routier et « producteurs » du Fonds de développement des filières cacao et café.

Les ministres du Commerce, de l'Agriculture et du Développement rural, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, en tant que tutelles techniques du Fodecc et par le biais de leurs représentants au comité de gestion, ont approuvé le Guichet producteurs à travers la validation de son Manuel d'opérationnalisation.

Les services centraux du Minader

- La Direction des Enquêtes et des Statistiques agricoles (Observatoire des intrants agricoles) dont le rôle est d'estimer et de diffuser les statistiques des stocks des intrants agricoles par période et de suivre l'évolution périodique des prix et des tendances sur le marché.

- La Direction des Organisations Professionnelles Agricoles et de l'Appui aux Exploitations agricoles (DOPA) est responsable de l'opérationnalisation des activités de subventions agricoles. A ce titre elle intervient dans l'accompagnement des producteurs en ce qui concerne l'enrôlement dans le dispositif, l'utilisation des bonnes pratiques agricoles dans les exploitations et les activités post-récoltes (fermentation séchage, conditionnement, commercialisation).

- La Direction de la Réglementation et du Contrôle Qualité (DRCQ) élabore annuellement la liste des in-

trants homologués à admettre au subventionnement. Il garantit la qualité des intrants agricoles mis à l'achat des producteurs et contrôle le respect des normes définies dans le secteur.

- La Direction du Développement de l'Agriculture : a pour rôle majeur, la diffusion de l'information phytosanitaire et la promotion des semences de plants certifiés du cacao et du café.

Les services déconcentrés du Minader et du Mincommerce

Ces services supervisent et coordonnent les activités d'appui conseils menées par les agents de terrain. Ces activités concourent en l'accompagnement des producteurs en ce qui concerne non seulement leur identification (enregistrement), le géo-référencement, le dénombrement des plants et leur incorporation dans la base de données, mais aussi le contrôle des prix, de la disponibilité et de la qualité des produits.

Partenaires privés

La mise en route du Guichet producteurs a nécessité la signature de plusieurs conventions avec des partenaires privés. Pour ce faire, le Fodecc s'est engagé dans la voie de la prospection en vue, non seulement de sensibiliser ces cibles, mais aussi de préparer les projets de conventions. Les cibles visées par ce partenariat privé sont : les producteurs auxquels la subvention est destinée, les banques et établissements de micro-finance où s'effectuent toutes les transactions financières, les agro-dealers qui fournissent les intrants et garantissent de leur disponibilité et enfin, le partenaire stratégique Edenred qui assure le développement des applications. Dans l'optique de trouver des financements supplémentaires, le Fodecc entend collaborer avec des partenaires tels que l'UE, IDH, CAFI.

Guichet producteurs : lancement officiel

- La cérémonie de lancement officiel du Guichet producteurs a été l'occasion de l'appropriation de l'outil et de la signature des conventions avec les partenaires.



Signature des conventions



Lancement officiel du Guichet Producteurs

Le Guichet producteurs a été officiellement lancé, le 8 juillet 2021 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et le ministre du Commerce à l'Hôtel Mont Fébé de Yaoundé. La cérémonie a connu la présence massive des producteurs et d'autres partenaires venus des quatre coins du pays. En substance, le Guichet producteurs est une initiative gouvernementale portée par le Fodecc. C'est un nouvel outil de financement qui vise à révolutionner le secteur de l'agriculture en y intégrant le numérique. Telle une réponse au défi de la modernité, le Guichet

producteurs est un levier qui concourt à inciter les bénéficiaires à l'utilisation des nouvelles technologies. Selon l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue : «le Guichet producteurs remplit les critères d'un véhicule de financement intelligent au profit des producteurs de cacao et de café».

Comprendre le Guichet producteurs

Le Guichet producteurs est un mécanisme qui vient s'ajouter au Guichet de financement des Programmes soumis au Fodecc par ses ordonnateurs. Il offre trois catégories de subventions aux producteurs et organisations de producteurs de cacao et de café, à savoir les subventions dites de catégorie 1 (intrants agricoles), les subventions de catégorie 2 (équipements et machines agricoles) et les subventions de catégorie 3 (infrastructures et soutien à la production agricole). La première phase de lancement concerne uniquement la catégorie 1. Pour des besoins de fluidité, de transparence et de traçabilité, le Guichet producteurs s'appuie sur le digital. Sa mise en place s'opère à travers une base de données qui éclaire sur l'échiquier des producteurs de cacao et de café. C'est dans cette perspective que le Fodecc a entrepris avec l'expertise d'Edenred, la conception des applications dédiées aux opérations. La disposition d'un smartphone est indispensable en vue du téléchargement de l'applica-



Photo de famille lors du lancement officiel du Guichet Producteurs

tion du Guichet. Ces opérations reposent sur l'identification des producteurs, le géo-référencement des parcelles, le comptage des arbres, la passation des commandes et l'émission des bons d'achats électroniques. La spécificité du Guichet producteurs tient du fait que c'est le producteur lui-même qui déclenche le processus en mobilisant sa quote-part majoritaire qui est de 60% dans son compte bancaire. C'est en ce sens qu'on qualifie le mécanisme de prime à l'effort.

L'enjeu du Guichet producteurs

Entendu comme étant un mécanisme de facilitation d'accès aux subventions (intrants et matériels agricoles), le Guichet producteurs a pour vocation d'améliorer qualitativement et quantitativement la production du cacao et du café. La qualité étant désormais une exigence du marché international, le mécanisme participe à l'amélioration des conditions de vie des producteurs à travers la garantie d'un prix décent. « *Le Guichet producteurs sera précisément cet instrument de facilitation. Don présidentiel du chef de l'État, Son Excellence Paul Biya, cet outil est de nature à procurer aux producteurs les moyens de leurs ambitions* », soulignait ainsi le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. Et son homologue de l'Agriculture et du Développement rural d'ajouter : « **la mise en route du Guichet producteurs annonce à n'en**



un groupe de producteur

point douter le développement tous azimuts des filières cacao et café ». La cérémonie de lancement officiel du Guichet producteurs s'est achevée par la signature des conventions entre le Fodecc et certains partenaires.

Lancement de la phase pilote du Guichet Producteurs : les préalables au démarrage effectif des subventions

- *Entre signature des cahiers de charge et les tests des applications conçues pour les opérations du Guichet producteurs, le FODECC s'est attelé à tout mettre en œuvre en vue d'un démarrage effectif dans la zone pilote.*



Signature des cahiers de charges avec les directions techniques du Minader

Après le lancement officiel à Yaoundé et la campagne d'information, de sensibilisation et de formation des acteurs dans les régions, le démarrage effectif s'en est suivi à travers la mise à disposition des subventions proprement dites aux producteurs. Pour ce faire, le Fodecc a entrepris un vaste chantier d'échanges avec les partenaires en vue de la signature des cahiers de charge et organisé les descentes sur le terrain avec pour objectif, les tests de simulation des applications du Guichet producteurs et la faisabilité opérationnelle du processus sur le terrain.

De la signature des cahiers de charge

Le FODECC, dans le cadre de la mise en œuvre du Guichet producteurs, a entrepris des négociations avec des partenaires susceptibles de jouer un rôle majeur dans le processus d'obtention des subventions aux producteurs. Ces négociations faites selon une approche participative avaient pour but, l'harmonisation de la compréhension du contenu de chaque cahier de charge et leur amendement. Cette action a abouti à

la signature des cahiers de charge spécifiques, notamment avec :

- les services techniques du Minader le 8 avril 2022 dans la salle de conférences du Minader pour les directions impliquées dans les activités du Guichet producteurs.
- les banques et établissements de micro-finance à l'avenant de la signature de la convention avec l'Association des Professionnels des Établissements de Crédit du Cameroun (Apecam), le 22 juillet 2021. Le Fodecc a signé des cahiers de charges avec : la Cameroon Cooperative Credit Union League (Camccul), en février 2022. Le 10 mars 2022, c'était le tour de l'Union des Mutuelles Financières de Développement (Mufid Union). La contractualisation avec la Bicec a abouti à l'ouverture gratuite des comptes aux producteurs de la zone pilote.

Les Agro-dealers, en février 2022, le Fodecc a signé avec Pharmacie du planteur, Réussite du planteur et Sogradi. En mars 2022, c'était le tour de TMG et de la Société Bio Agro. Au mois de mai et juin 2022, Aboss Afrique, Depal Phyto, Espoir Cam, Kiseh Cam. Ces dif-



Signature des cahiers de charges avec la Mufid Union

férents cahiers de charge ont pour rôle de définir les responsabilités des différentes parties, pour une mise en œuvre efficiente du Guichet producteurs.

Des tests de simulation des applications du Guichet producteurs

Le Guichet producteurs porte sur le déploiement et le développement d'une solution numérique pour faciliter le flux de travail et la traçabilité entre les acteurs. En effet, il est fonctionnel grâce à des applications conçues par Edenred. Il s'agit d'Agri4farmers pour l'enregistrement des producteurs, Agri-registry-agro-dealers, Agri-registry-emf, pour les Agro dealers et EMF et Agri-confirmation, pour les agents du Minader. Afin de préparer la phase de démarrage effective des subventions, M. l'administrateur du Fodecc et ses collaborateurs, accompagné du représentant d'Edenred ont procédé à des descentes sur le terrain (Melong) à l'effet d'évaluer le niveau d'appropriation des applications par les différents utilisateurs. La méthodologie appelait à organiser des réunions de concertation avec les acteurs intervenant dans le processus. Au cours de ces descentes, des terminaux indispensables à l'opéra-

tionnalité du mécanisme ont été mis à la disposition des différents acteurs intervenants dans le processus. Il s'agit : des (POS), pour les agro-dealers et les EMF. Ces POS leur permettent de tirer respectivement les bons d'enlèvements et les bons d'achats. Pour les services déconcentrés du Minader, des tablettes pour les opérations de géoréférencement ont été mises à leur disposition. Aux producteurs, les cartes de subvention ont été remises. La carte de subvention permet au producteur d'effectuer ses opérations (versement de la quote-part, retrait des produits chez l'agro dealer). Elle s'obtient après l'enrôlement dans le système et contient les mêmes informations que celles figurant dans la base de données (identifiant et QR code). En marge de ces descentes, le personnel du Fodecc a bénéficié de séances de formation par Edenred, relativement au fonctionnement des applications. La plateforme numérique donne au Fodecc la possibilité de surveiller et de retracer toutes les données générées par les activités des producteurs, des EMF, des Agro dealers via un tableau de bord complet. L'objectif visé par cette phase était de prévenir contre d'éventuels blocages, afin d'y apporter des solutions rapides.

Les campagnes de sensibilisation au cœur de la phase opérationnelle du Guichet producteurs

■ *La mise en œuvre du Guichet producteurs a nécessité une vaste campagne de vulgarisation dans les régions.*



Caravane de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs du Guichet Producteurs, étape de melong



Le Guichet producteurs a été lancé officiellement à Yaoundé, le 8 juillet 2021 à l'Hôtel Mont Febe. La vulgarisation de cet outil novateur s'est avérée primordiale dans les huit régions productrices de cacao et de café. C'est dans cette dynamique qu'il a plu à monsieur le ministre de l'Agriculture et du Développement rural,

Gabriel Mbaïrobe de valider le planning des itinéraires proposés par le Fodecc. Cette phase de sensibilisation, d'information et de formation des producteurs et autres acteurs du Guichet producteurs avait pour but d'aider à la compréhension du mécanisme à travers des exposés et des

démonstrations dans les champs.

Sous la diligence de monsieur l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue, la caravane de sensibilisation a été lancée le 9 septembre 2021 dans les Services du gouverneur de la région de l'Ouest à Bafoussam par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. La caravane s'est dirigée à Bankim dans l'Adamaoua, le 10 septembre 2021. Par la suite, en date du 15 septembre 2021, l'équipe s'est déployée dans la région du Soleil levant, plus précisément dans l'arrondissement d'Abong-Mbang. Le 16 septembre 2021, c'était le tour d'Ebolowa dans la région du Sud d'accueillir la délégation. Le 17 septembre, le cap a été mis sur Mbangassina, dans la Région du Centre. Le 23 septembre 2021, la caravane a fait sa halte à Melong dans la région du Littoral. La dernière étape a été celle de Buea dans la région du Sud-Ouest, le 24 septembre 2021.

Ces différentes cérémonies ont connu l'engagement des producteurs et de leurs organisations, des autorités administratives et traditionnelles, ainsi que d'autres partenaires de la filière réunis pour un seul objectif : en savoir plus sur le Guichet producteurs. Pour atteindre les objectifs visés par ce déploiement dans les bassins de production, plusieurs actions ont été menées à savoir, la projection du téléfilm conçu pour l'explication du mécanisme, les exposés sur le Guichet producteurs, la présentation du manuel d'opérationnalisation et de la bande dessinée conçue pour simplifier la compréhension du processus. La démonstration de l'enregistrement des producteurs via l'application a retenu l'attention des participants. L'expérience de la levée des parcelles a été vécue dans les champs lors de ces descentes. La phase de sensibilisation dans les régions a connu un succès éclatant et la campagne a été bien accueillie par les producteurs : « **le Guichet producteurs va nous permettre de travailler efficacement en sachant où nous allons** », affirme Elisabeth Peufofo, productrice dans la région de l'Ouest. Le Guichet ouvre les voies de la véritable modernisation de l'agriculture de seconde génération. C'est le début de la vulgarisation d'une nouvelle approche dans les interventions des pouvoirs publics en faveur du monde rural.

Phase opérationnelle du Guichet producteurs : Démarrage des premières subventions aux producteurs dans la zone pilote du Moungo

■ Une nouvelle page s'est ouverte dans les filières cacao et café à travers le démarrage effectif du Guichet producteurs. C'était au cours d'une cérémonie officielle organisée à cet effet à l'esplanade de l'hôtel de ville de Melong, le vendredi le 24 juin 2022.

Les producteurs de cacao et de café du Moungo palpent l'effectivité du Guichet producteurs depuis le 24 juin 2022 à travers la disponibilité des intrants agricoles. C'est l'aboutissement d'un long processus de mise en œuvre de ce nouveau mécanisme de financement des producteurs. Le choix du Moungo comme zone pilote s'explique par l'existence d'une base de données sur les filières cacao et café, constituée au cours d'une étude diagnostique réalisée par les services déconcentrés du Minader et du Mincommerce. L'autre raison est d'ordre stratégique : le Moungo est une zone agricole propice à la pratique d'une large gamme de cultures comme en témoigne la coexistence du cacao et du café. Désormais, les producteurs de ce département reçoivent leurs subventions sans intermédiaires, grâce au Guichet producteurs dont les opérations sont devenues effectives. Il suffit au producteur de déclencher le processus et de respecter la procédure afin de recevoir en contrepartie, sa subvention sous forme d'un bon d'achat lui permettant d'entrer en possession des intrants.

Au cours de la cérémonie de démarrage des subventions, la représentante des producteurs a saisi l'occasion pour remercier solennellement le chef de l'État, son Excellence Paul Biya pour la mise sur pied du Guichet producteurs. Se voulant rassurante, madame Rebecca Kamgue, témoigne de l'engagement et de la détermination des producteurs : « la phase opérationnelle du Guichet producteurs qui s'ouvre aujourd'hui par la mise à disposition des premières subventions aux producteurs, est une invite pour plus de responsabilité. Je puis vous rassurer que nous en sommes conscients des efforts consentis par le gouvernement dans cette nouvelle politique d'accompagnement des producteurs. Par ailleurs, nous nous engageons solennellement à mettre tout en œuvre pour son bon fonctionnement à travers la bonne utilisation des subventions obtenues ». Des 13 000 producteurs annoncés comme potentiels bénéficiaires des subventions dans la zone pilote du Moungo, environ 500 ont reçu leurs subventions au cours de cette cérémonie coprésidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Gabriel Mbairrobe et le ministre du Commerce, représenté par la secrétaire générale, le professeur Brusil Miranda Metou.

Organisé par le Fodecc le rendez-vous particulièrement couru a mobilisé autour de l'événement, la galaxie institutionnelle du cacao et du café (Oncc, Cicc, Sodecao). Les producteurs enrôlés dans la base de données du Guichet producteurs sont venus en masse. Lors de son allocation de circonstance, l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue a insisté sur le caractère di-



Pde de famille de la cérémonie de démarrage des premières subventions aux producteurs

gital du dispositif. Il a expliqué de manière succincte l'ensemble du processus allant du téléchargement de l'application agri4farmers jusqu'à l'enlèvement des produits chez l'agro-dealer. La subvention est plafonnée à 40% du coût des intrants au cours de la première année, pour une parcelle totale de 2 hectares âgée de moins de 30 ans. Ce taux est dégressif, soit 20% à la deuxième année et 10% à la troisième année. Après ce circuit, le producteur sort du processus en libérant la place à un nouveau. Il est question avec cet appui, d'accroître la production de cacao et de café en vue d'atteindre les objectifs gouvernementaux à l'horizon 2030 à savoir 640 000 tonnes de cacao et 160 000 tonnes de café. Pour reprendre les mots du ministre de l'Agriculture et du Développement rural : « l'avantage de cette dotation directe aux producteurs est qu'ils recevront dans les délais prévus, le nécessaire et pourront ainsi traiter les vergers à temps ». Le Guichet producteurs vient ainsi révolutionner les pratiques agricoles jadis inadéquates et peu productives. L'adhésion tous azimuts observée depuis la phase de lancement jusqu'au démarrage effectif des subventions est prometteuse des lendemains meilleurs chez les producteurs.



Une attitude de l'Administrateur du Fodecc lors d'un exposé de démarrage à Melong

Post démarrage des subventions dans la zone pilote : **Etat d'évolution des activités**

- *Les producteurs de cacao et de café du département du Moungo sont dans la mouvance de l'effectivité du Guichet producteurs depuis le démarrage des subventions, le 24 juin 2022. Entre enrôlement des producteurs, sensibilisation et formation des acteurs, les activités se sont poursuivies sur le terrain.*



Retrait des intrants agricole par les producteurs du Moungo

ment mises à jour. Le système enregistre en moyenne 100 commandes par jour, selon les informations du serveur.

Insuffisances/difficultés

Les difficultés observées au cours de la phase test du Guichet producteurs reposent sur la maîtrise du fonctionnement du mécanisme entièrement dédié au digital. Cette limite constitue un frein au bon déroulement des activités sur le terrain. Par exemple, le retard dans le traitement des liasses justificatives par les établissements de micro-finances, pénalise le paiement des agro-dealers. Une autre difficulté et non la moindre rencontrée sur le terrain est liée à la mobilisation de la quote-part du producteur (60%). À cela s'ajoutent, la pénibilité du décompte des plants, le coût élevé des intrants dû à la crise russo-ukrainienne et la difficulté à acquérir les smartphones couplés à l'instabilité du réseau

internet dans plusieurs localités.

Le Guichet producteurs fait des heureux dans la zone pilote. L'engouement des producteurs se traduit par l'enrôlement continu, l'initiation des bons d'achats et l'enlèvement massif des produits. Ces échos qui viennent du terrain, témoignent du bon fonctionnement du processus d'octroi des subventions. En termes de données, il est à noter que 15 023 producteurs sont enrôlés dans le processus à raison de 10 023 producteurs disposant chacun d'un compte bancaire. 11 723 parcelles levées pour une superficie de 23 362 hectares subventionnés. 5 766 bons d'achats électroniques émis, pour un chiffre d'affaires de 2 138 077 725 francs Cfa, répartis ainsi qu'il suit : quote-part des producteurs, soit 1 282 846 634 francs Cfa et 855 231 090 francs Cfa. 15 régies d'avances créées avec une dotation de 500 millions de francs Cfa chacune. 9000 cartes de subventions ont été distribuées aux producteurs. S'agissant des partenaires impliqués dans le processus, l'on dénote la présence active de 16 agro dealers, 14 banques et 22 établissements de micro-finances. Les applications dédiées aux opérations du Guichet producteurs sont continuele-

Pistes de résolutions

La subvention étant une prime à l'effort, il est question de continuer la sensibilisation des producteurs sur la fin du tout gratuit. L'intégration de la téléphonie mobile ouvre la possibilité du paiement de la quote-part du producteur par le biais d'orange money et de Mtn mobile money. Pour une proactivité dans le cadre du partenariat avec le Fodecc, Edenred, partenaire stratégique qui apporte son expertise en matière de conception des applications, entend à travers des chefs de projets, s'installer au Cameroun. Ces derniers pourraient intervenir de manière instantanée afin d'éviter des blocages. En ce qui concerne la mise à disposition des smartphones aux acteurs, le Fodecc entreprend des démarches avec les agences de téléphonie mobile à l'effet de doter ces derniers de smartphones. Sur la hausse du prix des intrants, des mesures avec l'aide des partenaires institutionnels sont envisagées à l'effet de garantir des prix justes et accessibles aux producteurs.

Guichet producteurs : les responsables des services et des coordonnateurs des projets relevant du Minader à l'école du Guichet producteurs dans le Moungo

■ L'atelier de mise à niveau desdits responsables a été organisé à l'initiative du Fodecc, du 19 au 21 avril 2023 au cercle municipal de Nkongsamba dans le département du Moungo.

Les responsables des services centraux et coordonnateurs des projets relevant du Minader sont désormais au fait du mécanisme du Guichet producteurs. Le cercle municipal de Nkongsamba a servi de cadre pour ces assises dont l'enjeu consiste en la maîtrise de tous les mécanismes de fonctionnement du Guichet producteurs, au même titre que l'appropriation de l'expérience de la phase pilote. Cet atelier de mise à niveau vise en substance, l'information, l'encadrement et la formation du personnel du Minader qui intervient dans le circuit de la mise en œuvre du Guichet producteurs. Le but étant de leur permettre d'acquérir des capacités indispensables pour l'extension du mécanisme à travers le triangle national.

Pendant trois jours, l'atelier a permis à travers des exposés et des démonstrations dans les champs, la mise en lumière des acquis et défis à relever pour un accompagnement efficient des producteurs dans les bassins de production.

S'agissant des acquis, le rôle joué par la Ntambeng coopérative credit union limited (Ntamccul) est salubre. Concrètement, Ntamccul a mis sur pied quelques stratégies qui visent à soutenir le producteur dans la mobilisation de sa quote-part. Elles portent sur les prêts par l'intermédiaire de la Coopérative Coopferlos et le préfinancement de l'achat de cacao et de café.

Dans le cadre du suivi des activités du Guichet producteurs sur le terrain, Pcp-Amo s'attèle à organiser et à suivre la mise en œuvre des activités des services centraux du Minader en lien avec le Guichet producteurs. En ce qui concerne les défis, il est question de trouver des astuces de contournement du coût élevé des intrants, et d'apporter des solutions liées à la difficulté du décompte du nombre d'arbres. À la clôture des travaux, quelques recommandations ont été formulées et les résultats ont été circonscrits dans un texte dénommé : Déclaration de Nkongsamba.

Des recommandations,

Sur la hausse des prix des intrants par les agro-dealers, il a été recommandé qu'un contrôle mixte Minader/Mincommerce soit mis sur pied à l'effet de garantir les prix justes et accessibles aux producteurs dans le cadre des subventions du Guichet producteurs. La connaissance du verger est indispensable et les facilités en cours de développement au Fodecc devraient rendre aisé le comptage des arbres en vue de l'obtention de la subvention



Gabriel Mbairrobe prononçant son discours



Photographie de famille de l'atelier

à partir de l'année 2023. S'agissant de la remontée des résultats issus des activités menées par les structures du Minader, l'atelier recommande aux directions techniques du Minader qui reçoivent le financement du Fodecc de remonter périodiquement les résultats obtenus. Par ailleurs, la fiabilité et la traçabilité des produits sur le marché international impliquent la codification des textes juridiques par le Minader en lien avec le Mincommerce afin d'assurer la fiabilité des données géo-référencées des parcelles de production.

Déclaration de Nkongsamba

La déclaration de Nkongsamba du 20 avril 2023, traduit le consentement des services centraux du Minader à travailler pour la mise en œuvre et l'extension du Guichet producteurs. Ils ont déclaré à l'unanimité, l'appropriation de leur rôle et celui des autres acteurs. Le mécanisme et le fonctionnement sont maîtrisés en vue de l'accompagnement efficace des producteurs dans les huit régions productrices de cacao et de café.



Photo de famille de la cérémonie d'appui à la mise en œuvre du Guichet producteurs à Lolodorf

La phase d'extension du Guichet producteurs au centre des priorités

■ *Les opérations du Guichet producteurs sont effectives dans la zone pilote du Moungo depuis son démarrage, le vendredi 24 juin 2022 comme en témoignent les échos sur le terrain.*

C'est ce qui a motivé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Monsieur Gabriel Mbairrobe d'instruire l'extension de ce Guichet dans tous les bassins de production du Cameroun. C'était l'une des recommandations de la 3ème session du comité de pilotage et d'orientation de la mise en œuvre de la politique d'octroi des subventions agricoles au Cameroun.

Le défi à relever

Les diligences quant à l'exécution de cette recommandation ont permis à l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue d'entreprendre plusieurs actions. Les opérations de sensibilisation, d'informa-

tion et de formation des acteurs se sont accrues et ont conduit en premier ressort, au renforcement des capacités d'appropriation du mécanisme par les services centraux et déconcentrés du Minader. En deuxième ressort, à l'augmentation du portefeuille de collaboration avec d'autres entités afin d'accompagner le Fodecc dans ce vaste chantier de l'extension du Guichet producteurs. C'est ce qui a conduit à la rencontre avec la chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts du Cameroun (Capef). En troisième ressort, les cérémonies d'appui à la mise en œuvre du Guichet producteurs ont été organisées par le concours du Pad-Cacao



Séance de travail à la Capef dans le cadre d'une collaboration en faveur de l'extention du Guichet producteurs

(instance chargée de la poursuite des activités d'enrôlement sur le terrain) dans les localités de Bot Makak, le 19 janvier, Lolodorf, le 27 janvier et Mbangassina le 7 mars 2023.

L'objectif de ces descentes vise à poursuivre la sensibilisation, à toucher du doigt, les réalités que vivent les producteurs dans les zones rurales. L'enjeu étant de prospecter et de fluidifier le réseau des fournisseurs d'intrants, d'opérateurs bancaires et d'établissements de micro-finance en vue d'une couverture sur toute l'étendue des régions productrices de cacao et de café.

Par ailleurs, ces descentes ont permis à l'administrateur d'expliquer le mode de fonctionnement du Guichet producteurs et ses enjeux aux différentes cibles que sont les producteurs, les agro-dealers, d'établissements de micro-finance, etc. venus prendre part aux travaux. Dans l'optique d'organiser la mise sur pied du processus dans les autres bassins, des plannings ont été établis. Le but recherché est de démarrer les enrôlements, condition sine qua non de la constitution d'une base de données, préalable pour un bon fonctionnement du Guichet. L'engouement des participants lors de ces cérémonies augure leur volonté d'adhérer massivement à

ce mécanisme qui fait des heureux dans le Moungo. Guichet producteurs, porte d'entrée du Guichet de transition agro-écologique

Cet autre Guichet a été lancé, le mardi 18 avril 2023 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, à l'hôtel Mont Fébé de Yaoundé. Il vise à diminuer progressivement l'usage des pesticides en faveur d'une agriculture biologique. Son objectif est non seulement de lutter contre les changements climatiques, mais également de permettre au Cameroun d'être compétitif sur le marché international à travers la commercialisation des produits respectant l'environnement.

Le Guichet de transition agro-écologique bénéficie de l'appui d'une kyrielle de partenaires qui entendent mettre des ressources financières à disposition pour la réussite de ce projet qui sera implémenté au Fodecc via le Guichet producteurs. Il s'agit entre autres de CAFI, l'UE, IDH...etc.

Dans cette mouvance, le Fodecc milite en faveur du producteur qui devra être récompensé pour ses bonnes pratiques. Ainsi, la possibilité d'intégrer les plants dans le Guichet de transition agro-écologique au grand bénéfice des producteurs de cacao et de café est envisagée.



IDENTIFICATION DU PROJET

INTITULE DU PROJET I	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DES REGIONS DU NORD ET DE L'ADAMAOUA Infrastructures Rurales I&II (PDR_NA-IR I&II)		
PROMOTEUR DU PROJET:		MINISTERE DE TUTELLE:	
BAILLEUR(S):		PROGRAMME MINISTERIEL DE RATTACHEMENT:186	Amélioration de l'environnement structurel et de l'accès aux facteurs de production et aux marchés
DUREE DE VIE DU PROJET :	DATE DE DEBUT:	01/08/2021	
	DATE DE FIN	01/08/2026	

CIBLES ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

CIBLES DU PROJET	La cible identifiée dans le cadre du projet est les petits exploitants agricoles et pastoraux ;
RESULTATS ATTENDUS DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - 1044 kilomètres de pistes réhabilitées et praticable pendant toute l'année assurent l'accès entre les marchés et les zones de production agricole - Les flux et activités socio-économiques ont augmentés - Les emplois agricoles ont augmentés de manière durable - Les rendements agricoles sont améliorés de manière durable - Les productions et les revenus des producteurs sont augmentés de manière durable

ZONES D'INTERVENTION

Régions	Départements	Localités
NORD	<ul style="list-style-type: none"> - Bénoué - Mayo Rey - Faro - Mayo Louti 	<ul style="list-style-type: none"> - Garoua 3 - Ngong - Gashiga - Pitoa - Laddo - Bibemi - Guider - Figuil - Poli - Tcholliré
ADAMOUA	<ul style="list-style-type: none"> - Vina - Mbéré - Faro et Déo - Djérem 	<ul style="list-style-type: none"> - Mbé - Nyambaka - Belel - Ngan'ha - Tibati - Ngaoundal

FINANCEMENT GLOAL DU PROJET

KfW	19 MILLIONS D'EUROS
ETAT CAMEROUNAIS	02 MILLIONS D'EUROS

Gabriel Mbaïrobe : «Nous voulons éviter aux privés toutes les démarches en amont, pour qu'ils viennent juste pour investir»

■ La mise en valeur de 400 000 hectares de terre arables dans le corridor Batchenga-Ngaoundéré ouvre des perspectives heureuses pour une agriculture de seconde génération au Cameroun. Gabriel Mbaïrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, souligne les précautions prises par les pouvoirs publics afin d'éviter tout problème avec les populations riveraines des exploitations agricoles.



M. le ministre, on annonce 400 000 hectares à mettre à disposition pour l'agriculture dans le corridor Batchenga-Ngaoundéré. C'est une bonne nouvelle pour qui ?

C'est une bonne nouvelle d'abord pour notre économie, parce que notre agriculture est basée sur les exploitations familiales. 90% de notre production provient des exploitations familiales. Aujourd'hui, avec la demande croissante des populations suite à la démographie galopante, suite à la demande des agro-industries, et suite à la demande de l'élevage, de l'aquaculture, de l'élevage porcine et de l'aviculture, il faut passer à une autre dimension, et cette dimension nous impose de promouvoir l'émergence des moyennes et grandes exploitations agricoles avec un rendement élevé et une productivité avérée. C'est pour cela que, pour attirer les privés afin d'investir

dans l'agriculture, nous avons décidé de lever un des verrous de la venue des privés dans l'agriculture, à savoir la mise à disposition des réserves foncières. C'est dans ce sens que le Mindcaf et le Minader ont mis des efforts en commun pour pouvoir faire voir le jour à ce projet.

Le foncier a toujours été source de conflit entre les communautés et l'Etat quand un projet comme celui-là est annoncé...

Je crois qu'aujourd'hui ça ne cause pas trop de tension dans la mesure où nous apportons aux populations la richesse, le développement, la création des emplois, et même une certaine visibilité et un accès aux marchés. Nous venons pour permettre aux populations d'améliorer leur cadre de vie en milieu rural, et surtout d'augmenter leur productivité et leur production, étant donné que les privés ou les entreprises agricoles qui vont s'installer auront l'obligation d'assister les petites exploitations familiales pour leur permettre d'améliorer leur productivité.

Quels sont les profils recherchés concernant ceux qui pourront bénéficier de ces 400 000 hectares ?

Déjà je voudrais vous dire que ce projet s'inscrit en droite ligne de la politique d'import-substitution impulsée par le chef de l'Etat et pilotée par le Premier ministre, chef du Gouvernement. Dans le cadre de cette politique, il y'a un certain nombre de spéculations qui ont été retenues, à savoir le riz, le soja, la pomme de terre, le manioc. Nous n'allons pas cependant oublier les autres cultures

qui contribuent à la création de la richesse et à assurer la sécurité alimentaire tels que les maraichers, tels que certaines cultures de rente. C'est pour nous l'occasion de mettre vraiment en pratique cette agriculture de seconde génération chère au chef de l'Etat, en déployant la mécanisation, en mettant en pratique les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation pour permettre à notre agriculture d'être vraiment commerciale et non une agriculture de subsistance.

Ce seront des privés locaux ? ou alors, c'est ouvert aux multinationales étrangères ?

Ce seront en priorité des privés locaux, mais nous ne refusons pas que des multinationales qui ont une certaine expérience avérée, notamment dans la production des semences ou dans la transformation puissent s'installer pour jouer le rôle de vecteur ou de moteur, afin d'attirer les privés locaux vers cette agriculture de seconde génération.

Dans ce projet, vous travaillez avec le Mindcaf. Le Minader s'entoure de toutes les précautions possibles pour éviter les malentendus avec les communautés locales...

Bien-sûr que notre objectif, c'est faire toutes les démarches préalables, c'est-à-dire identifier les réserves foncières de l'Etat, les sécuriser, engager des consultations publiques avec les populations, faire des études socio-économiques, faire une étude d'impact environnemental, et faire même le parcellement de ces zones avant de faire venir les privés. Nous voulons éviter aux privés toutes les démarches en amont, pour qu'ils viennent juste pour investir.

Interview réalisée par Djaoudjaourou

Through EM Technology, Cameroonian Farmers Can Produce On A Large Scale Organically With Minimum Cost - Dr. Sama David



■ *The Director General of EM Cameroon, Dr. Sama David has said, Cameroonian farmers can produce organically on a large scale with minimum cost using EM Technology. Dr. Sama made the revelations recently in an exclusive interview granted him by the communication department of MINADAR. Besides producing on a large scale using organic fertilizers, the Director General also maintained that EM Compost has no negative effects on crops, human and the environment, which is the most suitable form of fertilizers to be used during this period of global warming and climate change. Read more in the following interview.*

MINADER: Thank you Dr. Sama David for accepting to talk to us. During the International Day of Plant Health, your stand was among the so many that exhibited products. Tell us more about EM Cameroon?

Dr. Sama David: Thanks for the question and curiosity about new innovations in the agricultural domain in Cameroon as concerning EM Technology. EM Cameroon is a specialized company in the production and distribution of organic products for agricultural production in close collaboration with EM Research Organization Japan. We produce the following products, EM Compost, it has

been bought on two occasion (800 tons) by the Minister of Agriculture and Rural Development and distributed to farmers at all the ten regional offices of MINADER. We have EM for Agriculture, (foliar fertilizers) which we shall be supplying 48,000 liters with four regions in Cameroon, being North West, West Region, Adamawa and Far North Regions in the PARPAC product as a means to boost agricultural production in Cameroon. We have a number of other projects that have bought EM for Agriculture such as GP-DERUDEP, PIDMA PROJECT, MIDENO and a host of other Cooperatives, CIGs and individual farmers dotted all over the National Territory. How were these products introduced in Cameroon? Based on a series of demonstration plots carried out between EM Cameroon and the Fertilizer Sub Sector Reform Program from 2009 to 2012, we carried out trials farms in Santa, Bafoussam, Yaoundé, Ebolowa, Nkongsamba and Ekiliwidi which recorded very positive results on maize, beans, vegetable and cocoa living no residual effects.

Has government been buying EM products and distributing to farmers as they are doing with chemical inputs? At the end of 2013, EM Cameroon indicated to the Ministry of Agriculture and Rural Development, through EM Technology, Cameroonian farmers can equally produce on a large scale organically with minimum cost. EM Cameroon stress on the fact, its has the capacity to supply on a large scale within a notification period of two months. So, in August of 2014 a public tender was opened for the supply of 12.000 bags of EM Compost. EM Cameroon won the contract and had to supply a minimum of 1.100 bags of 50 kg per Region in all the



ten Regional Head office of MINADER. These products were handed to the Regional Delegate of Agriculture for distribution to his or her farmers depending on need assessment. This year, the government has given an order of 48,000 liters of EM for Agriculture which we are to supply in four regions being North West, West Region, Adamawa and Extreme North which we are currently doing the distribution in the PARPAC project wherein the government pays 30% and the farmers or call beneficiaries support with 70%. Indeed, we are grateful with the interest and commitment the government is giving to promote organic Agriculture in Cameroon which is environmentally friendly with no negative effects.

What can you say about the cost, supply and effectiveness of EM Compost or EM products?

It is true, EM Technology is a bit expensive as compared to chemical fertilizers but the advantages of EM Technology cannot be compared with chemical inputs. EM Compost has no negative effects on the crops, human and the environment, which is the most suitable form of fertilizers to be used during this period of global warming and climate change. EM Cameroon as of moment has the capacity to produce 3000 tons of EM Compost per year and we can increase the capacity show need be. Same as we have the potential to produce 500 tons of EM For Agriculture. The effectiveness of EM products has been proven both in Cameroon and the Western World. Prior

to the government purchase of EM Compost and EM For Agriculture, a number of individual farmers and base on demonstration plots carried in Cameroon using EM Technology have justified its effectiveness. You can visit our website for more results www.emcameroon.com

How did you come about EM Compost or EM Technology?

I discovered EM Technology in Switzerland as it was then I knew the different between organic crops and chemically produced crops. Organic crops are more expensive and taste differently with no negative effects on human and the environment as I was informed. I therefore negotiated with EM Research Organization Japan for the production and installation of EM Technology in Cameroon which started in 2005. Today we have our head office in Bamenda, branch office in Bafoussam and more than 150 distributors in Cameroon.

Where are you located for any further details and are these products, EM Compost and EM for Agriculture Homologated?

Yes, EM Compost is homologated with Decision No: 00210/MINADER/SG/CEE/SEC OF 08 APR 2021 PORTANT AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE DE L'ENGLAIS EM COMPOST AND

DECISION NO: 00104/MINADER/SG/DRCQ/SDRP/SRE DU 08 MAR 2023 AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE DE L'AMENDEMENT EM FORAGRICULTURE DE LA SCIETE EM CAMEROON

So, all are products are tasted and homologated by the various ministerial departments. Note, should be taken all are products are organic produced locally by EM Cameroon in collaboration with EM Research Company in Japan.

Heris Nange Tohnain

William CANNON Chairman Fertile Ground

«We are passionate about what fertile ground farms can do to help in transformation of Cameroon into the greatest economy in Africa »

■ The Chairman of Fertile Ground, William CANNON, and the Country Director Munakwa Mardochée says, they are passionate and excited about what Fertile Ground Farms can do to help in the transformation of Cameroon into the greatest economy in Africa. He made the statement during an interview with the State Broadcaster, CRTV. According to the Chairman, Fertile Ground is considering ... generating a complete microbial analysis, develop a customized interpretation of the microbiome and recommend a custom blend of nutrients and bacteria based on the biodiversity, vulnerability, and nutrition pathways specific to the crop and the soil. Read the Excepts below:



WILLIAM CANNON
Chairman Fertile Ground

Where is Fertile Ground Found?

Chairman: Fertile Ground is an Agricultural Biotech headquartered in Charleston, South Carolina in the United States. We work in Africa through our subsidiary in Cameroon, Fertile Ground Cameroon Sarl, with offices located in Douala, Cameroon.

What motivated you to come up with the initiative?

Chairman: Agriculture is experiencing a diametric change at this point in the timeline of modern agriculture. Things are changing. ... However, we are starting to see the real

cost of this approach. Mankind's progress has occurred at an environmental cost: the proliferation of synthetic pesticides, widespread soil depletion and a heavy carbon footprint. These problems have permutated as we've moved into the 21st century, especially the deleterious effects on soil health, the global warming of our planet and the effects of synthetic pesticides.

Fertile Ground considered these issues when presented with the possibility of participating to bring forward a second agricultural revolution. That consideration is based on recent breakthroughs in Genomic Sequencing of DNA in living organisms. Fertile Ground collects soil samples to identify the microbial biomarkers in the soil through DNA sequencing, which provides a meaningful explanation of how the soil is functioning. With this data we generate a complete microbial analysis, develop a customized interpretation of the microbiome and recommend a custom blend of nutrients and bacteria based on the biodiversity, vulnerability and nutrition pathways specific to the crop and the soil. In essence, we add the microbiology and nutrients that are missing and the results are distinctive and amazing. We can be very precise in what, and how much fertilizer to put into the soil, not wasting anything. We can sequester elemental carbon in the plant and the soil. And, we do all this while being 100 percent organic while getting much greater yields.

How Fertile Ground contributing to food production in Cameroon?

Chairman: We get the land and we build it into the farm of the future (the: Fertile Ground Farm) with a village in the middle that has solar power, battery energy storage, water purification, sanitary sewer and septic, Wifi, telemedicine and E-Learning options, irrigated fields, mechanization and Fertile Ground growing technologies. We add further processing centers on, or close to the farm to take advantage of the economies of scale and localization of like-kind requirements.

Additionally, we create local jobs. We invite the local farmers to work with us on our farms and we help them



MUNAKWA Mardochée

Partner / Representative Africa – Country Director Cameroon

to improve theirs. Once the farm reaches a sustainable, profitable level we intend to give the farming entity to the people who work with us and have been trained. The results in yield and efficiency are dramatically increased. This is what we call... The Industrialization of Agriculture in Cameroon. The country wins and the people win.

Could we know what you have done this far?

Chairman: Fertile Ground is new to Cameroon, having first come in 2020 during the ear of COVID. We are working with our EPC Contractor to bring this reality to Cameroon. These farms are operating in Ecuador, New Guinea and Nigeria at this time operationally, we have accepted to be the major sponsors of the international Plantain value chain Association (FPBC), renovated / rebranded the Mbebe training center on the road to Kribi for initial trainings.

How do you partner with the Ministry of Agriculture and Rural Development?

Country Director: We partner with the Ministry to reach common goals. We see their goals and ours to be exceptionally consistent. They want food security and good jobs for the people of Cameroon. We want to bring our unique business proposition to Cameroon to meet the exact goals the Ministry has.

What does it take to benefit from your services?

Chairman: Our products mainly are designed based on the understanding of what the soil needs. We take soil samples to find out what biology (bacteria and fungus) and nutrients (mainly nitrogen, potassium and phosphorus, as well as the minor nutrients like calcium, magnesium, etc.) are present, and more importantly what is missing. We add what's missing. We also study the water quality. From the results we develop an exact protocol for growing the required crop on that specific parcel.

Where can we find your services in Cameroon?



Country Director: Presently, we are building, or have plans to build these "Fertile Ground Farms" (with SODECAO), (with FECAFOOT and FBPC), Ebolowa (with PSRC), Bangem (with FBPC), Limbe (Private Sector Investor), We are seriously working with the Ministry of Agriculture and Rural Development to benefit from land at the central plain. and Southwest Region (TBD).

Which sectors are involved?

Country Director: As a sustainable business, we are investing in aggrotech – Fertile Ground Aggrotech as explained above that will bring lateral benefit to the people and to the nation. We are in our approach involved with – Scientific developments, seed farming, field growth, processing, and export of products. All these through precise Second-Generation Agriculture as encouraged by the Cameroon Head of states His Excellency Paul Biya, implemented by the Minister of Agriculture and Rural Development His Excellency Gabriel Mbairobe

What message do you have for Cameroonians?

Country Director / Chairman: It's a new day in Cameroon with respect to agriculture and the possibility of good jobs down the road. We are passionate and excited about what Fertile Ground Farms can do to help in the transformation of Cameroon into the greatest economy in Central and part of West Africa.

Heris Nange Tohnain

PADFA II : Des semences améliorées pour booster les productions agricoles

■ «L'opérationnalisation de la politique d'import-substitution, le déclarait en 2022 à Yaoundé le ministre de L'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïroba, est un impératif». Et pour y parvenir, l'Etat mise, entre autres, sur une production en qualité et quantité des semences améliorées.



L'un des objectifs majeurs que s'est assigné le Gouvernement camerounais, c'est d'augmenter de manière substantielle la production de certaines spéculations, à l'instar du riz, qui, importe-t-il de le relever, fait partie des denrées de grande consommation les plus sollicitées par les ménages dans notre pays. Ce, afin de réduire à leur plus simple expression, les coûts liés à l'exportation de ces denrées. A titre d'illustration et, selon des données émanant d'ailleurs du ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural, la consommation nationale pour ce qui du riz par exemple, était en 2017, estimée à 953.000 tonnes. Malheureusement, et toujours selon la même source, 24% de cette quantité; soit seulement 225.000 tonnes qui ont été produites localement au cours de

cette même année. Situation qui rend le Cameroun fortement dépendant des importations du riz pour satisfaire la demande locale. Au regard de ces statistiques on ne peut plus préoccupantes, l'on comprend dès lors les raisons pour lesquelles notre pays mise de plus en plus sur la production en quantité et surtout en qualité, de semences améliorées et même certifiées, aux fins d'augmenter de manière fort substantielle nos productions agricoles et partant, de réduire nos exportations en ce qui concerne certaines de ces denrées dont le Cameroun dispose pourtant bel et bien de potentialités réelles pour les produire en quantité et même en qualité, localement. A titre d'illustration, l'on peut citer en exemple, les appuis et accompagnements divers qu'apporte, depuis un certain temps déjà, le ministère en

charge de l'Agriculture et le Développement à des petits exploitants agricoles regroupés au sein des coopératives en matière de production de semences améliorées et dont les rendements s'avèrent d'ailleurs de plus en plus satisfaisants.

L'un des exemples les plus patents est celui de la coopérative avec Conseil d'administration dénommée «Coop-CA-KALSENDI», basée à Kismatari, une localité du ressort de l'arrondissement de Garoua III, dans la banlieue-Sud-Est de Garoua, le chef-lieu de la région du Nord, qui, depuis quelques années déjà de cela, fait dans la production de semences améliorées et certifiées de riz (irrigué et pluvial) et bénéficie d'appuis et accompagnements multiformes de la part du Minbader, par l'entremise du Projet d'Appui au Développement des Filières agricoles (PADFA). La «Coop-CA-KALSENDI» produit en effet des semences améliorées de riz; particulièrement les variétés Nerika3 (N3) et Nerika-L36 (NL36). Le NL36 étant destiné à la riziculture des bas-fonds et le N3, à la riziculture des plateaux. La coopérative déclare au sein du Minader au moins 120 hectares annuellement; avec un rendement de 400 tonnes en moyenne, y compris les deux variétés. Performances qui ne sont point négligeables et qui sont même à saluer et encourager. La coopérative dit même pouvoir faire mieux si toutes les conditions requises étaient réunies; notamment, entre autres, le désenclavement de la localité de Kismatari qui abrite son siège, à l'effet de faciliter l'écoulement de ses productions; l'électrification de la localité afin de lui permettre d'avoir accès à l'énergie électrique pour faire fonctionner plus aisément et moins onéreusement les machines et autres équipements techniques dont elle est dotée.

Djaoudjaourou

Minister Mbairrobe Keen, P2DCVM Will Create Some 80,000 Jobs

Gabriel Mbairrobe, Minister of Agriculture and rural Development, MINADER has pointed out that, implementing the Cassava Value Chain Sustainable Development Project, P2DCVM, will ensure the creation of at least 80,000 jobs in the country.

Minister Mbairrobe made the announcement in Buea during a workshop that was aimed at re-viewing and validating the P2DCVM project in Cameroon. The workshop took place from June 14 to 16, 2023. According to the Minister, the project will also ensure capacity-building for more than 800,000 producers and more than 1,600 extension workers supported by researchers, the development of an additional 50,000 hectares of cassava, and the procurement and setting up of high-performance production well as post-harvest and processing equipment.

Given that cassava is a major staple food, which is grown and consumed in various shapes in the ten regions and is traded in sub-regional countries, there is need to step up production and for this to be done, there is need to develop a response strategy that guarantee a sustainable supply system of certified planting material to producers.

Despite the production constraints faced with poor market organisation and a lack of strategy to capitalise on the opportunities afforded by cassava products, the Minister said, Cameroon have been addressing these issues by financing, through its own resources in the Public Investment Budget (PIB), together with development partners, initiatives to promote this structuring sub-sector whose impact on the rural economy is well established.

While indicating that since 2020, the Government has adopted a 10-year National Development Strategy (NDS30), including the Rural Sector Development Strategy (SRDS/NAIP), which provides the key guidelines for Agriculture and food and nutrition security, the Minister said, Government intends to focus more



specifically on the import-substitution policy as the main lever to strengthen its economic sovereignty for more endogenous growth.

He added that, increasing local supply of mass consumption products and inputs for agro-industries (maize, sorghum, soya beans, potato, cassava, plantain, etc.) is a key priority. This increase will be based on greater use of local production factors and the promotion of the consumption of «made in Cameroon» products. As such, import-substitution implies all public policy measures, which in turn will have a huge impact on growth and the reduction of inequalities.

For the agricultural and rural development sub-sector, Minister Mbairrobe said, this involves, among other things intensifying crops production and increasing the production and promotion of alternative crops, es-

pecially cassava, plantain, potatoes, other roots and tubers (potatoes) and market garden crops.

The P2DCVM aims to increase production from the current 5.5 million tonnes to 10,000,000 tonnes by 2030, improve yields to the range of 25 and 30 tonnes per hectare, produce an additional 150,000 tonnes of bread flour per year, open up production basins, develop by-products, integrate markets.

It's also aimed at creating a favourable institutional and physical environment for the development of the value chain, develop an inclusive credit system to ensure sustainable financing of the sub-sector; create decent jobs in targeted areas, ensure gender equity and develop agricultural entrepreneurship.

Heris Nange Tohnain

Fighting against Food Insecurity: Minader - Mindcaf Launches Project To Develop 400,000 Hectares Of Land

- *The project will be developed in the central plain of the country along the Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundere corridor.*



Minader-Mindcaf : hand in hand

In an effort to fighting food insecurity in Cameroon, the government through the Ministries of Agriculture and Rural Development, MINADER and State Property, Surveys and Land Tenure, MINDCAF have a launch a project aimed at developing 400,000 hectares of land.

The launching ceremony took place in Yaounde on Wednesday May 24, 2023. Minister Gabriel Mbairobe represented MINADER while Henri Eyebe Ayissi was on seat on behalf of MINDCAF.

The Minister of Livestock, Fisheries and Animal Industries, Dr. Taiga and Paul Tasong, Minister of Delegate to the Minister of the Economy, Planning and Regional Development also attended the event. Speaking during the launching ce-

remony, Minister Mbairobe while expressing delight stated that the project will help to boost agricultural productivity and combat hunger. He added that the 400,000 hectares of land will help in the cultivation of maize, rice, soya beans, potatoes and market gardening products to meet the needs of the population.

"This project will definitely attract more private investors in the agro-pastoral sector by reducing land related issues. It will also help in establishing the real agro-pastoral villages which perfectly fit into the strategic vision for Cameroon's agricultural development," Minister Mbairobe said.

He also added that the project will help to put the targeted areas as developmental hub given that a

construction of a two-lane road from Batchenga-Ntui to Tabati will not only strengthen national integration along the corridor but will also increase agricultural competitiveness, access to social and collective services and above all, food security in Cameroon.

Minister Henri Eyebe Ayissi on his describe the project as a huge step on the development of agriculture along the corridor concern stating that his Ministry have the permanent mission to provide land for those in need.

"It is our role to make available land for the development projects...We are working efficiently in that direction. We have a joint team; MINDCAF and MINADER to ensure that this project becomes a reality."

Heris Nange Tohnain

Cameroon's rice sub-sector development strategy adopted



Group photo

Stakeholders have adopted Cameroon's rice sub-sector development strategy. This was done under the auspices of

The Minister of Agriculture and Rural Development in a one-day workshop that took place, May 17th, 2023 in Yaounde. The workshop brought together experts of the rice chain, local and international development partners like the Food and Agricultural Organisation (FAO), International Food for Agriculture and development (IFAD), and the Japan International cooperation Agency (JICA) and partner Ministries.

Addressing participants at the workshop, the Minister disclosed that «Cameroon's development goal is to become « an emerging economy by 2035» and this would include making our country an industrialised one considering its significant and numerous natural resources, its favourable ecological conditions and vast expanses of fertile land all in a bid to meet up with growth and employment challenge. He further stated that for Cameroon to transform from a prima-

ry economy to a dynamic economy with agricultural production contributing to about 30percent of the gross Domestic product, the government has adopted a rural sector development strategy combined with the National Agriculture Investment Plan (RSDS/NAIP 2020/2030) to support this emergence programme which is based on four(4) strategic axes, namely: sustainable increase in rice production and productivity, improvement of infrastructure and access to production factors in high place potential areas, strengthening the resilience of rice production systems to cope with climate and finally to improve on governance and capacity building of stakeholders in the sector.

«The implementation of RDS by 2030 is expected to achieve a production of 750.000tonnes of white rice through the development of 60ha irrigated rice and 20.000ha of rain fed rice and the production of 6000tonnes of certified rice seeds per year and the scaling sufficiency rate to 97 percent». The Minister said

The MINADER Boss revealed that «the cost of the strategy is estimated at 385 billion CFA, of which 298 billion for irrigated areas and 87billion for other goods and services with the private sector expected to finance 40percent of the amount». «It should be noted the cost takes into account the current projects that are been implemented including PADFA2, the VIVA Logone and VIVA Benoue projects, the Mont MbattII project, PRODERIP, FPRIAC extension, QUARAM, PLANUT, PARPAC». He continued.

The Minister concluded his message by indicating that, the strategic document seeks to reconcile both the guidelines contained in the methodological guide for strategic planning in Cameroon proposed by MINEPAT and those laid down by the Secretariat of the Coalition for African Rice Development for the development of the national development strategies, proposed by African States adhering to CARD rotation all under the supervision of the Ministry of Agriculture and Rural Development.

In this light He expressed gratitude to stakeholders in Cameroon for coming out with clear, realistic and feasible action plan for the proper mobilisation and implementation of the development of the rice sector in Cameroon.

adding that the strategies identified are capable of bringing Cameroon to the level of rice exporter and continental free trade area.

He further thank them for their ever-ready willingness in sharing their experience whenever called upon to reflect on how to achieve MINADER's sectoral objectives involving four major areas including; consolidating national food security, alleviating rural poverty by offering better opportunities to increase the income of rural farmers and contributing to the improvement of the balance of trade by reducing food imports.

Heris Nange Tohnain

Gov't, Stakeholders Discuss Ways of Increasing Rice Production, Productivity in Cameroon

■ *Ways of increasing productivity and production of rice in the country were examined recently during the first session of the steering committee of the Rice Value Chain Development Project in Cameroon, RVCDP.*



Minister Mbairobe, Adolphe Lele L'Afrique, and officials pose for a family picture

The Government of Cameroon through the Ministry of Agriculture and Rural Development, MINADER and stakeholders have sorted out ways of increasing rice production and productivity in the country. The session was chaired by Gabriel Mbairobe, MINADER.

Speaking during the session, Minister Mbairobe said, RVCDP is a multi-donor funded Project of the Government of Cameroon aimed at removing various constraints faced by farmers in the cultivation, processing and marketing of rice with the ultimate goal of increasing local rice production.

"This increased production will automatically reduce importation of rice and increase the country's return on revenue," the Minister said.

Apart from increasing smallholder farmers income and the reduction of poverty and food insecurity, RVCDP is also aimed at strengthening the human, social and institutional capacity for promoting profitable rice production, processing and marketing.

In addition, the project is aiming to

create enabling environment for agricultural enterprise development (rice processing and milling center) at the community level for the supply of competitive rice, rice-based production and rice by-products to the markets.

The project which seeks to increase national production by 26,250 tons of competitive milled rice also targets to increase productivity increasing from 4.5 tons to 6 tons per hectare representing a 10-percentage increase in National Rice Production.

According to Gregory Muluh Nguh, Coordinator of the project, the 10-percent increase will create 210,000 jobs (150,000 from production, 60,000 from after segments of the value chain of which 50 percent women and youth) created.

While the average income of small-scale food producers will increase by 20 percent, there will also be an increase irrigated land for rice cultivation by 5000 hectares as well as increased annual paddy production of 37,500 tons.

40 potable water points will be

constructed and rehabilitated while four health centers constricted and equipped. 33,000 patients will be treated. Five schools will be rehabilitated/constructed and equipped with 2160 students to have access to school. 125km of electrical transmission line will be constructed during the implementation of the project.

The project to cost 149.83 million Euros approximately FCFA 98.2 billion will be implemented at multiple sites. In the Northwest Region, the project will be executed in Mbaw/Mbonso, Ndop and Bafut/Tingoh valley. In the West Region, Bangourain and Santchou will be the point of focus while in the Far North Region, Maga will be the point of attraction. Other regions will be added progressively.

Expecting that the project should effectively start in 2023, two donors; Islamic Development Bank and KUWAIT Fund have already confirmed their financing, while it is likely that the others will join them during the first quarter of 2023.

Heris Nange Tohnain

PADFA II

Pour un accroissement des revenus des petits exploitants agricoles

■ *Du fait des résultats forts probants obtenus au terme de la phase I du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA I), la République du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont convenu de commun accord du financement et de la mise en œuvre du PADFA II.*



Une bénéficiaire du PADFA II

Le Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles-phase II dont la mise en œuvre a été concrétisée par la signature, le 25 septembre 2020, de l'accord de financement par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, intervient dans les quatre régions cibles du PADFA; notamment le Nord, l'Extrême-Nord, l'Ouest et le Nord-Ouest. Il touche de nouveaux villages des 15 départements au total que compte ces quatre régions. La cible prioritaire du PADFA II, importe-t-il de l'indiquer, est constituée de petits exploitants pauvres organisés en 111 coopératives et de micro-entrepreneurs intervenant en amont et en aval des filières oignon et riz (semenciers, transformateurs, commerçants, fournisseurs d'intrants et de services agricoles). Le nombre total de personnes touchées par le projet est estimé à 31.902 ménages; soit 216.642 personnes dont 50% de femmes et 30%

de jeunes. Le PADFA II a pour objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles. Aussi, le projet a pour objectifs spécifiques de développer; d'accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations familiales productrices de riz et d'oignon. Les résultats attendus étant, entre autres, l'augmentation de la production des filières ciblées (riz, oignon); l'amélioration de la conservation, la transformation et la mise en marché des productions; le renforcement de la résilience et des capacités techniques et organisationnelles des producteurs desdites filières; l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages. Le PADFA II est mis en œuvre à travers deux composantes techniques (I&2) et une composante de gestion. La composante I: «Appui à la production» vise la mise en place d'un mécanisme durable de développement

des filières riz (irrigué et pluvial) et oignon, en vue d'accroître la productivité et par ricochet, de booster la production chez les petits producteurs organisés en coopératives. La composante 2: «Appui à la structuration des filières, à la commercialisation et à l'accès à la diversité alimentaire» vise un accompagnement dans la valorisation des produits, et une meilleure connaissance et pénétration du marché à travers une approche axée sur l'amélioration de la qualité et de la compétitivité des produits.

Dans la région du Nord par exemple, la coopérative avec Conseil d'administration des producteurs de semences certifiées de riz de Kismatari, localité de l'arrondissement de Garoua II, dénommée «Coop-CA-KALSENDI», bénéficie depuis quelques années déjà de cela de l'encadrement et de l'accompagnement, sous tous les aspects contractuels, du PADFA II avec qui elle a même signé un contrat de performance. Ce partenariat avec le PADFA II a ainsi permis à cette coopérative d'être dotée d'un magasin de stockage et des équipements pour le conditionnement des semences à l'instar de la bascule, du charriot, d'une batteuse, d'une vanneuse, d'un motoculteur avec roues aquatiques, des couseuses, des bâches. Elle s'est vue aussi doter d'équipements et matériels de bureau, notamment d'un kit informatique complet (ordinateur complet) et de mobiliers de bureau. Le président du Conseil d'administration de ladite coopérative, Albert Damna, dit en outre avoir bénéficié de la part du PADFA II de plusieurs voyages d'études à l'intérieur du pays et particulièrement, dans le Grand Sud du pays. La «Coop-CA-KALSENDI» compte 119 membres dont 58 femmes, 61 hommes, 27 jeunes. Elle s'est spécialisée dans la production de semences améliorées et certifiées de riz.

Djaoudjaourou

Le point sur le dispositif de formation professionnelle agricole du Minader



Les apprenants du dispositif de formation du Minader

Gâce au dispositif d'encadrement actuel du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les problèmes de vieillissement de la main d'œuvre dans les plantations et de pratique d'une agriculture archaïque que rencontre le secteur agropastoral, seront bientôt de l'histoire ancienne. Ledit dispositif veille au grain pour arrimer les formations dispensées dans les écoles publiques et privées d'agriculture, aux standards, dans le souci d'acquérir une main d'œuvre jeune, qualifiée et abondante, des critères indispensables pour parvenir à une agriculture de seconde génération et l'autosuffisance alimentaire.

Une multitude d'établissements professionnels publics et privés intégrés

Le secteur agricole et rural constitue un gisement d'emplois pour les

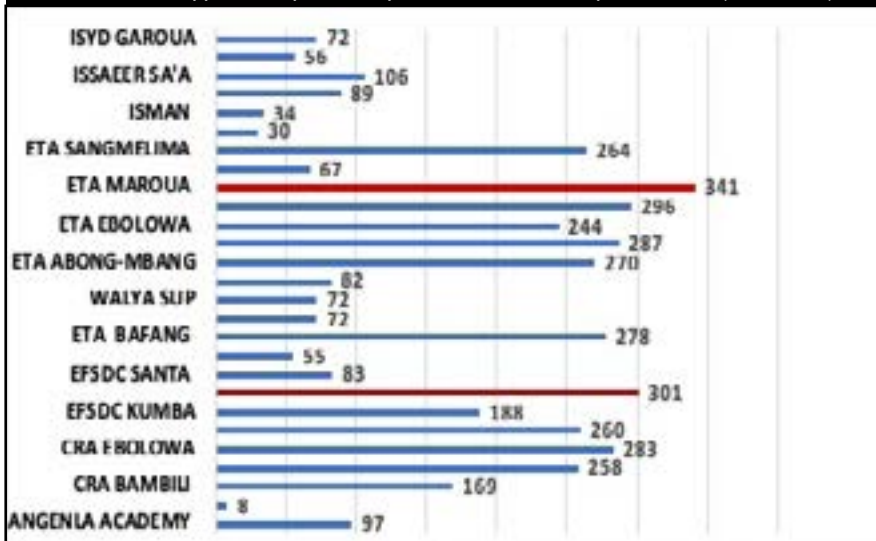
jeunes camerounais qui font face aux problèmes de chômage et de sous-emploi. Pour répondre efficacement aux besoins criards de la jeunesse, le gouvernement à travers le Minader a accordé une place de choix à la formation professionnelle agricole et l'entrepreneuriat agropastoral. C'est ainsi qu'en plus des 18 écoles publiques réparties dans 09 régions (Centre, Sud, Est, Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Littoral, Nord, Extrême-Nord), des conventions ont été signées dès 2008 avec quatre établissements privés d'agriculture (lao d'Obala, Ciepo Obala, Issaer de Sa'a, Istao d'Ombessa). De 2020 à 2023, 05 nouvelles écoles privées d'agriculture ont intégré le dispositif de formation professionnelle du Minader élevant ainsi à 27 établissements au total placés sous le contrôle du Minader. Il s'agit d'Agencia Académie de Yaoundé, Hor-

tie Flora de Buéa, Institut Walya Sup de Yagoua, Isyd de Garoua, Isman de Nkongssamba. Cette insertion des écoles privées est un pas en avant, car favorisera une acquisition massive des savoir-faire agropastoraux, gage de productivité. A ce jour, ce sont 18 écoles techniques d'agriculture publiques et 09 écoles privées qui sont sous le contrôle pédagogique, administratif, financier de la Division de l'Enseignement et de la Formation Agricoles, Coopératifs et Communautaires (Defacc) du Minader.

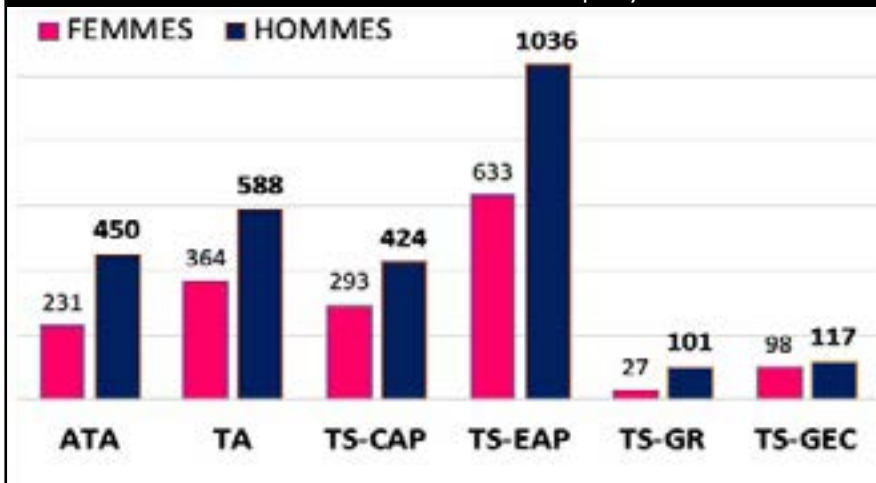
Une pluralité de parcours et de cycles

Dans les 27 établissements publics et privés, « les apprenants sont répartis en trois parcours, à savoir les Agents Techniques d'Agriculture (ATA), niveau Bepc (Brevet d'études du pre-

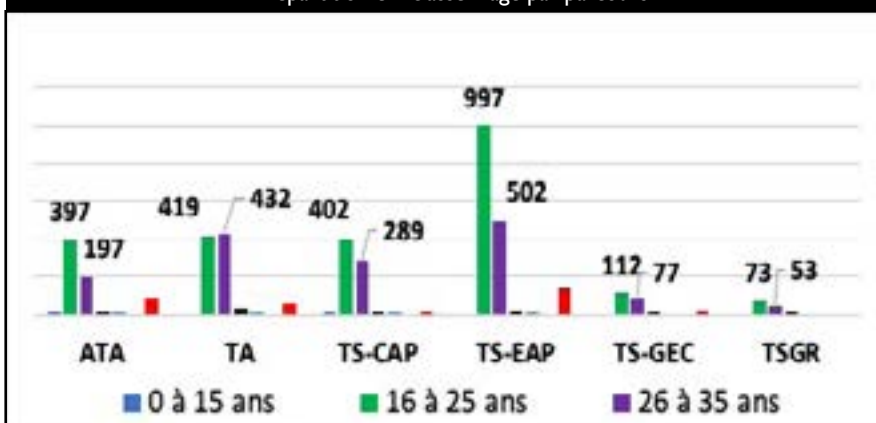
Effectif des apprenants par école pour l'année académique en cours (2022-2023)



Effectif des hommes et des femmes par cycle



Repartition en classe d'âge par parcours



mier cycle) ; les Techniciens d'Agriculture (TA) niveau probatoire ; les Techniciens Supérieurs d'Agriculture (TSA) niveau BAC. En ce qui concerne les TSA, quatre cycles leurs sont proposés. Le parcours Entrepreneurat Agropas-

toral (EAP), Conseil Agropastoral (CAP), Gestion des Entreprises Coopératives (GEC) et enfin le cycle Génie rural (GR) répartie en deux options : option Construction Rurale (CR) et Gestion de l'eau (GE) ». Parmi les différents

établissements du dispositif, « 11 disposent des parcours d'ATA ; 15 ont des parcours de TA. En ce qui concerne le parcours des TSA, le cycle des GR se retrouvent dans 03 établissements, celui des GEC dans 02 établissements, les EAP dans 16 établissements et les CAP dans 06 ». Une pluralité de parcours et de cycles qui ouvrent les portes aux divers métiers du secteur agropastoral à ces jeunes camerounais en quête d'insertion socio-professionnelle.

Un intérêt plus accru venant des jeunes et de la gente féminine

Du côté effectif, « près de 4362, à savoir 2232 au niveau I et 2130 au niveau II, constituent la masse des apprenants pour le compte de l'année académique 2022-2023 » explique Léa Eboutou, chargée d'Etudes assistant n°2 à la Defacc. Des effectifs qui vont crescendo d'année en année car bons nombres de jeunes s'intéressent de plus en plus à la pratique de l'agriculture. « Sur les 2232 apprenants qui sont actuellement en formation au niveau I dans l'ensemble des établissements du dispositif, 3349 jeunes avaient concouru à l'entrée et 2600 ont réussi » ajoute-t-elle.

Elle poursuit : « 90% des apprenants (3950) ont entre 16 et 35 ans, tandis que 2400 apprenants, soit un peu plus de la moitié sont âgés de 16 à 25 ans ». On constate alors que l'agriculture est de moins en moins perçue comme un second choix par la jeunesse, mais plutôt comme un secteur incontournable et porteur d'emplois.

La gente féminine n'est pas en reste. Les chiffres témoignent que les femmes sont de plus en plus nombreuses à intégrer les écoles d'agriculture pour être plus autonomes. Pour l'année en cours, ce sont 681 femmes inscrites chez les Ata niveaux I et II confondus, 952 chez les TA, 717 femmes inscrites en Tsa-Cap, 1689 inscrites en Tsa-Eap, 138 femmes chez les Tsg et 215 chez les Ts-Gec.

Cet intérêt de la jeunesse pour le secteur agropastoral est porteur de belles promesses pour l'avenir du Cameroun, considéré comme grenier de l'Afrique Centrale.

Clarisse Taïga

PADFA Is Impacting Lives in the NWR through Production of Onion and Rice

■ *Cameroon has great potential to meet its food demand and improve the living conditions of the rural population. About 32,000 poor rural households will benefit from the new project, which will help small-scale farmers and boost rice and onion production in the country. The overarching goal of the project is to strengthen rural livelihoods to increase incomes, improve food and nutrition security, and integrate approaches to mitigate the impact of climate change.*



Smallholder farmers in the rice and onion value chains have faced relatively low productivity and income. The project will introduce measures to ensure the availability of quality climate-resilient seeds and other inputs, and more efficient land and water management, including the upgrading of irrigation infrastructure to reduce producer dependency. With regard to rain-fed agriculture. It will also strive to minimize post-harvest losses by providing adequate storage and processing facilities. Members of the H4BF Cooperative in Tubah are happy beneficiary of the Agricultural Sector Development Support Project-Phase 2 PADFA

Who is H4BF?

Hope For A Better Future Cooperative With Board Of Directors is Located in Bambili Village in Tubah Subdivision of Mezam Division of The

North West Region. It was created on 13/03/2013. It is registered in the regional registry of cooperatives and common initiative groups with registration number 17/182/CMR/NW/38/204/CCA/040000/040000004. It has at present a membership of 145 with 52 men, 93 women, and 61 youths. The main organs include a board of directors with 9 members, a supervisory committee with 5 members, and the management committee with 11 members. The main objective of the Cooperative is the production, processing, and marketing of onion and other crops like garlic, solanum potatoes, and oil palms. In the difficult moments of the global rise in prices of basic commodities, H4BF is happy to be a beneficiary of the PADFA II program, specifically in the Onion Value chain within Tubah Subdivision. This partnership strengthens the cooperative's capacity to

manage the members better, so as to boost production to guarantee sustainable growth.

So far, What has H4BF benefited from PADFA?

As of now, H4BF benefitted from this program, the development of business plan, linked with many local suppliers, and continuous technical support on how to manage members in the field. The cooperative look forward to getting the major package which includes Farm inputs to support, in form of seeds, insecticides, machinery like power tillers, transport means in form of tricycles, and the construction of a warehouse.

What are the perceptives of H4BF?

Through our network of member individual farmers, we were only able to produce 18 tons of onion annually, but thanks to this program which is providing a full package including; farm inputs seeds, insecticides, farming modern machinery like power tillers, transport means like tricycles, administrative support in form of construction of a warehouse and technical training on how to boost production, we are confident to boost production from producing in 20 hectares of land to 100 hectares in 5 years, and boosting production from 18 tons to over 200 tons annually.

What advise can you give to the youths of North West Region in general?

There is much pride in engaging in agri-business, we encourage Cameroonian youths to try agriculture as a means of livelihood as it will not only boost their livelihood, it will also boost our country's economy as more products are produced locally.

Heris Nange Tohnain

Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Un plan national de réponses mis sur pied

■ *Un atelier national d'élaboration et de validation y dédié s'est tenu le 4 mai dernier à Yaoundé sous l'égide du chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe.*

C'est l'hôtel Franco de Yaoundé qui a servi de cadre aux travaux de l'atelier d'élaboration et de validation du premier Plan National de Réponses (PNR) à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun à partir des données « Cadre Harmonisé », session de mars 2023. Cette rencontre était présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe et qui a vu la participation multiforme de représentants de ministères sectoriels, de la délégation de l'Union européenne, des partenaires techniques et financiers au rang desquels l'OCHA, la FAO, le PAM, l'Unicef, Action contre la faim la DRC, le Comité inter-États de Lutte contre la sécheresse au Sahel, des organisations non gouvernementales, des directeurs d'institutions et responsables régionaux de l'Agriculture et du Développement rural, entre autres.

Comme tiendra à le préciser, à l'occasion et d'entrée de jeu, le ministre Gabriel Mbaïrobe, les travaux de cet atelier se tiennent dans un contexte particulier, marqué encore par des crises multiformes. Et d'ajouter que la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population est une priorité des pouvoirs publics. Or, clarifie-t-il, face à la démographie galopante que connaît la population mondiale, la production agricole a des difficultés à suivre le nombre de personnes à nourrir; ce, en dépit de toutes les technologies innovantes et productives en matière d'agriculture; la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations étant devenu un défi redoutable pour les gouvernements.

À titre d'illustration, indiquera-t-il, les résultats de l'analyse « Cadre Harmonisé » montre en situation courante (mars-mai 2023) que 3,012 millions de personnes au niveau national sont en situation d'insécurité alimentaire aigue «phase 3 et plus» dont 335.899 en situation d'urgence.



Ces personnes, déclare-t-il, sont réparties dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; avec une forte concentration dans dix-sept (17) départements dont 7 dans le Nord-Ouest, 4 dans le Sud-Ouest, 2 dans le Littoral, 2 à l'Extrême-Nord et 2 dans le Sud. Selon le rapport de l'enquête «Smart» et «Sens», menée en décembre 2022 dans les régions prioritaires de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, et conduite par le ministère de la Santé publique, les données qui en découlent, indiquent que la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est particulièrement critique dans ces quatre (04) régions, avec des taux de malnutrition aiguës atteignant 8,0% chez les populations hôtes et 10,1% chez les populations déplacées internes, dépassant ainsi le seuil d'intervention de 10% défini par l'OMS. Par ailleurs et selon les mêmes sources, les populations déplacées internes de l'Extrême-Nord et du Nord présentent des taux élevés de malnutrition aiguë sévère, atteignant 2,9% et 2,6% respectivement; dépassant le seuil d'urgence de 2% de l'OMS. Dans la même veine, le rapport «Comblent le déficit en nutriments» (Fill the Nutrient Gap – FNG) du Cameroun pour la période allant de septembre 2021 à nos jours indique que 48% de camerounais n'ont pas les moyens d'avoir un régime alimentaire qui réponde à leurs besoins nutritionnels; tandis que 24% n'ont pas les moyens d'avoir un régime alimentaire qui réponde uniquement à

leurs besoins énergétiques.

Fort de cette situation on ne peut plus préoccupante, dira le Minader, il s'avère donc essentiel d'apporter une réponse d'urgence et de garantir une résilience économique et communautaire à plus long terme aux communautés vulnérables, aux personnes déplacées internes et aux réfugiés confrontés à diverses crises. C'est dans cet objectif, fera savoir le ministre Mbaïrobe, que le Cameroun, comme plus de 17 pays en Afrique, a intégré les objectifs du Comité inter-États de Lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) pour la classification de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'outil «Cadre Harmonisé» (CH), selon les directives du CILSS, à travers la charte de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC). Cette charte, indique-t-il, préconise l'analyse et l'interprétation des données de collectes de terrain sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'outil «Cadre Harmonisé» et l'élaboration du Plan National de Réponses du Cameroun. C'est, dit-il, le cadre dans lequel intervient cet atelier, le deuxième du genre d'ailleurs dans notre pays. D'où l'exhortation à l'endroit des différents participants à prendre une part active auxdits travaux, à faire appel à tout leur sérieux pour définir les axes d'intervention de cet important document stratégique pour la réponse des populations en situation de crise.

Djaoudjaourou



La délégation camerounaise aux 5^{èmes} assises du CICC à Abidjan. Le ministre Gabriel Mbairobe entre Mme l'ambassadrice du Cameroun en Côte d'Ivoire (à sa droite) et Mme la SG du Mincommerce (à sa gauche)

Conseil international consultatif du cajou

■ Pour la promotion des chaînes de valeur du cajou

C'est fort de la longueur et de la complexité des liens commerciaux en ce qui concerne la filière anacarde, en particulier entre les pays africains et asiatiques, d'une part, et avec les pays finaux de consommation de produits en Amérique, en Europe, en Asie et en Afrique, d'autre part, que les pays africains producteurs de cajou ont pris l'engagement de mettre sur pied le Conseil international consultatif du cajou (Cicc). Ce, dans l'optique d'apporter des solutions idoines et efficaces à la problématique de compétitivité et de valeur-ajoutée le long des chaînes de valeur pour tous les pays producteurs, membres de l'Organisation. A travers la création et la mise sur pied du Cicc, il est question pour les pays producteurs de cajou d'unir leurs forces pour faire face aux multiples défis auxquels ils sont confrontés et qui ne leur permettent pas de tirer le meilleur profit des opportunités qu'offre le marché international en termes de plus-value, de création de richesse domestique, d'emplois de jeunes et de femmes en milieu rural, tant dans la production, la transformation, la commercialisation,

la consommation que des services divers. C'est d'ailleurs en marge de la deuxième édition du Salon international des Equipements et Technologie de transformation de l'Anacarde (SIETA) qui s'est tenu du 17 au 19 novembre 2016, que fut créé le Conseil international consultatif du cajou. Son siège est basé à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le Cicc ainsi créé, ambitionne d'être une organisation intergouvernementale de promotion des chaînes de valeur du cajou au profit des Etats qui en sont membres ainsi que leurs acateurs. Le Cicc a pour but de promouvoir le développement du secteur du cajou dans l'espace communautaire par la coordination des politiques et la coopération entre les Etats-membres. Il compte à ce jour onze Etats; à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Nigéria, le Sénégal et le Togo. Il reste d'ailleurs ouvert à tous les pays producteurs et consommateurs. Pour certains observateurs et acteurs, le Cicc est une sorte d'OPEP du cajou qui rassemble les principaux producteurs. Des pays qui, arguent-ils, pèsent 1,3 million de

tonnes de cajou; soit 60 à 80% de la production mondiale et près de la totalité de l'offre mondiale de noix brutes. L'objectif principal visé étant de mieux maîtriser les cours du marché international. Le Conseil international consultatif du cajou, importe-t-il de le préciser, est dans sa phase d'opérationnalisation avec la mise en place de ses instruments de gouvernance et l'ouverture de son siège permanent à Abidjan, en Côte d'Ivoire survenue en mars 2022.

La cinquième session du Conseil des ministres du CICC s'est tenue en avril 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire. sous la présidence du ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural. A l'issue des travaux, le ministre Gabriel Mbairobe a passé le témoin à son homologue de la Côte d'Ivoire, le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Kobenan Kouassi Adjoumani pour un mandat d'un an. La sixième session quant à elle, se tiendra à Accra au Ghana. La date de sa tenue n'est pas encore arrêtée.

Djaoudjaourou

Subvention des intrants agricoles Du concret pour les producteurs de la région du Nord

■ La promesse faite par le président de la République, Paul Biya, et réitérée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, lors du lancement le 2 juin dernier à Guider de la campagne agricole 2023 dans la partie septentrionale d'alléger les charges liées aux intrants agricoles aux producteurs est désormais une réalité pour ceux du Nord.



Quelques bénéficiaires

Si il est un problème que redoutent dans leur immense majorité les agriculteurs et producteurs camerounais, nos vaillants et laborieux «seigneurs de la terre», c'est bel et bien la flambée des prix des intrants agricoles que l'on constate ces derniers temps sur nos marchés. Une situation exacerbée d'ailleurs par la crise russo-ukrainienne ayant, entre autres corollaires, la hausse quasi exponentielle des coûts des intrants agricoles sur les marchés tant national qu'international. Les prix des inputs étant tout simplement passés du simple au double, voire parfois plus. C'est fort de ce contexte on ne peut plus préoccupant et fidèle à son engagement d'améliorer l'accès aux engrais et semences aux agriculteurs et producteurs que le gouvernement camerounais à travers le ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural s'est engagé à subventionner et à soutenir à hauteur de 30% les prix d'achat de 54.000 tonnes d'engrais

NPK; d'urée dosée à 46% et d'autres engrais au profit des petits producteurs pour un coût global de plus de 26 milliards de francs Cfa. Il est aussi question, comme l'a indiqué le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, de mettre à la disposition des producteurs, des quantités importantes de semences certifiées de riz, de maïs, de sorgho, de pomme de terre, de soja, des cultures maraîchères et enfin, de blé pour un coût total de 4,6 milliards de francs Cfa. Comme l'a recommandé à Guider aux producteurs des régions septentrionales, il leur revient aussi «de s'organiser pour tirer meilleur avantage de cet accompagnement de l'Etat, afin de réduire notre exposition aux importations et garantir notre souveraineté alimentaire».

En ce qui concerne les producteurs de la région du Nord, la promesse faite par le gouvernement de faciliter l'accès aux engrais aux agricul-

teurs est désormais tenue. En effet, dans la région du Nord, les producteurs sont entrés déjà en possession d'importants stocks d'urée, quelques semaines à peine seulement après le lancement à Guider, le chef-lieu du département du Mayo Louti, de la campagne agricole 2022-2023 pour les régions septentrionales, par le ministre de l'Agriculture, Gabriel Mbairrobe. Le jeudi 15 juin dernier en effet, au niveau d'un entrepôt sis au quartier Marouaré à Garoua, des producteurs se procuraient d'importantes quantités d'urée en versant 70% du prix fixé; les 30% restant étant couverts par l'Etat à titre de subvention. «Cela permettra, disent à l'unanimité les bénéficiaires, d'accroître la production céréalière dans la région». Ils se disent d'ailleurs d'autant plus satisfaits et soulagés que durant la campagne agricole dernière (2021-2022), ils ont fait face à de sérieux problèmes en termes d'accès aux intrants agricoles. Les prix, avancement-ils, des engrais sur les marchés étaient pratiquement passés du simple au double. Avec cette hausse vertigineuse des prix des intrants, déclarent-ils, ils n'ont pas pu, durant la saison dernière, atteindre les objectifs qu'ils se sont fixé en début de campagne et par ricochet, les surfaces cultivées ont dû être revues à la baisse. Mais cette année, affirment-ils, avec cet appui fort significatif de la part de l'Etat, ils croient pouvoir booster leurs productions. Pour les producteurs du Nord, « ce geste fort salutaire et appréciable de la part du gouvernement arrive à point nommé et permettra à coup sûr de booster les productions agricoles au cours de la présente campagne agricole 2022-2023 ». Pour ceux qui font dans le maïs et même le riz par exemple, l'engrais spécifique «14-23-14», affirment-ils, leur permettra de booster véritablement leurs productions. Ce, d'autant plus que, durant la dernière campagne, cet engrais spécifique n'était pas disponible sur le marché.

Djaoudjaourou

L'Office Chérifien des Phosphates (OCP) Pour une agriculture intelligente et respectueuse de l'environnement

■ *En collaboration avec la direction du Développement de l'Agriculture et celle de la Réglementation et du Contrôle de la Qualité du Minader, l'OCP-Cameroun a effectué du 11 au 22 avril 2023 une mission de déploiement dans des localités agricoles des régions du Centre et de l'Est.*

Cette mission, d'une importance capitale, avait pour objectifs, la promotion de la pratique d'une agriculture intelligente, rentable et respectueuse de l'environnement; la promotion auprès de tous les entrepreneurs agricoles et petits producteurs de la culture des analyses de sols pour mieux connaître leur état; le prélèvement des échantillons de sols le long de l'itinéraire de la caravane en vue de la réalisation de la carte de fertilité des sols du Cameroun; la sensibilisation des petits producteurs sur les bienfaits de l'application des bonnes pratiques agricoles; la distribution des fiches techniques de certaines spéculations sur les bonnes pratiques agricoles, ainsi que la promotion de la marque OCP à travers la présentation du laboratoire mobile aux couleurs de la Fondation OCP, couplée à la distribution des flyers, T-shirts et autres gadgets. Cette toute première caravane mobile «OCP School Lab» s'est déclinée en 11 étapes et ce, selon l'itinéraire Nanga Eboko-Minta-Diang-Belabo-Batouri-Bertoua-Dimako-Doumé-Abong Mbang-Ayos et Awae; touchant en fin de compte, pour cette phase initiale, des localités et petits producteurs des régions du Centre et de l'Est du pays. À chaque étape, les agriculteurs conviés ont eu droit à des séances de démonstration pratique en champs des méthodes de prélèvement des échantillons de sols pour les faire analyser; suivies de la présentation du laboratoire mobile,



son fonctionnement, les explications sur le processus de préparation des échantillons de sols, avant analyse et, les différents types d'analyses disponibles.

Une mission venue à point nommée En définitive, la mission s'est tenue suivant le calendrier établi dès le départ et ceci, à la suite du lancement de la campagne agricole par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour la zone méridionale du pays à Nanga Eboko, le chef-lieu du département de la Haute Sanaga, région du Centre. Chaque point d'arrêt a été couronné de succès, marqué par la mobilisation de tous les partenaires à la base; notamment les organisations des producteurs, y compris les autorités locales, à savoir sous-préfets, maires et autres. Les échantillons de sols ont été prélevés dans toutes les localités prescrites dans l'agenda de la caravane. Des explications et la sensibilisation sur les bonnes pratiques agricoles pour une bonne récolte ont, en outre, été données aux différents exploitants agricoles rencontrés. La promotion de OCP et de ses différents produits sur les marchés a été, à l'occasion, bien menée à travers la présence effective du laboratoire mo-

bile, floqué aux couleurs d'une des entités de OCP; la distribution des flyers, T-shirts et, la sensibilisation sur l'utilisation efficace de ses produits. Cette caravane a permis de toucher 1.500 à 2.000 producteurs des régions du Centre et de l'Est. Au terme de cette première caravane qui a servi de test pour une activité conjointement menée avec un partenaire stratégique sur une période relativement longue, des recommandations ont été faites préconisant que les aspects de mobilisation soient entièrement de la responsabilité de OCP et que la caravane soit sonorisée quelle que soit sa durée et le nombre d'étapes à parcourir. Durant cette caravane, la promotion des produits OCP a constitué le point d'orgue et l'un des points essentiels à chaque étape. Le constat a été néanmoins fait sur le fait que sur tout l'itinéraire parcouru, les agriculteurs qui en exprimaient le besoin, disposaient de très peu ou pas du tout d'information sur les lieux où ils pouvaient se les approvisionner. D'où le souhait émis en faveur de la mise en place et de l'entretien d'un circuit de distribution des produits OCP dans les régions du Centre et de l'Est.

Djaoudjaourou

Banane-plantain

La formation agricole pour la banane plantain en Afrique (Faba) mise sur une production sans pesticides

■ C'était l'objectif de l'atelier organisé par des experts de la Faba à Yaoundé.



Photo de famille

Réunis dans la salle des conférences de l'hôtel Mérida de Yaoundé, plus de 250 producteurs, conseillers agricoles, animateurs de groupements, formateurs des lycées agricoles ont reçu une formation sur les ressources pédagogiques de banane-plantain. La cérémonie protocolaire d'ouverture de l'atelier était présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. Pour le déroulement des travaux, une mallette pédagogique a été mise à la disposition des participants. Le premier élément était une présentation sur l'œilletonnage du bananier-plantain, suivie d'une vidéo pédagogique traitant de cette même thématique. Elle a été diffusée dans son intégralité, de même que ses ressources pédagogiques associées à l'instar de la « fiche producteur », et de la « fiche pédagogique », notamment sur les aspects de la conception pédagogique. Ceci a permis aux participants de mesurer l'intérêt du triptyque de ressources

pédagogiques associé à chaque thématique. En tout, durant les prochains mois, la Faba va s'intéresser à 13 thématiques liées à une production de qualité sans pesticides. Les documents méthodologiques seront diffusés librement et gratuitement sur le site de l'association et sur sa chaîne YouTube.

Porté par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), le projet Faba vise à vulgariser et mettre à la disposition de tous, les ressources pédagogiques destinées à accompagner une production bananière de qualité en Afrique centrale et de l'Ouest. Pour arriver à l'atteinte de cet objectif, un groupe de travail intégrant des experts de la culture du bananier-plantain et des acteurs de la formation agricole du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, et de France a été mis sur pied. Il a élaboré les ressources pédagogiques qui ont été présentées. L'ensemble des formations distillées par la Faba sont gratuites et accessibles

à tous. Elles ont été développées pour être utilisées selon les différentes situations de formation, soit en autonomie totale, soit dans le cadre des parcours de formation professionnelle. Le projet fonctionne sous un financement conjoint du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire du même pays.

Dans les différents pays où le modèle Faba a été expérimenté, des résultats encourageants ont pu s'observer. C'est le cas de la Côte d'Ivoire. La Faba vise donc l'objectif d'améliorer la perception de la banane made in Cameroon sur le marché international. Dans son discours, le Minader Gabriel Mbairrobe a rappelé l'importance d'un tel projet, dans un contexte de politique d'import-substitution, mais aussi de hausse des intrants, dû à la crise russo-ukrainienne.

Yvan Njuplong

Production agricole

La protection du label Cameroun en débat

■ La question de l'extension des indications géographiques protégées a été abordée au cours de la deuxième session du Comité national de protection des indications géographiques au Cameroun (Conapig) qui s'est tenue le 26 mai 2023 à Yaoundé.



Le Cameroun va obtenir très bientôt, la propriété d'une troisième ressource de son agriculture. Après le poivre blanc de Penja et le miel blanc d'Okou, le pays souhaite obtenir une troisième indication géographique protégée pour son cacao rouge brut, qui est très prisé par les grands chocolatiers internationaux. Ce cacao est d'ailleurs une spécificité camerounaise, ce qui encourage à sécuriser le label. Ceci permettra de le viabiliser, mais aussi de tirer le maximum de profits de ces indications au bénéfice des producteurs mais aussi, d'accroître la compétitivité de ce cacao camerounais sur le marché international. Président du comité de pilotage du Conapig, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe a salué les avancées dans le processus de mise en place d'une troisième indication géographique protégée et indiqué que

d'autres produits pourraient bénéficier de cette même protection dans les prochains mois : « nous voulons envisager la mise en place de cette indication géographique, non seulement pour le viabiliser, pour s'assurer de sa répétitivité, mais surtout de pouvoir assurer sa valeur sûre sur le marché international. Il est vrai que nous avons d'autres produits qui attendent d'être viabilisés, tels que les ananas de Bafia et autres. Mais pour l'instant, nous nous focalisons sur le cacao rouge brut ».

Le groupement de l'indication géographique protégée (Igp) sera construit à l'issue des études techniques, des échanges et des travaux avec les coopératives et regroupements des producteurs. Une fois le groupement Igp mis en place, celui-ci devra fonctionner de manière autonome et inclusive, dans les limites de l'aire géographique prédéfinie. En amont de ce comité,

des efforts avaient déjà été mis en action, pour faciliter cette protection du label Cameroun. En 2020, le directeur général de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) avait signé avec le président du groupement des producteurs de l'indication géographique protégée (Igp) un contrat d'objectifs et de performance en vue de la mise en œuvre du plan opérationnel de cette indication géographique.

La rencontre a connu la présence de Fuh Calistus Gentry, ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique par intérim; de Denis Bohoussou, directeur général de l'OAPI. Dans leur prise de parole respective, ils ont formulé le vœu de voir se développer plusieurs indications afin d'améliorer les performances de l'économie africaine en général et camerounaise en particulier.

Yvan Njuplong

Financement du secteur agricole Une convention signée entre le Minader et la Régionale Bank S.A.

■ *C'est à la faveur d'une cérémonie solennelle qui a eu lieu à Yaoundé. Cérémonie fort courue et inédite présidée par le ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe.*



Le ministre Gabriel Mbairobe et le DG de la Régionale Bank S.A.

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale, en ceci qu'elle fournit des emplois à une grande partie de la population et contribue de manière significative à notre sécurité alimentaire. Malheureusement, le secteur agricole reste confronté à un défi majeur: celui du manque de financement adéquat pour le soutenir et le développer; ce qui permettrait de stimuler la productivité, d'améliorer les pratiques agricoles, de moderniser les infrastructures et d'accroître l'accès aux marchés.

La signature d'une convention telle que celle paraphée conjointement par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la Régionale Bank S.A, constitue un pas important dans le triptyque agricole constitué «du financement-du foncier-des intrants». C'est la clé, de voûte dont la finalité explicite de la stratégie de transformation agricole et alimentaire est de poursuivre dans les dix régions du Cameroun, réparties en 5 zones agroécologiques, l'effort d'accroissement de la production des spéculations présentant des déficits importants dans la demande et l'offre. La signature de cette convention intervient dans le sillage du «Forum régional sur la finance agricole et rurale» qui, s'est tenu du 18 au 21 octobre 2022 au palais des Congrès de Yaoundé sous le thème: «Quels modèles de financement rural et d'innovation pour propulser le développement économique

du secteur agro-pastoral et halieutique en Afrique subsaharienne?». L'une des principales recommandations de ce forum était l'engagement des institutions financières pour la mise en place des unités dédiées au financement agricole et rural au travers d'un appui gouvernemental dans l'accès aux financements des agriculteurs et éleveurs par des ressources prêtables, un dispositif de contrôle et de suivi efficace et innovant, afin de faciliter la transparence dans les usages et les résultats obtenus.

Une convention déjà porteuse de fruits

Pour le Directeur Général de La Régionale, Rév. Charles Rollin Ombang Ekath, sa structure se positionne comme la première banque agricole du pays. « Bien entendu, nous ne pouvons pas être la banque agricole sans avoir de partenaires parce qu'en fait, nous mettons en place un écosystème des partenaires financiers et non financiers, pour qu'effectivement nous puissions résoudre le problème agricole », soulignera-t-il en substance. Il faut dire que La Régionale Bank s'est résolument engagée stratégiquement à mettre en place des agences spécialisées dans le domaine agricole. Dans ce cadre il y aura des agents bancaires qui ne s'occuperont que des problèmes ruraux tels que l'agriculture et l'élevage. Désormais, chacun pourra avoir un interlocuteur

dans le domaine de l'agriculture à la Régionale Bank. C'est un véritable problème qu'il fallait résoudre parce que ceux qui étaient porteurs de projets et ceux qui voulaient se faire entendre n'avaient pas d'interlocuteurs. La Régionale Bank vient ainsi combler ce vide.

La signature de cette convention, établie pour une durée de cinq (5) ans, renouvelables, précisera le ministre Mbairobe, va permettre non seulement l'octroi par la Régionale Bank SA de financements, mais mieux encore, l'octroi de financements adaptés aux besoins spécifiques des acteurs et des chaînes de valeurs agricoles. Ladite convention se veut un cadre de concertation, de partage, d'accompagnement et de promotion de l'agriculture. Le ministre Mbairobe s'est d'ailleurs réjoui du fait que cette convention produit déjà des fruits. En effet, atteste-t-il, la Régionale a décidé de soutenir l'acquisition des engrais pour 2 000 personnes regroupées autour de coopératives à hauteur de 200 millions de nos francs. Dans la même veine, la Régionale s'engage aux côtés de la Socapalm à régénérer et à faciliter l'exploitation sur 8 ans de 1 000 hectares de palmeraies pour un coût de plus de 2 milliards de francs Cfa. La signature de cette convention aura lieu d'ici la fin du mois de juin 2023. D'où le vœu émis par le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural que l'implémentation de cette convention permette de véritables actions de financements dans les filières ayant un impact positif certain sur la disponibilité des matières premières pour nos industries, sur le développement des filières garantissant la sécurité alimentaire pour tous, sur l'appropriation de certaines cultures dans la mise en œuvre de la pratique d'import-substitution. Et le Minader de conclure que la signature de cette convention marque d'une pierre blanche un nouvel envol entre les institutions financières et le monde rural. D'où l'appel lancé en direction de toutes les parties prenantes à jouer chacune sa partition pour l'impulsion et l'efficacité de cette initiative, afin qu'ensemble, elles puissent réaliser cet objectif commun de faire reculer la pauvreté, de relever le défi de la sécurité alimentaire au travers du financement rural.

Djaoudjaourou

Study Reveals Bread Basket of Central Africa Facing Food Crisis

■ A document titled “Harmonized framework for the identification and analysis of areas at risk and populations leaving in food and nutrition insecurity in Cameroon for March-April 2023 period” has revealed that Cameroon, the bread basket of the Central African is facing food crisis.



Press conference

The information was revealed recently in Yaounde in the presence of the Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe and his counterpart Dr. Taiga of Livestock, Fisheries and Animal Husbandry.

According to the study, 17 divisions in four regions are currently facing food crisis and insecurity with the situation said to be deteriorating

These areas include Boyo, Bui, Donga Mantung, Menchum, Momo, and Ngoketujia in the Northwest Region while in the South West Region, Kupe Muanenguba, Meme and Ndian are in the list. The Mounjo and Nkam division are those in the Littoral region while in the Far North, the divisions include Mayo Sava and Mayo Tsanaga. Mvila and Ntem valley in the South Region completes the list.

The study further revealed that no division in Cameroon is classified in an emergency or famine phases whereas,

the situation is said to be good in four regions and relatively acceptable in 37 divisions.

In the meantime, the report reveals that the 2022-2023 farming season was negatively impacted by the soaring prices of agricultural inputs resulting from the Russia - Ukraine crisis, the ongoing crisis in the North West and South West and the floods that occurred in August 2022 in the Far North Region.

The report also stressed that the tool is a vital, inclusive, rigorous and transparent analysis of the food and nutrition security situation in a country as it aims at the most vulnerable populations and proposed the most appropriate responses.

During the presentation of the report, Minister Mbairrobe indicated that 11 percent of the population faced acute food insecurity equivalent to three million people, one percent in the emergency face 253, 853 people

in march 2022 and 10 percent in the crisis phase, that is 2,676, 204 people.

The Minister however rejoiced that despite the current challenges being faced in production basins was on the rise for most of the crops cultivated citing some examples of livestock like meat, beef, pork, with the Centre and littoral Regions accounting for about 30 percent of total beef production that is worth 31, 200 tones for the Centre and 26,700 tonnes for the Littoral Regions.

Since the beginning of the crisis in Ukraine, there has been a decline in agricultural and livestock production in the Far North and North Regions. Despite last year's relatively good harvest, cereal stocks are drastically reducing in the markets. It is therefore important to replenish national food stocks and ensure their availability for households.

Heris Nange Tohnain

Cacao durable

Des comités interministériels de gestion mis en place



■ *Les membres desdits comités qui auront, entre autres, pour mission de veiller au respect des exigences écologiques et sociales, ont été installés dans leurs fonctions le jeudi 9 février 2023 à Yaoundé, à la faveur d'une cérémonie co-présidée par le ministre du Commerce et son homologue de l'Agriculture et du Développement rural.*

Atravers cet acte, le Cameroun vient ainsi de répondre favorablement à l'une des exigences de l'Union Européenne en matière de cacao durable. Il s'agit de la mise en place et l'installation dans leurs fonctions res-

pectives des membres des comités interministériels dont la mission consiste désormais à améliorer les revenus des producteurs de cacao dans le strict respect des normes environnementales et sociales. Ils ont été installés dans leurs fonctions au cours d'une cérémonie présidée conjointement par les ministres en charge du Commerce et de l'Agriculture et du Développement rural. En clair, il est question que dorénavant le niveau de vie des producteurs s'améliore, que les forêts soient protégées et que les enfants ne soient plus utilisés dans les champs de cacao.

Tout en félicitant le Cameroun pour avoir accédé à la demande de l'Union Européenne en matière de cacao durable, l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union Européenne à Yaoundé, a rassuré quant au soutien de l'institution qu'il représente. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a précisé que l'adhésion

du Cameroun à la nouvelle vision type d'un cacao durable est soutenue par la volonté du gouvernement à faire de la filière cacao une force de résilience de l'exigence nationale. Aussi, Gabriel Mbairobe a-t-il exhorté à la trentaine de membres du comité interministériel installés, d'aller droit au but pour que le Cameroun continue d'occuper la première place en matière de cacao durable en Afrique, voire dans le monde.

Il importe de rappeler d'ailleurs que depuis plusieurs années déjà, le marché international du cacao pose un certain nombre d'exigences parmi lesquelles la pérennité de la filière, avec un accent particulier sur les générations futures qui devraient satisfaire leurs besoins grâce à un cacao durable, c'est-à-dire un cacao qui est produit dans le strict respect des exigences économique, écologique et sociale.

Djaoudjaourou

Filière pomme de terre

Boutures apicales racinées : l'avenir en rose pour la filière

■ *La technologie de multiplication des semences de pommes de terre par la technique des boutures apicales racinées, déjà en cours d'expérimentation dans certaines régions du pays, donne des résultats impressionnants.*

L'atelier de clôture des travaux du Projet de développement de la chaîne de valeur-pomme de terre, financé par la coopération allemande via la GIZ et mis en œuvre par le Centre international de pomme de terre et de la patate (CIP), tenu le 27 juin dernier à Yaoundé, a permis de mettre en exergue les avancées notables enregistrées dans le cadre du développement de cette filière. Les boutures apicales racinées sont en fait des transplants produits dans une serre à partir de vitroplants qui sont maintenus à l'état juvénile. Par conséquent, ces boutures présentent un potentiel de rendement assez élevé. Ce qui se traduit par une grande valeur marchande. Au champ, les transplants ont besoin d'un arrosage soigneux et d'une gestion des verts gris jusqu'à ce qu'ils soient complètement établis. Par la suite, ils sont traités de la même manière que les pommes de terre normales, au champ.

Il importe d'indiquer que le Cameroun a été choisi comme partenaire dans ce projet en raison de la mise en œuvre de la technologie de multiplication des semences de pommes de terre par la technique des boutures apicales racinées déjà en cours au pays, dans le cadre des Centres d'innovation vertes de la GIZ. Il faut relever néanmoins qu'au Cameroun, la production reste encore en deçà des besoins; alors que le pays dispose d'atouts réels pour devenir le grenier de la production de la pomme de terre en Afrique centrale. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, en la matière, a souligné que les besoins en pommes de terre se situent à un million de tonnes, alors que la production actuelle est estimée entre 400 et 450 kg.

Depuis sa mise en œuvre en 2018, le Projet de développement de la chaîne de valeur-pomme de terre au Cameroun a enregistré des résultats encourageants. Le Minader listait tout récemment déjà les résultats



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et sa suite dans une serre à Djuttisa

les plus significatifs enregistrés qui tournent autour de l'actualisation de la Stratégie nationale de la pomme de terre 2022-2023, la vulgarisation des nouvelles technologies de production des semences de pommes de terre telles que les boutures apicales racinées, la formation de plus de 26.000 producteurs sur les bonnes pratiques agricoles dans les grands bassins de production des régions de l'Adamaoua, de l'Ouest et du Nord-Ouest, la construction de six serres de pommes de terre fonctionnelles, le renforcement des capacités de la direction de la Réglementation et du Contrôle de la Qualité à travers quatre laboratoires dans quatre régions et, la formation des laborantins pour le diagnostic des maladies de la pomme de terre, entre autres.

Le Centre international de pomme de terre (CIP) est l'un des principaux soutiens de la filière pomme de terre au Cameroun. Depuis 2018, dans le cadre de l'appui au projet GIZ-Pro-CISA (Projet Centre d'innovations

vertes pour le secteur agroalimentaire), financé par la coopération allemande, le Centre international de pomme de terre intervient au Cameroun pour apporter son soutien au secteur de cette culture à travers la réalisation d'études et l'accompagnement des acteurs de la filière. Le CIP a réalisé des études de la filière dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua. Il a également collaboré avec la GIZ pour la production de plusieurs manuels de formation et autres documents d'informations sur la filière pomme de terre au Cameroun. L'un de ses principaux chantiers actuels, c'est le développement du secteur des semences de pomme de terre.

Le lendemain de cet atelier, le ministre Mbairrobe s'est rendu à Bansa et à Djuttisa dans le département de la Menoua pour toucher du doigt les réalisations conjointes de la GIZ à travers le ProCISA, du Centre international de la pomme de terre et la patate douce et les semenciers locaux.

Djaoudjaourou

Des matériels roulants pour des agents agricoles du Littoral



Une bénéficiaire

■ *Des responsables agricoles en service dans les arrondissements de la région du Littoral se sont vus tout récemment doter de motocyclettes tout terrain devant leur permettre d'assurer sur le terrain le suivi des activités agricoles dans leurs circonscriptions territoriales de compétence respectives.*

Il y avait fête le mercredi 14 juin dernier à Bonandjo-Douala, du côté des délégations d'arrondissements de l'Agriculture et du Développement rural de la région du Littoral. Et pour cause: les responsables des dites délégations recevaient de la part de leur hiérarchie des motocyclettes tout terrain, flambant neuf, à l'effet de leur faciliter la tâche sur le terrain, surtout dans une région où le problème d'enclavement se pose avec acuité dans bon nombre de localités et, particulièrement en saison

des pluies. Après la dizaine de motos remises au mois de décembre 2022, comme l'a si bien indiqué le délégué régional de l'Agriculture et du Développement rural du Littoral, Jean Claude Konde, tous les autres responsables d'arrondissement d'Agriculture et du Développement rural qui n'en disposaient pas encore, se sont vus désormais doter de ces équipements d'appuis ce, à la grande satisfaction et au grand soulagement de tous. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué d'exprimer leur reconnaissance

et toute leur gratitude à leur hiérarchie, en l'occurrence, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe. Et le délégué régional de porter à la connaissance de l'assistance que le Minader a fait la ferme promesse selon laquelle, la prochaine fois, ça sera le tour des chefs de postes agricoles; eux, qui ont également la tâche difficile de couvrir parfois plus de 10 villages distants parfois de plus de 10 kilomètres environ, de recevoir aussi ces matériels roulants.

Comme le soulignera si bien le délégué régional en charge de l'Agriculture et du Développement rural du Littoral, « ces appuis techniques de la part de la hiérarchie du Minader arrivent à point nommé, car renchérit-il, ces matériels roulants viennent ainsi répondre aux besoins cruciaux de ces agents agricoles, opérationnels sur le terrain, en termes de moyens de déplacement, surtout dans une région cruellement confrontée aux problèmes d'enclavement et d'inaccessibilité de bon nombre de ses localités, particulièrement en saison des pluies». L'une de ces bénéficiaires n'a d'ailleurs pas manqué d'exprimer sa joie et sa satisfaction; elle qui, déclare-t-elle: « est en activité depuis environ 5 ans dans une de ces localités fort enclavées de la région et qui faisait face, durant ces cinq années de service, à d'énormes difficultés sur le terrain du fait du très mauvais état et de l'impraticabilité des routes. La mise à disposition de ces motos tout terrain constitue pour nous un véritable motif de satisfaction et d'encouragement ». Ces dotations en matériels roulants, clamera le délégué régional-Minader du Littoral « permettront à ses collaborateurs sur le terrain de se rapprocher davantage des producteurs locaux afin de réduire les importations des produits agricoles et surtout, de renforcer la collaboration entre les agriculteurs, les producteurs et les agents agricoles.

Djaoudjaourou

Accord Cadre Fbpc - Fecafoot L'indomptable incubateur de kribi à Mbébé

■ *L'accord-cadre signé entre le président national de la l'Association nationale des acteurs de la banane-plantain du Cameroun (FBPC), Tony Obam et le président de la Fecafoot, Samuel Eto'o, dans une cérémonie grandiose présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobé, en présence du ministre des Forêts et de la Faune, Jules Doret Ndong, président de l'association pour le développement de l'Océan, engage les anciens Lions indomptables dans la compétition de l'agro-business sur toutes les chaînes de valeur de la banane-plantain.*

Devant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobé et le ministre des Forêts et de la Faune Jules Doret Ndong, à Mbébé, ce 23 juin 2023, le président national de FBPC, Tony Obam a été clair : «il ne s'agit pas d'apprendre la culture de la banane-plantain aux anciens Lions indomptables du Cameroun. Il est question d'incuber ces anciennes gloires pour se reconverter à devenir des hommes d'affaires dans les 5 maillons de la chaîne des valeurs de la banane-plantain, c'est-à-dire des pépiniéristes industriels, des producteurs industriels de régimes, des transformateurs industriels et, des professionnels industriels de la commercialisation des produits et intrants de la banane-plantain». C'est cela l'agri-business. En signant l'accord-cadre pour la



reconversion réussie de tous les anciens footballeurs camerounais dans «l'agriculture de précision, filière banane-plantain», Samuel Eto'o Fils et Samuel Tony Obam Bikoué, les deux homonymes des faïtières les plus en vue au Cameroun en ce moment, veulent faire flotter très haut et sur le plan mondial, l'étendard du Cameroun qui ambitionne de devenir le numéro 1 mondial de la banane-plantain. Le ministre Gabriel Mbairobé réaffirme que la filière banane-plantain est l'une des filières prioritaires de croissance dans la Stratégie nationale de développement 2030, avec une production annuelle escomptée de 10 millions de tonnes annuelles. Le Cameroun, avec cet accord cadre Fbpc-Fecafoot, compte ainsi, selon les mots du ministre Jules Doret Ndong «gagner la coupe du monde de la banane-plantain». Samuel Eto'o et Samuel Tony Obam Bikoué, sous l'encadrement du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, entendent ainsi donner un coup d'accélérateur au succès du Programme de «révolution agricole» du président Paul Biya. Le Centre d'incubation agro-pastoral de référence internationale de Kribi à Mbébé, a de ce fait été rénové par une firme internationale amé-

ricaine spécialisée dans «l'agriculture de précision» et la production des engrais biologiques très haut rendement. L'incubation des anciens Lions indomptables se fera sous l'encadrement de Fertile Ground et des plus grands experts triés sur le volet au Cameroun et à l'international, avec pour fil d'ariane, outre la politique gouvernementale d'import-substitution, mais la production des business-plan bancables.

Sur ce plan, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural annonce que le père de la révolution agricole, le président Paul Biya, met plus de 9 milliards de francs Cfa pour financer tous les business-plans à travers le Fonds de développement agricole.

La deuxième fête internationale de la banane-plantain Sud-Ouest 2023, événement grandiose placée sous le haut patronage du Premier ministre, chef du gouvernement et le parrainage du Minader, où on reverra Samuel Eto'o chausser les crampons dans une inédite rencontre de gala entre anciens Supers Eagles du Nigeria et anciens Lions indomptables du Cameroun, sera l'occasion d'exposer les premiers grands résultats de cet accord cadre Fbpc - Fecafoot.

Siméon Ava



CAMVERT S.A.
Une autre façon de faire l'agriculture





THE CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC)

The Cameroon Development Corporation, CDC, is an Agro-Industrial enterprise that was created in 1947. It was transformed to a Public Corporation by Decret N°2016/031 of 19th January 2016. It operates extensive plantations of Rubber, Banana and Oil Palm. The Corporation grows these there tropical crops in the South West and Littoral Regions. From these crops, the Corporation produces semi-finished high quality rubber, palm oil and top grade edible banana both for the local and international market. The Plantations for these three crops cover a total area of 39.118 hectares. The Corporation is the second largest employer of labour after the State with a total workforce of 16,974 as at 18yh December 2020.



The Corporation has however, witnessed one of its worst moments with the advent of the socio-political crisis rocking the South West and North West Regions as well as the recent outbreak of the COVID-19 pandemic. These have negatively affected the overall production and performance of the Corporation at different levels and capacities. Prior to the crisis, the Corporation produced 18.000 tons of natural Rubber, 110.000 tons of Banana and 22.000 tons of Palm Oil. At the peak of the crisis in 2019, the Corporation barely produced 2,135 tons of Rubber, 3.825 tons of Oil palm zero tons for Banana. The Corporation has been indexed for Reconstruction and Development under the Presidential Plan for the North West and South West Regions.

Franklin Njoni Njio

